INDICATEURS D'INTRANTS DU SECTEUR DE LA HAUTE TECHNOLOGIE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

ÉDITION 2010 PRÉPARÉ PAR BC STATS

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Western Economic Diversification Canada

Canada

British Columbia | BCStats

JUIN 2011
Ce rapport a été préparé par Jade Norton et Dan Schrier de BC Stats.

Pour :
Jobs, Tourism and Innovation BC,
Labour, Citizens' Services and Open Government BC
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

BC Stats
Services des données
553, rue Superior
C.P. 9410, Station gouvernement provincial
Victoria (Colombie-Britannique)
V8W 9V1
250-387-0327
www.bcstats.gov.bc.ca

BC Stats est l'organisme central de statistique du gouvernement provincial. Il détient la plus importante concentration de produits, de services et d'expertise statistiques au sein du gouvernement. L'une des directions générales de Labour, Citizens' Services and Open Government BC, BC Stats a pour rôle de fournir au gouvernement de l'information statistique et des services d'analyse afin d'appuyer la prise de décisions éclairées et l'élaboration de politiques.

Jobs, Tourism and Innovation BC
1810, rue Blanshard
C. P. 9327, Station gouvernement provincial
Victoria (Colombie-Britannique)
V8W 9N3
250-387-6121 / 604-660-2421
1-800-663-7867
EnquiryBC@gov.bc.ca

Le portefeuille du Ministère comprend des programmes qui favorisent l'établissement d'un contexte commercial favorable aux affaires et attirant en Colombie-Britannique. Ces programmes appuient l'innovation et la compétitivité, le développement économique de toutes les régions, la commercialisation efficace des biens et services de la province et la promotion des débouchés touristiques en Colombie-Britannique.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
333, rue Seymour, bureau 700
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 5G9
604-666-6256
1-888-338-9378
www.deo.gc.ca

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada travaille en collaboration avec les gouvernements provinciaux, les associations sectorielles et les collectivités dans le but de favoriser le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien. Le Ministère coordonne les activités économiques du gouvernement fédéral dans l'Ouest et fait valoir les intérêts de la région dans le processus décisionnel national.

Table des matières

Sommaire 4
- Les tableaux récapitulatifs 7

Introduction 9
- Contexte 9
- Comparaison avec d'autres provinces 10

Indicateurs de l'enseignement 12
- Niveau d'instruction 13
- Résultats obtenus aux tests canadiens normalisés 14
- Diplômes décernés 16
- Adoption de la technologie 19
- Licences de technologie 20
- Rendement de la R-D dans le secteur de l'enseignement supérieur 23
- Financement de la recherche 23

Indicateurs commerciaux 27
- Brevets et demandes de brevet 28
- Dynamisme du secteur : entrées et sorties 29
- Entreprises à forte croissance 31
- Investissements en capital de risque 32
- Investissements dans les TIC 34
- R-D effectuée par le secteur des entreprises 35

Indicateurs du secteur de l'État 36
- Taux d'imposition des particuliers et des entreprises 36
- Rendement de la R-D menée par le secteur de l'État 38
- Dépenses brutes de R-D 39

Indicateurs externes 41
- Scolarisation des immigrants 42
- Aperçu des données du recensement : Pleins feux sur les immigrants 43
- Migrations interprovinciales 45
- Importations de produits de haute technologie 48

Indicateurs du travail 49
- Taux de chômage dans le secteur des sciences naturelles et appliquées 49
- Personnel de la recherche 51
- Qualité de vie 53
- Coût de la vie 54

Conclusion 56

Annexe I Modèle sectoriel de BC Stats 57

Annexe II Définitions du secteur de la haute technologie 61

Annexe III Tableaux détaillés 62

Sommaire

L'édition 2010 du rapport *Indicateurs d'intrants du secteur de la haute technologie de la Colombie-Britannique*, le neuvième de cette série de rapports annuels, a été préparée par BC Stats. L'objet de cette série est de faire ressortir quelques-uns des facteurs ayant des incidences sur le secteur de la haute technologie en Colombie-Britannique du point de vue de l'offre. Cette année, le rapport porte sur l'évolution de 41 indicateurs de la conjoncture commerciale et économique dans le secteur de la haute technologie de la province et fait des comparaisons avec d'autres provinces et le Canada dans son ensemble. Ces indicateurs ont trait à des aspects clés des secteurs de l'enseignement, des entreprises, de l'État et du travail, ainsi que du secteur extérieur sous l'angle de leurs incidences sur l'industrie de la haute technologie.

Les indicateurs cités dans le présent rapport, que l'on peut qualifier de mesures des « intrants », ont été choisis en raison de leur pertinence, ainsi que du fait qu'ils sont généralement reconnus et disponibles sur une base continue. Ils datent tous de la dernière année pour laquelle on disposait de données en janvier 2011[1]. L'édition actuelle a été enrichie de deux nouveaux indicateurs, pour approfondir les mesures dans le secteur des entreprises — capital de risque par secteur et investissements dans les technologies de l'information et des communications (TIC) en pourcentage du produit intérieur brut (PIB). Il y a aussi trois nouveaux tableaux détaillés à l'annexe III, qui donnent plus d'explications sur les indicateurs de cette section.

Cette édition contient une autre nouveauté : un « instantané », établi selon le dernier recensement (2006), du bassin de travailleurs immigrés et de son rôle dans la satisfaction de la demande de main-d'œuvre du secteur de la haute technologie. Il donne un aperçu des qualifications postsecondaires des immigrants par domaine d'études, des endroits choisis par les immigrants pour faire leurs études au Canada et de la main-d'œuvre immigrante par activité professionnelle. Les indicateurs de réussite, ou « extrants », du secteur de la haute technologie sont traités dans un rapport complémentaire intitulé *Profil du secteur de la haute technologie de la Colombie-Britannique*[2]. Ce profil contient des informations sur le PIB du secteur de la haute technologie, l'emploi, les salaires, les revenus et recettes, le nombre d'établissements, ainsi que les exportations et les importations.

L'image que l'on obtient de la Colombie-Britannique d'après les indicateurs d'intrants est variable. Dans beaucoup de domaines, la province soutient très honorablement la comparaison avec d'autres provinces et elle a connu une croissance importante, mais, en revanche, les résultats sont inférieurs dans

[1] Certaines de ces données viennent de rapports, d'études et d'enquêtes publiés seulement tous les deux ans et, dans d'autres cas, moins souvent. Tout a été fait pour utiliser des données aussi récentes que possible.

[2] Visiter le site http://www.bcstats.gov.bc.ca

d'autres domaines. Il y a beaucoup de chances que ces indicateurs détaillés permettent de donner des orientations concrètes en vue de l'établissement de politiques publiques et de stratégies de croissance industrielle.

Les 41 indicateurs étudiés dans le présent rapport s'appuient sur les données recueillies pendant les dernières années de la période considérée et, dans de nombreux cas, elles remontent jusqu'à au moins dix ans. Nous y avons inclus, le cas échéant, des données relatives aux autres provinces, en particulier celles où se trouve la plus grande partie du secteur canadien de la haute technologie. Les provinces de Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Manitoba, de l'Ontario et du Québec ont été désignées comme occupant une place importante au sein du secteur de la haute technologie, et elles sont appelées « provinces désignées » dans le présent document[3]. Les données régionales sur la Colombie-Britannique n'ont pas encore été intégrées dans le rapport, principalement à cause de restrictions relatives aux données ou de données manquantes. Cela reste toutefois un domaine essentiel et il n'est absolument pas exclu de faire figurer de telles données dans les futurs rapports. À ce stade, nous n'avons pas non plus fourni de statistiques internationales, surtout en raison des difficultés que nous aurions eues à comparer valablement des indicateurs recueillis selon diverses définitions et dans des contextes sociaux et économiques très différents.

RÉCAPITULATION DES INDICATEURS

Nous continuerons ici de parler des tendances de chaque indicateur en disant simplement qu'elles sont à la hausse, à la baisse ou stables (avec les symboles ↑,↓ ou ➔ dans les tableaux récapitulatifs). L'évaluation des tendances se fait sur le laps de temps pour lequel il existe des données et pour la période la plus récente[4]. Ce qui est nouveau dans la présente édition, c'est un classement comparatif de la Colombie-Britannique par rapport aux provinces désignées pour chaque indicateur, ainsi qu'un classement global. Depuis la dernière édition (2008), la tendance de quelques indicateurs a été réévaluée sur la base des informations les plus récentes. Le tableau 1 récapitule les tendances et le classement de tous les indicateurs. Les résultats de chaque secteur sont ainsi résumés au début de chaque section du rapport. On trouvera des statistiques plus détaillées dans les tableaux de l'annexe III.

FAITS SAILLANTS

LE SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT

D'une manière générale, la Colombie-Britannique se porte plutôt bien pour ce qui est des résultats dans le secteur de l'enseignement. Ses universités ont excellé quant au nombre de licences et de brevets technologiques reçus. L'Université de la Colombie-Britannique (UCB) continue d'être en tête de toutes les autres universités canadiennes du G13 pour ce qui est des recettes brutes tirées des licences de technologie. Elle les dépasse aussi depuis longtemps pour ce qui est du nombre de brevets américains obtenus.
La province est également relativement bien placée pour le financement de la recherche dans ses établissements d'enseignement.

D'un autre côté, elle a tendance à être à la traîne par rapport aux autres provinces dans les indicateurs du niveau d'instruction général. Bien que les données recueillies pour la dernière année de la période considérée montrent que sa population compte le pourcentage le plus élevé de personnes possédant un diplôme d'études secondaires, rang qu'elle occupe depuis près de 20 ans, elle souffre d'un très net déficit en nouveaux diplômés dans les matières suivantes : architecture, génie et technologies connexes; mathématiques, informatique et sciences de l'information; et sciences et technologies physiques et

[3] C'est la première édition dans laquelle le Manitoba figure parmi les provinces désignées. Il s'est doté d'une industrie aérospatiale de calibre mondial et, en 2009, ses exportations de haute technologie ont dépassé celles de l'Alberta, de sorte qu'il doit maintenant être mis dans la même catégorie que les autres provinces désignées.

[4] Le fait qu'un indicateur soit en hausse par rapport à d'autres provinces ne veut pas nécessairement dire que la Colombie-Britannique a un avantage. Par exemple, un taux d'imposition supérieur à la moyenne serait normalement considéré comme un indicateur négatif du point de vue du secteur de la haute technologie. Dans la présente édition du rapport sur les indicateurs d'intrants, les tendances sont indiquées par des flèches colorées selon le code suivant : tendances positives (vert), neutres (jaune) ou négatives (rouge).

biologiques. En architecture, ainsi qu'en génie et dans les technologies connexes, par exemple, le nombre de diplômés par habitant de la Colombie-Britannique est de moitié inférieur à celui de l'Ontario et de l'Alberta. De même, la recherche-développement dans l'enseignement supérieur en pourcentage du PIB de la province est faible selon les normes canadiennes.

LE SECTEUR DES ENTREPRISES

Comparée à d'autres provinces canadiennes, la Colombie-Britannique obtient des notes au-dessous de la moyenne pour 50 % environ des indicateurs de stimulation des entreprises, mais il y a également eu quelques tendances positives ces dernières années. En 2007, elle avait toujours un ratio de recherche-développement (R-D) par entreprise au PIB provincial correspondant à peu près à la moitié de celui du Québec, mais elle se classe encore fermement en troisième position parmi les provinces. Elle se classe aussi sous la moyenne pour quelques autres indicateurs de stimulation des entreprises, tels que les brevets délivrés par habitant, mais elle a fait preuve de résistance face à la dépression économique mondiale, comme en témoigne l'augmentation du nombre de ses entreprises de haute technologie en 2008 et 2009. En 2010, la province s'est classée au-dessus de la moyenne pour les investissements en capital de risque par habitant, avec un taux de plus de deux fois celui de l'Alberta voisine. De plus, elle a réussi à attirer des investisseurs en capital de risque vers des secteurs de croissance essentiels, tels que les sciences de la vie et les technologies de l'information.

LE SECTEUR DE L'ÉTAT

Les taux d'imposition des particuliers, des petites entreprises et des sociétés continuent d'être plus favorables en Colombie-Britannique que dans la plupart des autres régions du pays. Les trois niveaux d'imposition de la province ont baissé ces dix dernières années et, en 2010, ils restent parmi les plus bas du pays. En pourcentage du PIB, les activités de R-D fédérales et provinciales combinées sont, de loin, les plus faibles du pays. La province est, cependant, en bien meilleure posture pour ce qui est des dépenses brutes de R-D en pourcentage du PIB.

LE SECTEUR EXTÉRIEUR

Par rapport à la taille de sa population, la Colombie-Britannique attire à peu près autant d'immigrants qualifiés que d'autres provinces, mais ceux-ci ont un niveau d'instruction moyen légèrement plus bas. Après avoir souffert, entre 1998 et 2003, de mouvements de migration vers d'autres parties du Canada, elle a bénéficié, au cours des dernières années de la période considérée, de l'arrivée de migrants grâce auxquels elle commence à reconstituer sa main-d'œuvre. La migration nette vers la province a ralenti légèrement en 2010, mais elle était encore, de loin, la plus forte de tout le Canada. Ses importations de marchandises de haute technologie — qui peuvent être un indicateur de la production future, puisque les composants importés sont souvent employés pour fabriquer des produits de haute technologie — ont chuté en 2009, probablement à cause du ralentissement de l'économie.

LE SECTEUR DU TRAVAIL

Dans les sciences naturelles et appliquées, le taux de chômage est tombé à un niveau record en 2008, mais il a nettement augmenté en 2009 à cause de la récession. Il reste, néanmoins, nettement plus bas que pour l'économie dans son ensemble. En 2007 (la dernière année pour laquelle existent des données), la Colombie-Britannique a conservé sa troisième place pour ce qui est du nombre de chercheurs par 100 000 habitants. Ce nombre a fortement augmenté entre 2006 et 2007, tandis qu'il a diminué dans de nombreuses autres parties du pays. La plus grande ville de la province continue à figurer parmi les endroits où l'on a le plus envie de vivre dans le monde et elle se classe quatrième dans les Amériques pour la qualité de vie, bien que le coût de la vie y soit un peu élevé.

TABLEAU 1 : RÉCAPITULATION DES INDICATEURS

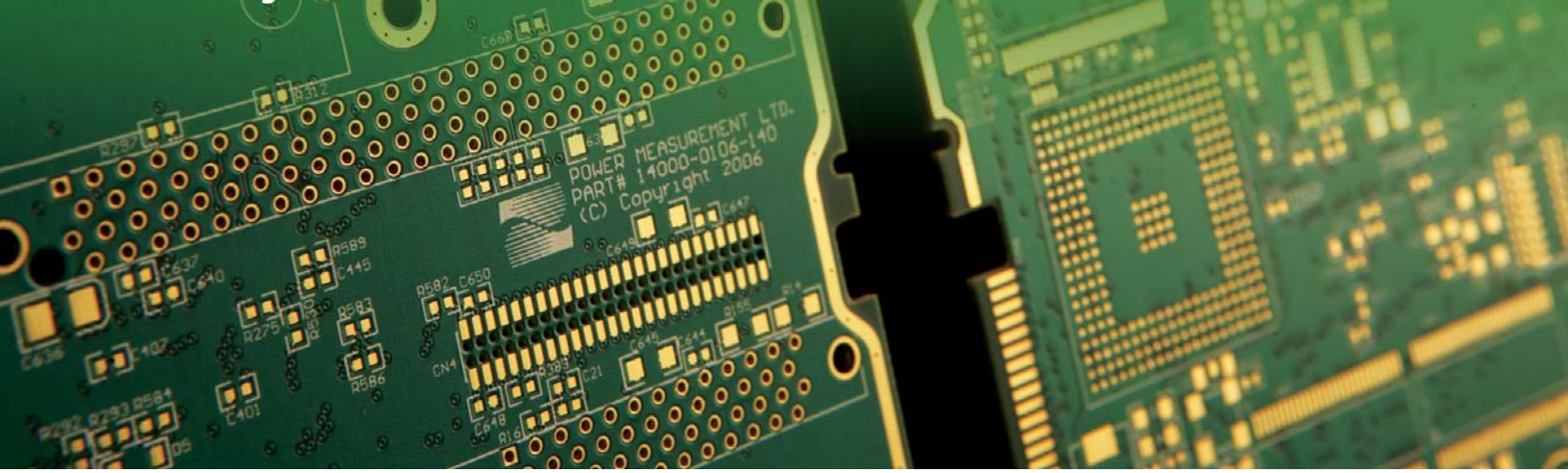
INDICATEURS	Tendance		Classement	
	Long terme	Dernière année	Cinq provinces désignées	Général
SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT				
E-1 : % de la population ayant un diplôme d'études secondaires	↑	↑	1 sur 5	1 sur 10
E-2 : % de la population ayant un diplôme d'études postsecondaires	↑	→	4 sur 5	5 sur 10
E-3 : Rendement scolaire en sciences des élèves de 13 ans	S.O.	S.O.	4 sur 5	5 sur 10
Rendement scolaire en maths des élèves de 13 ans	S.O.	S.O.	4 sur 5	4 sur 10
E-4 : Total des diplômes de 1er cycle décernés par 100 000 hab.	↑	↑	4 sur 5	8 sur 10
E-5 : Total des dipl. de 2e et 3e cycles décernés par 100 000 hab.	↑	↓	3 sur 5	4 sur 10
E-6 : Diplômes de 1er cycle décernés en génie*	↑	↓	5 sur 5	9 sur 10
E-7 : Diplômes de 1er cycle décernés en informatique*	→	↓	2 sur 5	3 sur 10
E-8 : Diplômes de 1er cycle décernés en sci. phys. et biologiques*	↑	↓	3 sur 5	7 sur 10
E-9 : % des ménages possédant un ordinateur	↑	↑	2 sur 5	2 sur 10
E-10 : % des ménages utilisant Internet	↑	↑	1 sur 5	1 sur 10
E-11 : Recettes brutes tirées des licences de techno par les univ. du G13†	→	↓	S.O.	1 sur 13
E-12 : Total des brevets américains délivrés aux univ. du G13‡	↓	↓	3/4 ex æquo	3/5 ex æquo
E-13 : Jeunes entreprises universitaires créées‡	→	↓	3/4 ex æquo	3/5 ex æquo
E-14 : Dépenses de R-D dans l'ens. sup. par rapport au PIB	↑	↑	4 sur 5	6 sur 10
E-15 : Subventions/bourses par habitant financées par les IRSC	S.O.	S.O.	4 sur 5	4 sur 10
E-16 : Recherche par hab. en sc. de la santé financée par la FCI	S.O.	S.O.	3 sur 5	4 sur 10
Recherche par hab. en sc. nat. et génie financée par la FCI	S.O.	S.O.	3 sur 5	6 sur 10
E-17 : Dépenses en subventions et bourses du CRSNG	↑	↓	1 sur 5	3 sur 10
E-18 : Répartition des chaires de recherche du Canada	S.O.	S.O.	3 sur 5	3 sur 10
SECTEUR DES ENTREPRISES				
B-1 : Brevets délivrés par 100 000 habitants	↑	↓	4 sur 5	5 sur 10
B-2 : Brevets en % des demandes, moyenne sur 3 ans	↑	↓	4 sur 5	8 sur 10
B-3 : Entrées dans le secteur de la haute technologie	→	↓	S.O.	S.O.
B-4 : Sorties du secteur de la haute technologie	→	↓	S.O.	S.O.
B-5 : Entreprises à forte croiss. dans le secteur de la haute techno.	↓	↓	S.O.	S.O.
B-6 : Investissements en capital de risque au Canada, par province#	→	↑	3 sur 5	3 sur 7
B-7 : Investissements en capital de risque en % du total canadien#	↑	↑	3 sur 5	3 sur 7
B-8 : Investissements en capital de risque, par prov. et par secteur#	→	↑	1 sur 5	1 sur 7
Investissements en capital de risque : technologies de l'info.#	↓	↑	3 sur 5	3 sur 7
B-9 : Investissements dans les TIC en pourcentage du PIB	↑	↑	5 sur 5	9 sur 10
B-10 : Dépenses de R-D du secteur des entreprises en % du PIB	→	↓	3 sur 5	3 sur 10

SECTEUR DE L'ÉTAT				
G-1 : Indice d'imposition des particuliers seuls gagnant 80 000 $	↓	↑	2 sur 5	2 sur 10
G-2 : Taux d'imposition des petites entreprises	↓	→	2 sur 5	3 sur 10
G-3 : Taux d'imposition des entreprises	↓	↓	2 sur 5	2 sur 10
G-4 : Dépenses de R-D du secteur de l'État en % du PIB	↓	↓	5 sur 5	10 sur 10
G-5 : Dépenses intérieures brutes de R-D en % du PIB	→	↓	3 sur 5	4 sur 10
SECTEUR EXTÉRIEUR				
X-1 : Immigrants comptant 16 années de scolarité ou plus	↑	↓	4 sur 5	7 sur 10
X-2 : N^bre^ médian d'années de scolarité chez les immigrants	→	↓	4 sur 5	7 sur 10
X-3 : Migration interprovinciale nette	↑	↓	1 sur 5	1 sur 10
X-4 : Valeur des importations de marchandises de haute tech.	→	↓	S.O.	S.O.
SECTEUR DU TRAVAIL				
L-1 : Taux de chômage en sciences naturelles et appliquées	→	↑	5 sur 5	7 sur 10
L-2 : Nombre de chercheurs par 100 000 habitants	↑	↑	3 sur 5	3 sur 10
L-3 : Indice de la qualité de vie en 2010∞	→	→	S.O.	4 sur 235
L-4 : Indice général des prix dans les grandes villes×	↓	→	S.O.	3 sur 6

* Pour ces indicateurs, les tableaux ont été subdivisés comme suit : Partie (a) Diplômes de 1er cycle, et Partie (b) Diplômes de 2e et 3e cycles. Les données sur les diplômes en génie englobent l'architecture ainsi que le génie et les technologies connexes, et celles sur l'informatique les mathématiques, l'informatique et les sciences de l'information. Le classement se fait par rapport au nombre d'habitants (tranches de 100 000 habitants).
† Le classement découle d'une comparaison de l'UBC avec toutes les universités du G13.
‡ Ces indicateurs portent sur le total des universités du G13. Le classement se fait sur 5 car seules cinq provinces ont des universités du G13. Comme le Manitoba n'en a aucune, le classement des provinces désignées se fait sur 4.
# Le classement général se fait sur 7 parce que les provinces de l'Atlantique sont regroupées en une seule.
∞ Le classement découle d'une comparaison de Vancouver avec 235 autres villes du monde.
× Le classement découle d'une comparaison de Vancouver avec cinq autres villes canadiennes.

Introduction

Bien que l'industrie ait été fondée sur le savoir et la technologie tout au long de l'histoire, c'est au cours du dernier quart de siècle que l'information a pris une importance colossale comme moteur de croissance économique. Les économies, tant mondiale que locales, dépendent à présent davantage de la production, de la diffusion et de l'utilisation du savoir. Les industries de haute technologie sont fortement tributaires du savoir, qui en sont un intrant essentiel. Elles sont donc le point de départ incontournable quand on veut mesurer les incidences de la nouvelle technologie du savoir sur l'économie.



La première édition du présent rapport, *High Technology Input Indicateurs: the 1990s*, a été publiée en 2000 (en anglais seulement). L'objectif était de suivre l'évolution du secteur de la haute technologie sous l'angle des intrants, en mesurant et en analysant la production et la mise en application du savoir, ainsi que la conjoncture, les établissements et les ententes de financement qui rendent ce savoir utilisable dans le développement du secteur provincial de la haute technologie. Depuis lors, le rapport a été mis à jour régulièrement, l'édition actuelle étant la 9e édition.

CONTEXTE

Depuis 1994, un rapport complémentaire intitulé *Profil du secteur de la haute technologie de la Colombie-Britannique*[5] a été publié tous les ans. Le profil est centré sur des mesures du produit intérieur brut (PIB), de l'emploi, des salaires, des revenus et recettes, des établissements, ainsi que des exportations et importations. Ces mesures peuvent être qualifiées d'« extrants » du secteur de la haute technologie et elles visent à donner un plus large aperçu de la manière dont évolue ce secteur de la Colombie-Britannique (C.-B.) depuis le début, et de l'orientation qu'il pourrait prendre.

Bien qu'il soit évidemment utile de suivre l'évolution des extrants du secteur de la haute technologie, il est également des plus important d'obtenir des informations sur les processus permettant de les produire, cela dans l'intérêt des investisseurs attirés par l'infrastructure en place dans la province et des responsables politiques qui ont besoin de ces données pour prendre des décisions en connaissance de cause. En fait, le secteur de la haute technologie et l'infrastructure environnante constituent un système complexe où apparaissent un grand nombre de joueurs et d'interactions. Pour bien comprendre ce système, il faut connaître les diverses parties qui le composent et recueillir des informations sur la manière dont celles-ci se comportent et interagissent entre elles au fil du temps. (Voir l'annexe I pour

[5] Visiter le site http://www.bcstats.gov.bc.ca

avoir une description plus détaillée du système de la haute technologie. L'annexe II contient une liste des industries appartenant au secteur de la haute technologie.)

L'information recueillie sur le système de la haute technologie permet de se faire une idée de la meilleure façon de favoriser la croissance du secteur, y compris dans les parties du système qui ne sont qu'indirectement liées à la production proprement dite et qui en sont souvent exclues par la suite. Il semble, par exemple, y avoir une grande différence entre les améliorations apportées à l'enseignement secondaire et les subventions aux extrants ou les réductions d'impôts accordées aux entreprises de haute technologie, mais les unes et les autres peuvent avoir pour effet à long terme de promouvoir la croissance dans le secteur de la haute technologie. Grâce à de bonnes informations, les responsables des politiques disposent des instruments nécessaires pour évaluer la situation du moment et ils se rendent compte à quel endroit ils devraient peut-être redoubler d'effort pour créer un environnement propre à faire prospérer les industries de haute technologie et les autres industries axées sur le savoir.

COMPARAISON AVEC D'AUTRES PROVINCES

Pour le présent rapport, on a choisi, autant que possible, des indicateurs permettant de faire des comparaisons avec d'autres provinces et d'ainsi montrer toute la gamme des possibilités et réalisations du secteur de la haute technologie dans le contexte canadien. L'accent a été mis sur les tendances qui se manifestent en Colombie-Britannique en comparaison avec l'Alberta, le Manitoba, l'Ontario et le Québec. Ces cinq provinces ont le plus grand nombre d'habitants, l'économie la plus développée et le secteur de la haute technologie le plus étendu de tout le pays. Elles seront qualifiées ici de « provinces désignées ».

LES TABLEAUX RÉCAPITULATIFS

Les 41 indicateurs choisis ne représentent qu'une fraction de la base d'information dont on dispose concernant le secteur de la haute technologie. Mais même la mesure de ces indicateurs au cours du temps et dans les différentes provinces pose des problèmes. Pour les résoudre, nous avons d'abord subdivisé ce rapport selon le modèle de l'annexe I, qui présente quatre secteurs. L'un des intrants, le travail, fait également l'objet d'une section distincte. Chacune des cinq sections qui en résultent traite de plusieurs indicateurs. Ceux-ci font l'objet d'une récapitulation à la première page de chaque section, dans un tableau comportant des flèches ascendantes, descendantes et horizontales (↑,↓,→) qui montrent si l'indicateur est à la hausse ou à la baisse ou s'il est resté relativement stable. L'évaluation de la tendance couvre le laps de temps pour lequel l'indicateur est disponible, ainsi que pour la période la plus récente. Dans la présente édition du rapport sur les indicateurs d'intrants, les flèches des tableaux récapitulatifs sont colorées selon le code suivant : tendances positives (vert), neutres (jaune) ou négatives (rouge). La Colombie-Britannique a également été classée, dans la mesure du possible, par rapport aux autres provinces pour chacun des indicateurs.

Comme les flèches ne montrent que le sens de la variation, les tableaux récapitulatifs ne fournissent pas d'indication sur son ampleur ni de schéma détaillé de son évolution. On trouvera cette information dans les graphiques et le texte de chaque section. L'annexe III contient des tableaux de données plus détaillées pour chaque indicateur.

Certains indicateurs n'existent pas en série chronologique, mais ils donnent une meilleure vue d'ensemble de la situation du secteur de la haute technologie en Colombie-Britannique et d'autres parties du pays. Bien que figurant également dans les tableaux récapitulatifs à titre d'information, ils ne sont pas représentés par des symboles fléchés, mais désignés par « S.O. » chaque fois qu'aucune comparaison n'est possible dans le temps ou avec d'autres régions.

Indicateurs de l'enseignement

Le secteur de l'enseignement fournit des intrants aux entreprises de haute technologie de trois façons :

1. En permettant l'acquisition des compétences et connaissances nécessaires au développement et à la fabrication de produits;

2. Grâce à la commercialisation des résultats de la recherche qu'il a accomplie;

3. Par le financement et le rendement de la recherche-développement.

Les indicateurs énumérés ci-dessous montrent dans quelle mesure le secteur s'est acquitté de ces rôles. Beaucoup d'indicateurs sont présentés par habitant (ou par tranche de 100 000 habitants quand les chiffres par habitant seraient un peu faibles), en pourcentages régionaux de totaux nationaux ou en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), afin de permettre des comparaisons valables avec d'autres provinces.

TABLEAU 2 : RÉCAPITULATION DES INDICATEURS DU SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT

INDICATEURS	Tendance		Classement	
	Long terme	Dernière année	Cinq prov. désignées	Général
E-1 : % de la population ayant un diplôme d'études secondaires	↑	↑	1 sur 5	1 sur 10
E-2 : % de la population ayant un diplôme d'études postsecondaires	↑	→	4 sur 5	5 sur 10
E-3 : Rendement scolaire en sciences des élèves de 13 ans	S.O.	S.O.	4 sur 5	5 sur 10
Rendement scolaire en maths des élèves de 13 ans	S.O.	S.O.	4 sur 5	4 sur 10
E-4 : Total des diplômes de 1er cycle décernés par 100 000 hab.	↑	↑	4 sur 5	8 sur 10
E-5 : Total des dipl. de 2e et 3e cycles décernés par 100 000 hab.	↑	↓	3 sur 5	4 sur 10
E-6 : Diplômes de 1er cycle décernés en génie*	↑	↓	5 sur 5	9 sur 10
E-7 : Diplômes de 1er cycle décernés en informatique*	→	↓	2 sur 5	3 sur 10
E-8 : Diplômes de 1er cycle décernés en sci. phys. et biologiques*	↑	↓	3 sur 5	7 sur 10
E-9 : % des ménages possédant un ordinateur	↑	↑	2 sur 5	2 sur 10
E-10 : % des ménages utilisant Internet	↑	↑	1 sur 5	1 sur 10
E-11 : Recettes brutes tirées des licences de techno par les G13†	→	↓	S.O.	1 sur 13
E-12 : Total des brevets américains délivrés aux univ. du G13‡	↓	↓	3/4 ex æquo	3/5 ex æquo

E-13 : Jeunes entreprises universitaires créées‡	→	↓	3/4 ex æquo	3/5 ex æquo
E-14 : Dépenses de R-D dans l'enseignement sup. par rapport au PIB	↑	↑	4 sur 5	6 sur 10
E-15 : Subventions/bourses par habitant financées par les IRSC	S.O.	S.O.	4 sur 5	4 sur 10
E-16 : Recherche par hab. en sc. de la santé financée par la FCI	S.O.	S.O.	3 sur 5	4 sur 10
Recherche par hab. en sc. nat. et génie financée par la FCI	S.O.	S.O.	3 sur 5	6 sur 10
E-17 : Dépenses en subventions et bourses du CRSNG	↑	↓	1 sur 5	3 sur 10
E-18 : Répartition des chaires de recherche du Canada	S.O.	S.O.	3 sur 5	3 sur 10

* Pour ces indicateurs, les tableaux ont été subdivisés comme suit : Partie (a) Diplômes de 1er cycle, et Partie (b) Diplômes de 2e et 3e cycles. Les données sur les diplômes en génie englobent l'architecture ainsi que le génie et les technologies connexes, et celles sur l'informatique les mathématiques, l'informatique et les sciences de l'information.
† Le classement découle d'une comparaison de l'UBC avec toutes les universités du G13.
‡ Ces indicateurs portent sur le total des universités du G13. Le classement se fait sur 5 car seules cinq provinces ont des universités du G13.

De tout temps, la population générale de la Colombie-Britannique a atteint un niveau d'instruction particulièrement élevé. Les données relatives à la dernière année de la période considérée dans le rapport montrent que la province peut encore se vanter d'avoir le plus haut pourcentage d'habitants diplômés de l'enseignement secondaire. Malgré cela, elle éprouve quelques difficultés à former de nouveaux diplômés en génie, en informatique et en sciences physiques et biologiques. De même, le ratio provincial de la recherche-développement (R-D) dans l'enseignement supérieur en pourcentage du PIB est faible quand on le compare aux normes nationales. Elle offre, néanmoins, un cadre on ne peut plus accueillant aux innovations dans la recherche scientifique et se trouve ainsi dans une situation relativement favorable.

NIVEAU D'INSTRUCTION

Bien comprendre les indicateurs

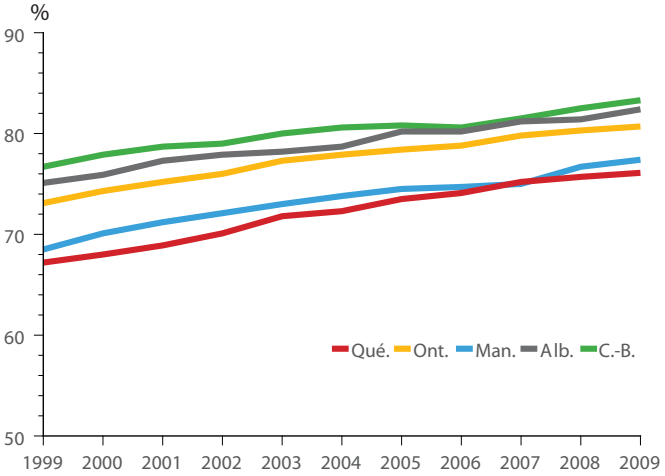
Lorsque la population a un niveau d'instruction élevé, les entreprises de haute technologie disposent d'un bassin de main-d'œuvre plus vaste et plus qualifié. On peut également penser qu'une telle population est mieux informée et, de ce fait, plus à même de comprendre la complexité d'une économie de haute technologie et d'y participer.

Comme dans d'autres parties du pays, le nombre de Britanno-Colombiens ayant obtenu leur diplôme d'études secondaires et poursuivi leurs études jusqu'à un diplôme d'enseignement postsecondaire est en hausse. Quatre indicateurs de niveau d'instruction — le pourcentage de la population de 15 ans et plus diplômée de l'enseignement secondaire, le pourcentage de diplômés de l'enseignement postsecondaire, et les ratios de diplômes de 1er et de 2e et 3e cycles décernés dans les provinces — ont régulièrement augmenté dans presque tout le pays ces dix dernières années.

En 2009, avec 83 %, la Colombie-Britannique était encore à la tête du pays quant au pourcentage d'habitants diplômés de l'enseignement secondaire, et cela depuis 1990 au moins. Cette année-là, 72 % de sa population de 15 ans et plus était dans cette situation, contre une moyenne canadienne de 64 %. Cependant, l'écart entre la Colombie-Britannique et les autres provinces désignées se rétrécit progressivement. En 1990, il y avait jusqu'à sept points de pourcentage de différence entre la Colombie-Britannique (72 %) et l'Ontario (65 %) et l'écart était encore plus grand avec le Québec (58 %). En 2009, près de vingt ans plus tard, le pourcentage de la population diplômée de l'enseignement secondaire n'était supérieur que de deux points à celui de l'Ontario (81 %), de près de six points à celui du Manitoba (77 %) et de sept à celui du Québec (76 %). L'Alberta se classait habituellement aussi en dessous de la Colombie-Britannique, mais l'écart s'est atténué depuis lors, si bien qu'il y a eu presque égalité entre les deux en 2009.

INDICATEUR E-1

POURCENTAGE DE LA POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS AYANT UN DIPLÔME D'ÉTUDES SECONDAIRES



Source des données : Statistique Canada

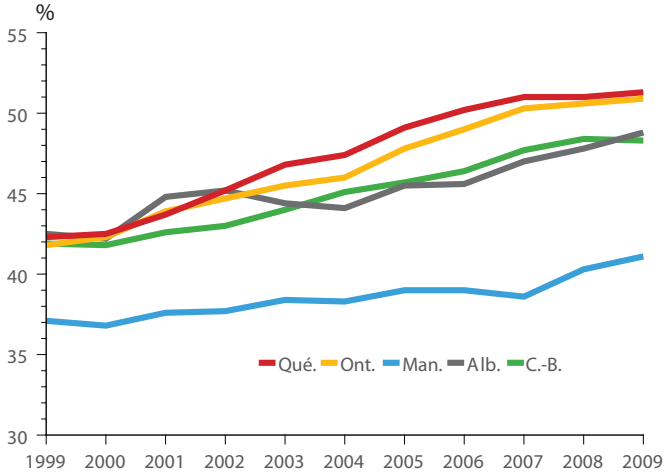
La Colombie-Britannique est à la tête du pays en pourcentage de la population possédant un diplôme d'études secondaires.

La Colombie-Britannique a amélioré son niveau d'études postsecondaires ces dix dernières années, même si cela s'est fait à un rythme un peu plus lent que quelques autres provinces. Entre les cinq provinces désignées, l'écart entre les pourcentages de la population ayant fait des études postsecondaires[6] reste relativement faible, mais il s'est légèrement élargi durant la période observée. Tout au long des années 1990, l'Alberta a conservé son avance en nombre de diplômes d'études postsecondaires par habitant. En 1999 et 2000, la C.-B., l'Alberta, l'Ontario et le Québec étaient à égalité, avec 42 % de leurs populations respectives détenant un diplôme d'études postsecondaires, tandis que le Manitoba (37 %) avait l'un des pourcentages les plus faibles du pays. Depuis lors, la Colombie-Britannique est restée relativement à égalité avec l'Alberta voisine, tandis que l'Ontario et le Québec sont passés en tête. Le Manitoba (41 %), d'autre part, a continué à être à la traîne du pays. En 2009, l'écart entre la Colombie-Britannique et les autres provinces désignées est resté faible, avec un peu plus de 48 % de la population adulte détenant un diplôme d'études postsecondaires, alors que les pourcentages étaient légèrement plus élevés en Alberta (un peu moins de 49 %), en Ontario (51 %) et au Québec (51 %).

[6] La population détenant un diplôme d'études postsecondaires comprend les personnes ayant fréquenté un établissement public ou privé à la suite de l'école secondaire et obtenu un certificat ou un diplôme, ce qui englobe les certificats de compétence et de formation professionnelle et les programmes d'apprentissage. Les personnes qui, une fois inscrites, ont quitté l'établissement ou celles qui n'ont pas encore terminé leurs études sont exclues.

INDICATEUR E-2

POURCENTAGE DE LA POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS AYANT UN DIPLÔME D'ÉTUDES POSTSECONDAIRES



Source des données : Statistique Canada

Le pourcentage de la population de la Colombie-Britannique possédant un diplôme d'études postsecondaires continue d'augmenter.

RÉSULTATS OBTENUS AUX TESTS CANADIENS NORMALISÉS

Bien comprendre les indicateurs

Les tests normalisés permettent de procéder à des mesures, comparables à l'échelle nationale, de toutes les compétences et connaissances des élèves d'un certain âge. Les programmes scolaires diffèrent d'une région à l'autre du pays, de sorte qu'il est difficile de comparer les résultats de ces divers programmes. Cependant, quels que soient les provinces ou territoires, les jeunes Canadiens acquièrent beaucoup de compétences à peu près semblables en mathématiques et en sciences. Le Programme d'indicateurs du rendement scolaire (PIRS) était un programme cyclique d'évaluations pancanadiennes du rendement scolaire en mathématiques, en lecture et écriture, et en sciences, mené par le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC) entre 1993 et 2004. Il a été, depuis lors, remplacé par le Programme pancanadien d'évaluation (PPCE), qui a été mis en œuvre pour la première fois au printemps de 2007 et dont le rapport a paru au printemps de 2008. Le PPCE est prévu tous les trois ans et le deuxième cycle s'est déroulé au printemps de 2010. Le rapport devant être publié au printemps de 2011, il va être trop tard pour en parler dans la présente édition. Les évaluations du PPCE aident à déterminer si tous les élèves canadiens atteignent des rendements semblables à peu près au même âge. Les notes obtenues au total dans chaque matière sont reportées sur une échelle commune allant de 0 à 1 000, la moyenne pour la population pancanadienne étant fixée à 500[7].

Pour les besoins du PPCE, on associe trois compétences à la culture scientifique : l'enquête scientifique, la résolution de problèmes et la prise de décisions. Pour chacune de ces compétences, on doit savoir ce qu'est la science, mettre en application les connaissances scientifiques appropriées, faire appel à son savoir-faire et adopter un comportement témoignant d'une culture scientifique.

Les programmes de mathématiques des provinces et territoires canadiens ont une structure analogue et ils sont tous fondés sur quelques processus mathématiques jugés essentiels à une étude efficace de cette matière. Parmi ceux-ci, citons la résolution de problèmes, le raisonnement et la pensée justificatrice, la réflexion, l'utilisation des instruments et des stratégies informatiques qui s'imposent, l'établissement de connexions au sein de la discipline et en dehors, ainsi que la représentation et la communication de données mathématiques.

INDICATEUR E-3 (a)
RENDEMENT SCOLAIRE EN SCIENCES DES ÉLÈVES DE 13 ANS À L'ÉCHELLE DU CANADA (MOYENNES)

	2007	Classement de 2007
Nouveau-Brunswick	564	1
Alberta	524	2
Québec	511	3
Ontario	499	4
Colombie-Britannique	488	5
Terre-Neuve-et-Labrador	485	6
Nouvelle-Écosse	480	7
Saskatchewan	480	7
Manitoba	476	9
Île-du-Prince-Édouard	464	10
Canada	500	S.O.

Source : Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

En sciences, les jeunes Britanno-Colombiens se classent au cinquième rang dans le pays.

[7] Comme c'est un nouveau programme d'évaluation, 2007 est la seule année de la période considérée pour laquelle des données ont été publiées à ce jour. Ajoutons que la seule tranche d'âge évaluée jusqu'ici est celle des élèves de 13 ans. Les notes donnent, par conséquent, un simple aperçu des résultats obtenus par les provinces aux tests normalisés. À mesure que le programme progressera et que d'autres données seront recueillies, il faudra analyser, sur une base comparative et chronologique, les améliorations et les variations qui se produiront dans les provinces.

En 2007, la moyenne des notes obtenues par les élèves en Alberta (524) et au Québec (511) était bien plus forte que celle des élèves canadiens dans leur ensemble (500). Avec une moyenne de 488, les élèves britanno-colombiens n'ont pas eu d'aussi bons résultats. Les élèves de treize ans de l'Ontario (499) n'ont pas non plus atteint la moyenne canadienne, mais ils dépassaient quand même de dix points leurs condisciples de la Colombie-Britannique. Classée par rapport aux dix provinces, la Colombie-Britannique a pris la cinquième place, directement derrière l'Ontario. Les élèves britanno-colombiens ont été légèrement meilleurs dans les tests de sciences qu'en mathématiques.

En 2007, les provinces désignées ont pris les cinq premières places dans le classement canadien du rendement scolaire en mathématiques. Le Québec a pris la tête de toutes les régions, avec une moyenne de 517, suivi de l'Ontario (506). La Colombie-Britannique s'est classée quatrième (484), à 15 points derrière l'Alberta (499), troisième, mais devant le Manitoba (479). Malgré leur mauvaise position dans le classement des provinces désignées, les élèves de 13 ans de la Colombie-Britannique ont obtenu une moyenne supérieure à celle de leurs condisciples de toutes les provinces restantes.

INDICATEUR E-3 (b)
RENDEMENT SCOLAIRE EN MATHÉMATIQUES DES ÉLÈVES DE 13 ANS À L'ÉCHELLE DU CANADA (MOYENNES)

	2007	Classement de 2007
Québec	517	1
Ontario	506	2
Alberta	499	3
Colombie-Britannique	484	4
Manitoba	479	5
Terre-Neuve-et-Labrador	478	6
Nouveau-Brunswick	461	7
Saskatchewan	461	7
Nouvelle-Écosse	457	9
Île-du-Prince-Édouard	450	10
Canada	500	S.O.

Source : Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

En mathématiques, les élèves de la Colombie-Britannique se classent au quatrième rang dans le pays.

DIPLÔMES DÉCERNÉS

Bien comprendre les indicateurs

Dans une saine conjoncture, l'industrie locale génère des emplois et la collectivité fournit la main-d'œuvre nécessaire à la croissance économique. Les emplois offerts dans l'industrie de la haute technologie exigent l'acquisition de compétences spécialisées. Le nombre de diplômes décernés dans une population donnée est un indicateur direct des ressources humaines de la province. L'examen des diplômes décernés par habitant offre une idée du niveau d'instruction global de la province et de la capacité du secteur de la haute technologie de recourir à des personnes instruites. Il est également important de connaître le nombre de diplômes décernés en chiffres absolus. Outre l'importance du bassin de main-d'œuvre dans lequel les entreprises de haute technologie peuvent puiser, cet indicateur permet d'estimer, en fin de compte, si une province a assez de personnes qualifiées pour soutenir une industrie. Les ingénieurs, les informaticiens, les spécialistes de l'information ainsi que les spécialistes des sciences physiques et biologiques sont les piliers du secteur de la haute technologie. Ils constituent une forme de main-d'œuvre très spécialisée, essentielle à la recherche et au développement. Il faut tenir compte de la capacité des universités de la Colombie-Britannique de répondre à la demande en main-d'œuvre et de l'intérêt que suscitent les carrières dans les domaines de la technologie pour déterminer si la province est en mesure de fournir l'effectif dont a besoin une économie centrée sur la haute technologie. La proximité géographique des personnes formées dans ces domaines se traduit, pour les entreprises à la recherche de celles-ci, par une réduction des coûts. De plus, ces personnes participent souvent à la conception de nouvelles technologies et à leur intégration aux modèles de gestion.

Le nombre de titulaires de diplômes de 1er cycle ou des 2e et 3e cycles pour 100 000 habitants âgés de 15 ans ou plus est un indicateur de la présence probable de professionnels qualifiés et bien formés dans une économie centrée sur la haute technologie. Sur ce plan, la Colombie-Britannique reste en deçà de la moyenne canadienne[8].

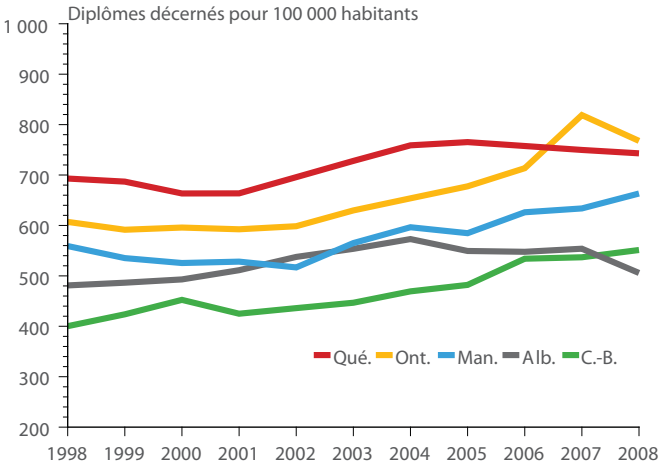
Si le nombre réel de diplômes de premier cycle décernés sur son territoire a généralement augmenté ces dix dernières années, la Colombie-Britannique est toujours à la queue des provinces désignées quant au nombre de diplômés pour 100 000 habitants. Cependant, en 2008 (dernière année pour laquelle il existe des données), le nombre de diplômes de 1er cycle décernés en Colombie-Britannique pour 100 000 habitants (551) a fortement augmenté par rapport à 2007 (537). Cette hausse est partiellement attribuable à la transition de plusieurs établissements collégiaux au statut d'universités . Le Manitoba (663) a aussi enregistré une augmentation notable sur ce plan, contrairement à l'Alberta (506), à l'Ontario (768) et au Québec (743), qui ont tous enregistré des baisses. Aussi, la Colombie-Britannique a réussi à dépasser l'Alberta pour une toute première fois, bien qu'elle continue de traîner de la patte derrière l'Ontario, le Québec et le Manitoba. La province s'en tire également bien en chiffres absolus, puisqu'elle arrive troisième quant au nombre de diplômes décernés au pays. En 2008, ses universités ont remis 20 385 diplômes de 1er cycle, par rapport à 14 823 dans l'Alberta voisine.

[8] Il importe de noter que le calcul des diplômes décernés par les établissements de la Colombie-Britannique (C.-B.) ne tient pas *seulement* compte de ceux attribués à des *Britanno-Colombiens*. Il ne s'agit donc pas d'une mesure parfaite du niveau d'instruction global de la population de la C.-B. Comme les étudiants ont tendance à se déplacer pour la poursuite des études postsecondaires, il est extrêmement difficile de déterminer combien de Britanno-Colombiens sont diplômés au cours d'une année donnée, et il est impossible de savoir si les étudiants provenant de la C.-B. y retournent après l'obtention de leur diplôme ailleurs. Néanmoins, comme la plupart des étudiants fréquentant les universités de la province résident en permanence en C.-B., le nombre de diplômes décernés par les établissements de la C.-B. est un indicateur direct de l'expertise de la main-d'œuvre disponible dans le secteur de la haute technologie, quelle que soit l'origine des étudiants. La quantité de diplômes décernés en C.-B. est également un indicateur de l'attrait exercé par les établissements d'enseignement supérieur et du nombre d'étudiants provenant d'autres provinces et d'ailleurs dans le monde qui choisissent de poursuivre leurs études en C.-B. Un calcul par habitant permet de mieux mesurer le rendement de la C.-B. dans la formation des diplômés par rapport aux autres provinces.

[9] Passés de collèges à universités, les établissements suivants sont comptés dans les données de 2008 sur la C.-B. : Université de Capilano, Université de l'île de Vancouver, Université d'art et de design Emily Carr, Université polytechnique Kwantlen et Université de la vallée du Fraser.

INDICATEUR E-4

TOTAL DES DIPLÔMES DE 1ER CYCLE DÉCERNÉS PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS



Source des données : Statistique Canada

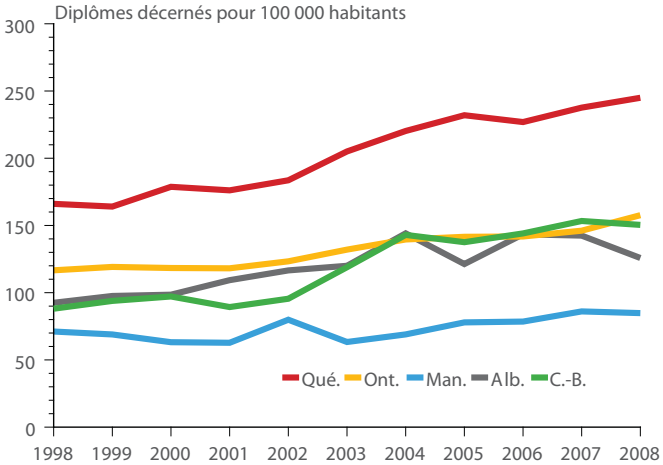
En 2008, la Colombie-Britannique a dépassé l'Alberta pour la première fois, décernant plus de diplômes de 1er cycle par habitant.

La Colombie-Britannique a aussi vu s'accroître le nombre réel de diplômes d'études supérieures décernés ces dernières années, et ce, pour une troisième année d'affilée en 2008. De fait, en 2008 (dernière année pour laquelle il existe des données), les établissements de la province ont décerné 5 562 diplômes de 2e et 3e cycles, un peu plus que les 5 556 de 2007. Le Québec et l'Ontario ont aussi décerné plus de maîtrises et de doctorats en 2008, contrairement à l'Alberta et au Manitoba. Le nombre de maîtrises et de doctorats décernés en Colombie-Britannique a fortement augmenté ces dix dernières années, de plus de 2 700 diplômes entre 1998 et 2008. Cette hausse constante a permis à la Colombie-Britannique de conserver un troisième rang parmi les provinces désignées, loin devant l'Alberta (3 687 en 2008) et le Manitoba (828).

En ce qui a trait aux diplômes de 2e et 3e cycles décernés par habitant, la Nouvelle-Écosse (260 diplômes pour 100 000 habitants) a rapidement dépassé le reste du pays en 2008. Parmi les provinces désignées, le Québec (245) est resté en tête de peloton, alors que l'Ontario (158) a également déclaré des données supérieures à celles de la Colombie-Britannique (150), de l'Alberta (126) et du Manitoba (85). Si elle a maintenu son rang global en 2008, la Colombie-Britannique a enregistré une diminution (-1,9 %) du nombre de diplômes d'études supérieures décernés pour 100 000 habitants, comme l'ont fait aussi le Manitoba (-1,5 %) et l'Alberta (-11,7 %).

INDICATEUR E-5

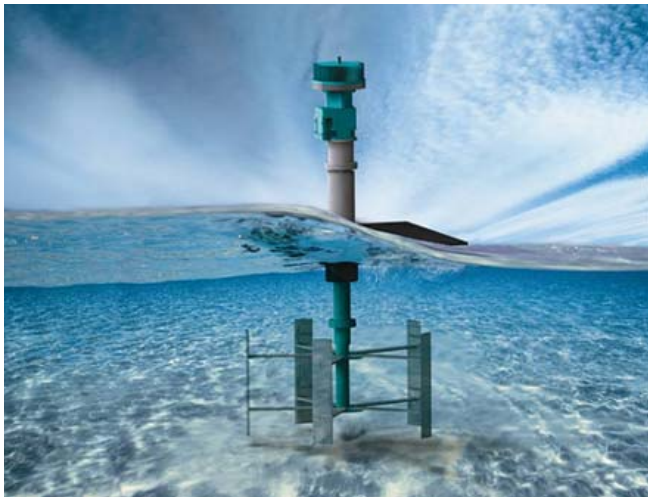
TOTAL DES DIPLÔMES DE 2E ET 3E CYCLES DÉCERNÉS PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS



Source des données : Statistique Canada

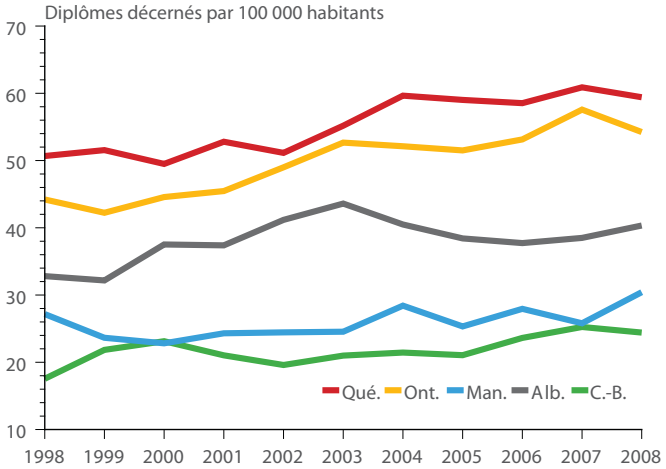
En chiffres réels, 2 700 diplômes de 2e et 3e cycles de plus ont été décernés en Colombie-Britannique au cours de la dernière décennie.

Dans certains domaines, la Colombie-Britannique tend à accuser du retard sur les autres provinces désignées quant au nombre de diplômes de 1er cycle ou de 2e et 3e cycles décernés chaque année. En 2008, par habitant, la Colombie-Britannique est arrivée au dernier rang des provinces désignées à la fois pour le nombre de diplômes de 1er cycle et de diplômes de 2e et 3e cycles décernés aux étudiants en architecture, en génie ou dans un domaine technologique connexe. Toutefois, en chiffres réels, la province a connu une nette augmentation du nombre de diplômés (de tous les cycles) dans ces domaines au cours de la dernière décennie.



INDICATEUR E-6

DIPLÔMES DE 1ER CYCLE DÉCERNÉS EN ARCHITECTURE, EN GÉNIE OU DANS UN DOMAINE TECHNOLOGQUE CONNEXE PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS



Source des données : Statistique Canada

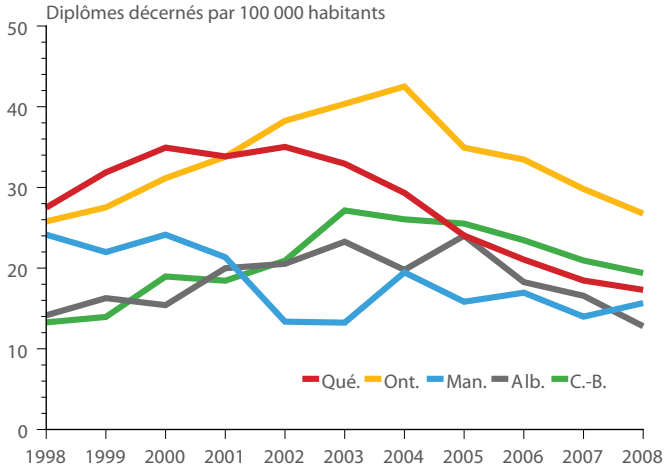
La Colombie-Britannique reste à la queue des provinces désignées quant au nombre de diplômes décernés, par habitant, en architecture et en génie.

La Colombie-Britannique se débrouille légèrement mieux que les autres provinces en ce qui a trait au nombre de diplômes de 1er cycle décernés dans les domaines des mathématiques, de l'informatique et des sciences de l'information. Son ratio (diplômes pour 100 000 habitants) est beaucoup plus élevé qu'il y a dix ans. En outre, depuis que la Colombie-Britannique a affiché des ratios supérieurs à ceux de l'Alberta et du Manitoba en 2002, puis du Québec en 2005, elle conserve son deuxième rang parmi les provinces désignées à ce chapitre. Elle a toutefois vu ses taux glisser ces dernières années : en 2008, avec un taux de 19,4 pour 100 000 habitants, la province se trouvait légèrement sous la moyenne canadienne (20,6) pour cet indicateur.

En ce qui a trait au nombre de diplômes de 2e et 3e cycles décernés pour 100 000 habitants dans ces domaines, la Colombie-Britannique arrive quatrième (7,1 en 2008) parmi les provinces désignées.

INDICATEUR E-7

DIPLÔMES DE 1ER CYCLE DÉCERNÉS EN MATHÉMATIQUES, EN INFORMATIQUE ET EN SCIENCES DE L'INFORMATION PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS



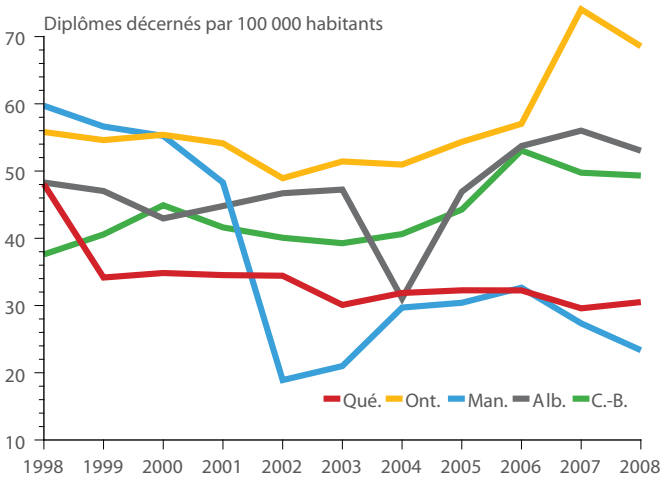
Source des données : Statistique Canada

Si un déclin est noté dans l'ensemble des provinces, la Colombie-Britannique arrive deuxième parmi les provinces désignées pour le nombre de diplômes de 1er cycle décernés par habitant en mathématiques, en informatique et en sciences de l'information.

En 2008, avec 49,3 diplômés pour 100 000 habitants, la Colombie-Britannique a aussi décerné moins de diplômes de 1er cycle en sciences et technologies physiques et biologiques par rapport à la moyenne canadienne (52,7). Elle occupe toutefois le troisième rang parmi les provinces désignées depuis 2002, année où elle a surpassé le Manitoba.

Au cours de la même année, la Colombie-Britannique a décerné 11,4 diplômes de 2e et 3e cycles pour 100 000 habitants en sciences et technologies physiques et biologiques, se trouvant également sous la moyenne canadienne (14,5).

INDICATEUR E-8
DIPLÔMES DE 1ER CYCLE DÉCERNÉS EN SCIENCES ET TECHNOLOGIES PHYSIQUES ET BIOLOGIQUES PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS



Source des données : Statistique Canada

Le nombre de diplômes décernés annuellement par habitant en sciences et technologies physiques et biologiques varie grandement dans la plupart des provinces.

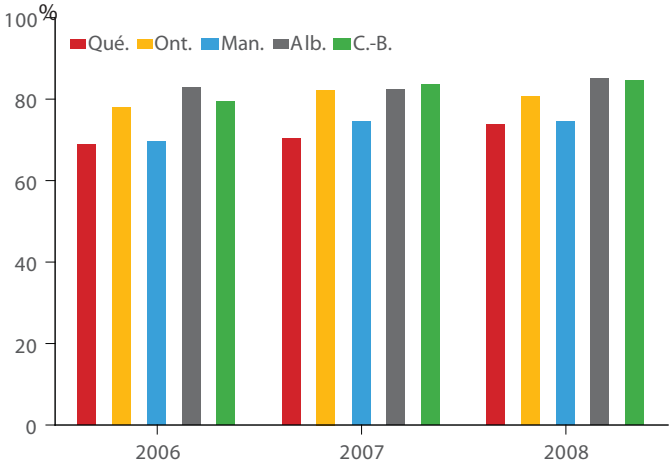
ADOPTION DE LA TECHNOLOGIE

Pourquoi ces indicateurs sont-ils importants?

Le taux d'adoption de la technologie est un indicateur de la volonté de la population de tirer profit des avantages apportés par la haute technologie. Les régions dont la population tend à afficher un meilleur taux d'adoption de la technologie attirent les entreprises de haute technologie. Une plus grande connaissance de la technologie — par exemple des ordinateurs — est susceptible de renforcer la demande locale de produits et services de haute technologie. De plus, l'adhésion à la technologie axée sur Internet et au commerce électronique peut aider les petites entreprises à accéder aux marchés mondiaux, à réduire la durée et le coût des transactions et à éliminer une bonne part des dépenses d'immobilisations normalement exigées.

Sous l'effet de la mondialisation et de la popularité croissante des formes de communication nouvelles et novatrices, les Canadiens utilisent toujours davantage les nouvelles technologies de l'information chez eux et en milieu de travail. Ainsi, une importante augmentation du recours des ménages aux ordinateurs personnels a été enregistrée dans chaque province. En 2008 (dernière année pour laquelle il existe des données), plus des trois quarts des ménages canadiens (79 %) ont déclaré avoir un ordinateur à la maison, comparativement à seulement 45 % d'entre eux en 1998. L'utilisation d'ordinateurs à la maison en Colombie-Britannique a toujours été parmi les plus élevées au pays. C'était le cas en 2008, alors que 85 % des ménages de la province avaient un ordinateur, soit un peu moins qu'en Alberta (86 %), mais nettement plus qu'en Ontario (81 %), au Manitoba (75 %), au Québec (74 %) et dans toute autre province.

INDICATEUR E-9
POURCENTAGE DES MÉNAGES POSSÉDANT UN ORDINATEUR

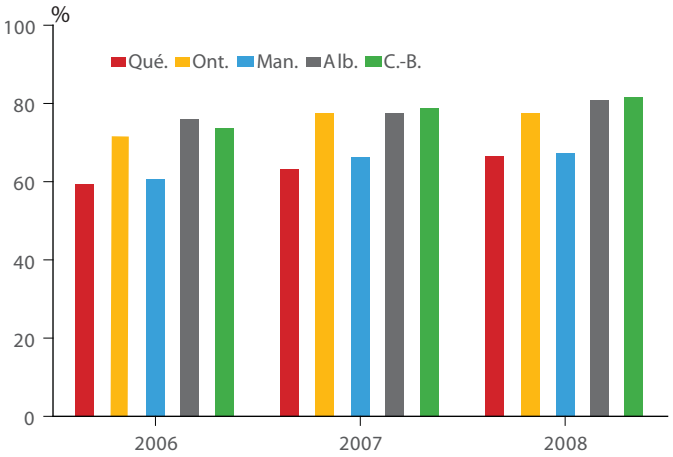


Source des données : Statistique Canada

Les provinces le plus à l'Ouest semblent compter davantage de ménages possédant un ordinateur à la maison.

La Colombie-Britannique se distingue également par une part plus élevée de ménages ayant accès à Internet à la maison par rapport à la moyenne. En 2008, 82 % des ménages de la Colombie-Britannique étaient branchés, en hausse de 11 % par rapport à 2005 (71 %) et bien au-delà de la moyenne canadienne (75 % en 2008). Bien que le pourcentage de personnes utilisant Internet y soit faible en comparaison, le Québec (67 %), affichait le taux de croissance le plus élevé à ce chapitre parmi les provinces désignées.

INDICATEUR E-10
POURCENTAGE DES MÉNAGES UTILISANT INTERNET



Source des données : Statistique Canada

Les ménages de la Colombie-Britannique sont les plus susceptibles au pays d'avoir un accès à Internet à la maison.

LICENCES DE TECHNOLOGIE

Pourquoi ces indicateurs sont-ils importants?

Les membres du corps enseignant universitaire sont à l'avant-garde de la recherche, et leur travail suppose souvent des partenariats avec le secteur privé au niveau de l'expertise ou de l'équipement. Nombreux sont les débouchés de cette collaboration, comme des subventions, des accords de contribution et des contrats négociés dans le cadre desquels l'établissement et le chercheur partagent les gains. Les licences de technologies universitaires offrent un moyen de mesurer la réussite d'éventuels projets de collaboration et la productivité de la recherche. En outre, ces licences permettent à l'établissement d'exploiter l'aspect commercial de la découverte du chercheur et d'en tirer ainsi des revenus. L'examen des recettes tirées par licence donne une idée du succès commercial de la recherche. Le nombre de brevets américains délivrés à des établissements canadiens et la création d'entreprises dérivées universitaires sont également d'importants indicateurs des recettes futures[10].

Au milieu des années 1980, des universités de partout au pays ont commencé à ouvrir des bureaux de liaison université-industrie (BLUI). Dans un premier temps, ces bureaux sont responsables de la négociation d'éventuels projets de R-D menés en collaboration avec les entreprises et divers organismes publics et privés. Ils veillent aussi à la protection des travaux universitaires réalisés à l'université, surtout lorsque ceux-ci ont un potentiel commercial. Le BLUI de l'Université de Toronto a ouvert ses portes en 1980. Il a été suivi de ceux de l'Université de la Colombie-Britannique (UCB) en 1985, de l'Université de Sherbrooke en 1986 et de l'Université de l'Alberta en 1987. De concert avec l'industrie, ces bureaux exploitent la technologie développée en milieu universitaire pour créer des entreprises dérivées prometteuses.

En raison de la nature changeante de la recherche axée sur l'innovation, le classement des grandes universités composant le G13 (auparavant le G10[11]) a souvent été revu ces dix dernières années. Toutefois, la plus grande université de la Colombie-Britannique a généré davantage de recettes de la délivrance de licences de technologie que toute autre université canadienne pendant sept années d'affilée. L'UCB continue de devancer les principaux établissements de recherche du pays au chapitre de la délivrance de licences de technologie, comme en témoignent les recettes brutes de près de 6,6 millions de dollars qu'elle a tirées des licences de technologie en 2008 (dernière année pour laquelle il existe des données). L'Université de Calgary, qui a affiché des gains notables ces dernières années, arrive deuxième, forte de recettes de 5 millions de dollars tirées de la délivrance de licences de technologie. L'Université de Western Ontario (4 millions de dollars) suit.

[10] Il importe de rappeler que l'une des grandes finalités des universités consiste en la réalisation d'activités de recherche « primaires », qui n'ont pas d'applications commerciales immédiates. Une fois couronnées de succès, ces activités peuvent déboucher sur d'autres activités de recherche appliquée et de développement. Le Projet du génome humain, dans le cadre duquel on a récemment terminé la cartographie de la structure génétique de l'être humain, est un bon exemple à cet égard. Aussi la délivrance de brevets n'est-elle qu'un indicateur partiel de l'importance de la recherche universitaire dans le secteur de la haute technologie.

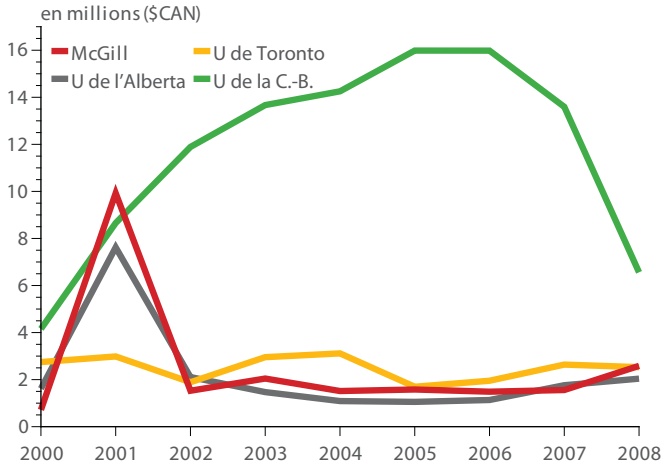
[11] Font partie du G13 les principales universités menant des activités de recherche au Canada. Au départ, il s'agissait de l'Université de la C.-B. (C.-B.), de l'Université de l'Alberta (Alberta), de l'Université de Toronto (Ontario), de l'Université Queen's (Ontario), de l'Université de Waterloo (Ontario), de l'Université McMaster (Ontario), de l'Université de Western Ontario (Ontario), de l'Université de Montréal (Québec), de l'Université McGill (Québec) et de l'Université Laval (Québec). En avril 2006, trois universités se sont ajoutées au groupe, portant le nombre d'établissements membres de 10 à 13. Il s'agissait de l'Université de Calgary, de l'Université Dalhousie et de l'Université d'Ottawa. Les données relatives à ces universités et à d'autres établissements ne remontent pas jusqu'à l'époque de la constitution du G10. Notons qu'il existe d'autres établissements canadiens très actifs dans la recherche sur la technologie, mais ils sont exclus de la présente analyse, ne faisant pas partie du G13.

En 2008, l'UCB dominait également les autres universités du G13 quant au nombre de licences reçues, mais elle a cédé à l'Université de Western Ontario le meilleur classement pour les recettes brutes moyennes par licence de technologie. Malgré sa première position, l'UCB a généré beaucoup moins de recettes des licences et des options qu'au cours de l'année précédente (13,6 millions en 2007). Toutefois, un recul similaire a été constaté dans de nombreux établissements du pays.

Les recettes provenant de licences peuvent avoir subi les contrecoups du ralentissement économique, au début, ainsi que de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Les recettes associées à bon nombre de licences dont se sont munis des établissements membres sont calculées et versées en dollars américains.

Toutes deux en C.-B., l'Université Simon Fraser (USF) et l'Université de Victoria (UVic), bien qu'elles ne comptent pas dans le G13, se montrent très prometteuses pour la délivrance de licences de technologie, surtout si on tient compte des obstacles économiques rencontrés en 2008. Malgré une tendance à la baisse notée parmi les grandes universités du pays en 2008, les deux établissements ont enregistré d'importantes augmentations des recettes tirées de la délivrance de licences de technologie. L'USF a touché des recettes brutes de 339 000 $ de ses brevets et options, en hausse de 14 % par rapport aux 297 000 $ de 2007, alors que l'UVic a reçu 328 000 $, plus de deux fois (+105,8 %) les retombées de l'année précédente (160 000 $ en 2007). L'USF a généré en moyenne 67 800 $ par licence de technologie en 2008, un peu plus que les recettes moyennes de l'UVic (46 900 $).

INDICATEUR E-11
RECETTES BRUTES TIRÉES DES LICENCES DE TECHNOLOGIE (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS) PAR LES UNIVERSITÉS DU G13 DE CHAQUE PROVINCE DÉSIGNÉE



Source des données : Association of University Technology Managers

Bien qu'elles aient diminué, les recettes de l'UCB provenant de brevets sont restées de loin supérieures à celles des autres grands établissements canadiens.

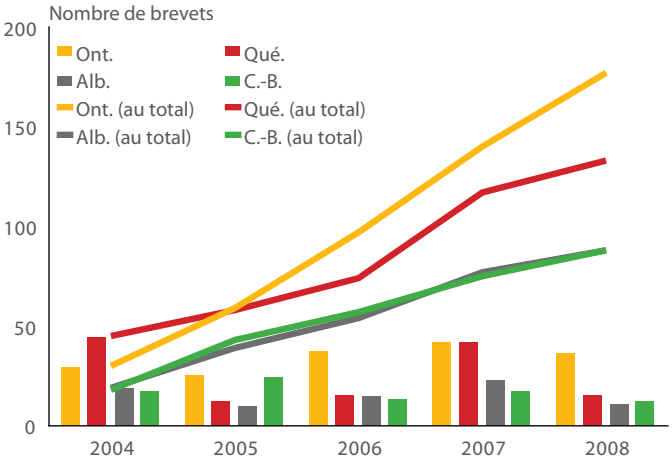
Ces dix dernières années, la Colombie-Britannique n'a cessé d'afficher de solides résultats quant au nombre de brevets américains délivrés à son principal établissement (UCB). En 1999, l'UCB s'est munie de 50 brevets américains, dépassant le rendement total des cinq universités ontariennes faisant partie du G13 (alors le G10). Au cours des dix années qui ont suivi, le nombre de brevets délivrés à l'UCB a peu à peu diminué, mais cet établissement est resté dans la cour des grands du pays. Ayant acquis 88 brevets au total entre 2004 et 2008, la Colombie-Britannique arrive au troisième rang (à égalité avec l'Alberta) parmi les provinces désignées quant au nombre de brevets délivrés aux universités du G13 au cours des cinq dernières années pour lesquelles des données ont été déclarées. Suivie du Québec (133), l'Ontario (177) était en tête de peloton au cours de la même période.

Comme la Colombie-Britannique accueille seulement une des universités canadiennes du G13, tandis que le Québec et l'Ontario en comptent plusieurs et que l'Alberta en a deux, le nombre de brevets délivrés dans la province s'avère encore plus impressionnant. En fait, par établissement, l'UCB (88) est bonne première, à l'échelle canadienne, quant au nombre total de brevets obtenus entre 2004 et 2008. Comme le rendement possible des brevets de technologie augmente aussi à mesure que les

découvertes brevetées sont développées, ceci devrait se traduire par des recettes plus élevées pour la Colombie-Britannique ces prochaines années.

Au-delà des frontières nationales, l'UCB a gagné du terrain sur certains établissements américains dans l'acquisition de brevets. Les treize brevets américains délivrés à la principale université de la Colombie-Britannique réalisant des activités de recherche en 2008 équivalaient à ceux accordés à cinq universités américaines – Université de Dartmouth, École de médecine Mount Sinai de l'Université de New York, Université de recherche en santé et science de l'Oregon, Université du Maryland, à Baltimore, et Université du Nebraska. Des 155 universités américaines couvertes par l'enquête, seulement 58 ont devancé l'UCB, et trois d'entre elles ont acquis plus de 100 brevets en 2008. Le réseau de l'Université de la Californie a obtenu 224 brevets, suivi par le MIT (140) et l'Université de Stanford (132). Le nombre de brevets délivrés aux universités américaines après ces trois premiers établissements diminue considérablement, si bien que l'UCB se débrouille mieux à ce chapitre que près de 100 autres universités couvertes par l'enquête.

INDICATEUR E-12
TOTAL DES BREVETS AMÉRICAINS DÉLIVRÉS AUX UNIVERSITÉS CANADIENNES DU G13, EN CHIFFRES RÉELS ET AU TOTAL[12]



Source des données : Association of University Technology Managers

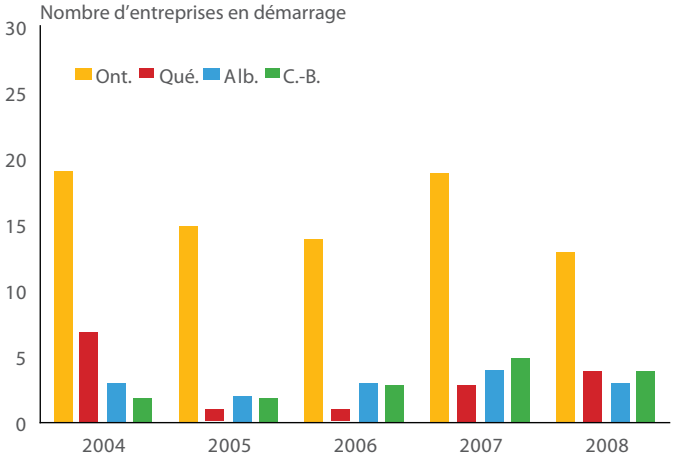
La Colombie-Britannique a obtenu le même nombre de brevets que l'Alberta entre 2004 et 2008.

[12] Ces données couvrent l'ensemble des universités du G13 de chacune des provinces désignées. Notons que le Manitoba ne figure pas dans ces données, aucun de ses établissements ne faisant partie du G13.

Les découvertes universitaires peuvent entraîner la création d'entreprises nouvelles et novatrices. Les entreprises en démarrage[13] jouent un rôle de premier plan en matière d'innovation, et leurs activités représentent un volet important du processus de délivrance de brevets de technologie. En 2008, les découvertes universitaires du G13 canadien ont favorisé la création de 25 nouvelles entreprises.

En 2008, avec quatre nouvelles entreprises en démarrage, l'UCB ne se voyait devancer que par deux autres universités : l'Université de Toronto, au premier rang avec sept entreprises en démarrage, et l'Université d'Ottawa, à l'origine de cinq entreprises en démarrage cette année-là. La plupart des établissements ont vu leur nombre d'entreprises en démarrage diminuer par rapport à 2007, y compris l'UCB (qui comptait cinq entreprises en démarrage en 2007).

INDICATEUR E-13
JEUNES ENTREPRISES UNIVERSITAIRES CRÉÉES PAR CERTAINS ÉTABLISSEMENTS, PAR PROVINCE[14]



Source des données : Association of University Technology Managers

En 2008, la seule université de la Colombie-Britannique faisant partie du G13 a lancé autant d'entreprises que les trois universités québécoises du G13 combinées.

[13] D'après la définition de l'Association of University Technology Managers (AUTM), les activités de démarrage se rapportent plus particulièrement à celles réalisées pour la création d'une entreprise à partir de la délivrance d'un brevet de technologie. Les nouvelles entreprises risquées qui tirent leur origine d'établissements canadiens ne sont pas couvertes par cette définition, bien qu'elles soient probablement aussi importantes au développement économique des établissements et des régions.

[14] Voir la note n° 12.

RENDEMENT DE LA R-D DANS LE SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

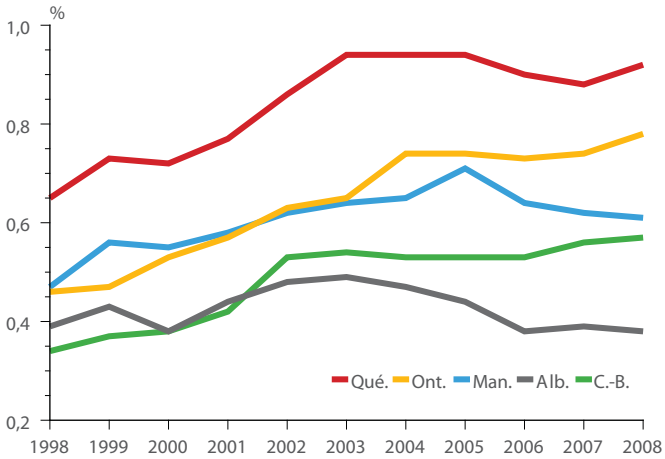
Pourquoi cet indicateur est-il important?

La recherche et le développement (R-D) dans les universités contribuent à l'apport économique de la haute technologie de deux manières. D'abord, le public a accès à la recherche universitaire publiée, dans laquelle il trouvera des ressources. Ensuite, les universités accroissent les partenariats avec l'industrie afin d'introduire sur le marché les produits et les procédés découlant de la R-D (voir la section « Licences de technologie »). Les dépenses de R-D dans le domaine de l'enseignement supérieur (DIRDES) en pourcentage du PIB sont un indicateur de l'investissement proportionnel dans la R-D de ce secteur par rapport à la taille globale de l'économie. Des investissements plus élevés sont propices à l'atteinte de taux de découverte supérieurs.

En 2008 (dernière année pour laquelle il existe des données), le secteur de l'enseignement supérieur au Canada était à l'origine d'activités de R-D d'une valeur supérieure à 11,1 milliards de dollars, en hausse par rapport aux 10,4 milliards de 2007. La valeur totale de ces activités en 2008 représentait 0,7 % du PIB canadien cette année-là, soit la même proportion que les six années précédentes (0,7 % en 2002).

En 2008, de toutes les provinces désignées, c'est au Québec que les DIRDES en pourcentage du PIB provincial ont été les plus élevées (0,9 %), alors qu'elles ont été les plus faibles en Alberta (0,4 %). L'Ontario et le Manitoba ont obtenu les 2e et 3e rangs (respectivement 0,8 % et un peu plus de 0,6 %), alors que le ratio de la Colombie-Britannique a augmenté pour atteindre une proportion d'un peu moins de 0,6 % (1,1 milliard de dollars), s'établissant ainsi au quatrième rang pour une septième année consécutive. Par rapport à la taille de l'économie, la R-D dans l'enseignement supérieur en Colombie-Britannique connaît une tendance à la hausse depuis 1997.

INDICATEUR E-14
DÉPENSES DE R-D DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PAR RAPPORT AU PIB



Source des données : Statistique Canada

Les dépenses de R-D dans le domaine de l'enseignement supérieur par rapport au PIB en Colombie-Britannique sont restées nettement supérieures à celles enregistrées en Alberta, mais elles étaient moins élevées que dans les autres provinces désignées.

FINANCEMENT DE LA RECHERCHE

Bien comprendre les indicateurs

Le financement de la recherche dans les industries de la haute technologie ne vise pas uniquement à soutenir les activités de recherche immédiates : il est aussi déterminant pour attirer de nouveaux chercheurs et favoriser l'innovation. Il est essentiel non seulement pour améliorer la réputation du Canada en tant que pays de recherche de prédilection, mais aussi pour rendre les universités plus concurrentielles et les aider à recruter des chercheurs compétents, et d'envergure, de partout. Le financement global de la recherche dans les secteurs où intervient le milieu scientifique ainsi que la répartition des chaires de recherche au pays sont de bons indicateurs du pouvoir d'attraction de l'environnement de recherche de la C.-B.

En 2000, le gouvernement du Canada a créé un nouveau programme permanent dans le but d'établir 2 000 professorats de recherche — les Chaires de recherche du Canada (CRC) — dans les universités du pays. Le Programme des chaires de recherche du Canada (PCRC) investit 300 millions de dollars par année afin d'aider les universités à attirer et à retenir les chercheurs et scientifiques les plus accomplis et prometteurs, leur permettant ainsi de s'imposer comme des chefs de file mondiaux dans les domaines à la fine pointe de la science et de la technologie. Les titulaires des chaires visent l'excellence dans la recherche en génie, en sciences naturelles, en

sciences de la santé, en arts et lettres et en sciences sociales. Le PCRC n'impose aucune restriction aux candidats en ce qui concerne la nationalité ou le pays de résidence, et de nombreux chercheurs étrangers en sont titulaires au Canada, y compris en C.-B. Il offre aux établissements canadiens admissibles conférant des grades universitaires la possibilité de nommer des chercheurs exceptionnels à des postes de professeurs d'expérience dans des domaines qui leur permettront d'accroître leurs priorités générales de recherche et de maximiser leurs contributions en tant que centres de recherche et de formation.

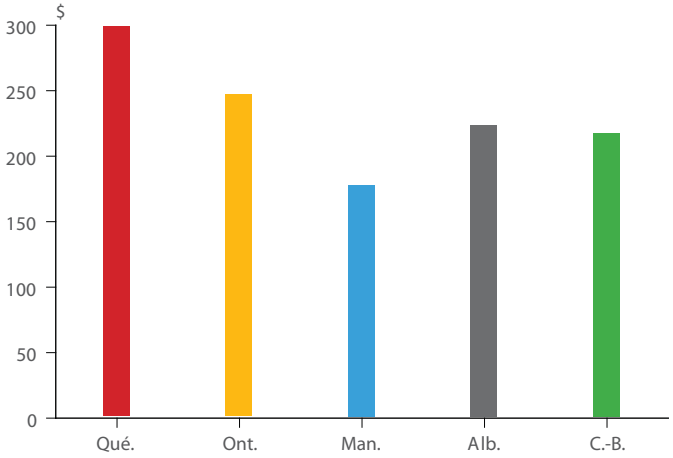
Le Comité directeur des CRC compte plusieurs organismes qui, bien qu'ils œuvrent indépendamment des CRC, financent la recherche des titulaires des chaires. Ces organismes font partie intégrante du PCRC. Mentionnons, parmi ces organismes qui supervisent le PCRC et y contribuent, les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG).

Les IRSC représentent le principal organisme fédéral de financement de la recherche en santé au Canada; le CRSNG est l'organisme national chargé d'effectuer des investissements stratégiques dans les capacités scientifiques et technologiques du Canada; la FCI est une société indépendante créée par le gouvernement du Canada afin de renforcer la capacité de recherche nationale, grâce à des investissements dans l'infrastructure de recherche des universités, des collèges, des hôpitaux et des organismes sans but lucratif du Canada.

Les fonds alloués à la recherche et à l'acquisition de compétences dans les secteurs public et privé sont des indicateurs directs de la vigueur et de la viabilité de la R-D d'une province. Les établissements universitaires de la Colombie-Britannique ont toujours bénéficié d'un important financement d'organismes publics et autonomes pour leurs activités de recherche. La province reçoit un financement au-dessus de la moyenne dans certains secteurs de recherche, mais des progrès restent à faire dans d'autres.

De 2000 jusqu'à l'exercice 2010-2011 inclusivement, les chercheurs de la province ont reçu près de 3 800 subventions et bourses des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC). La valeur globale de celles-ci était de 990 millions de dollars. Par habitant, le Québec (299 $) a bénéficié du financement le plus élevé, suivi par l'Ontario (247 $). Avec un financement de 218 $ par habitant, la Colombie-Britannique a reçu beaucoup plus que le Manitoba (178 $), mais un peu moins que l'Alberta voisine (224 $). La valeur unitaire moyenne des subventions et bourses acquises en Colombie-Britannique était de 262 000 $, légèrement en deçà de la moyenne nationale (un peu moins de 269 500 $). Les bourses les plus élevées, en moyenne, ont été attribuées à des établissements de l'Ontario (285 000 $), de l'Alberta (278 000 $) et du Québec (273 000 $).

INDICATEUR E-15
SUBVENTIONS ET BOURSES CUMULATIVES PAR HABITANT FINANCÉES PAR LES IRSC, JUSQU'EN 2010-2011[15]



Source des données : Instituts de recherche en santé du Canada

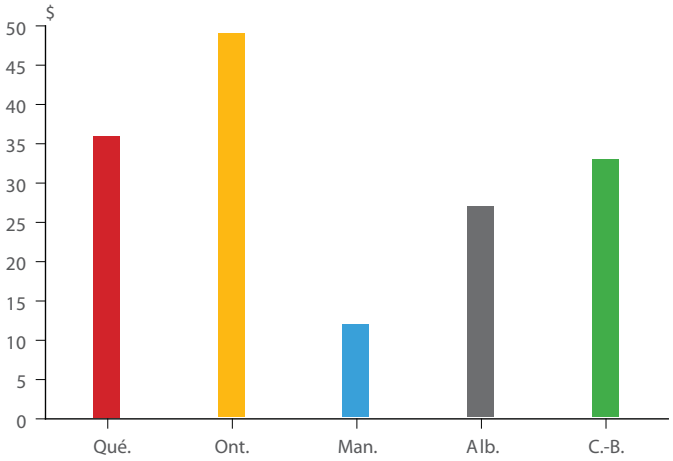
Au cours de la période de 11 ans, le Québec a bénéficié, par habitant, du plus important financement provenant des subventions et bourses des IRSC.

[15] Financement total depuis le lancement du programme, en 2000, jusqu'à l'exercice 2010-2011 inclusivement. Les sommes par habitant sont calculées à partir de données démographiques datant du 1er juillet 2010.

Le financement alloué aux projets dans les secteurs de recherche en lien avec la technologie en sciences de la santé, en sciences naturelles et en génie varie grandement en Colombie-Britannique En 2010-2011, la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) avait financé, au total, 1 248 projets de recherche en sciences de la santé par des établissements du Canada, pour une valeur globale de près de 1,3 milliard de dollars. La Colombie-Britannique a reçu des fonds pour 146 de ces projets, soit 149 millions de dollars au total (12 % du financement national dans ce secteur de recherche). Le financement moyen par projet s'élevait à 1,0 million de dollars en Colombie-Britannique, légèrement au-dessus de la moyenne nationale et au troisième rang après l'Ontario et la Saskatchewan.

Par habitant, la Colombie-Britannique (33 $) arrive troisième parmi les provinces désignées, obtenant moins que le Québec (36 $) et l'Ontario (49 $), mais davantage que l'Alberta (27 $) et le Manitoba (12 $).

INDICATEUR E-16 (a)
FINANCEMENT CUMULATIF DE LA FCI À LA RECHERCHE EN SANTÉ, PAR HABITANT, JUSQU'EN 2010-2011[16]



Source des données : Fondation canadienne pour l'innovation

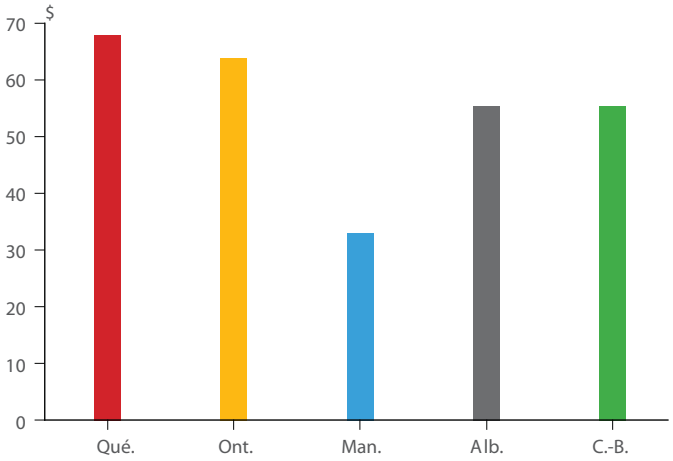
La Colombie-Britannique se classe troisième parmi les provinces désignées en ce qui a trait au financement moyen alloué par la FCI à des projets de recherche en santé.

[16] Financement total depuis le lancement du programme, en 1997, jusqu'à l'exercice 2010-2011 inclusivement. Les sommes par habitant sont calculées à partir de données démographiques datant du 1er juillet 2010.

Au cours de la même période, la FCI a financé, au total, 4 639 projets de recherche en sciences naturelles et en génie dans l'ensemble du pays, pour une valeur globale supérieure à deux milliards de dollars. Bien que ce secteur de recherche obtienne généralement du financement pour davantage de projets, la somme moyenne par projet est nettement moins élevée que celle allouée en sciences de la santé. Si l'Ontario reçoit la part la plus importante, la Saskatchewan obtient, de loin, le financement moyen le plus élevé (622 800 $ par projet) dans la recherche en sciences naturelles et en génie, beaucoup plus que la moyenne nationale (458 600 $). Les établissements de la Colombie-Britannique ont reçu près de 250 millions de dollars de cette enveloppe (572 projets), soit 12 % des ressources globales allouées.

Le financement reçu par habitant en Colombie-Britannique s'élève à environ 55 $, à égalité avec l'Alberta (55 $) et beaucoup plus qu'au Manitoba (33 $). Cependant, le Québec (68 $) et l'Ontario (64 $) ont obtenu des sommes beaucoup plus élevées, par habitant, dans les secteurs des sciences naturelles et du génie.

INDICATEUR E-16 (b)
FINANCEMENT CUMULATIF DE LA FCI À LA RECHERCHE EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE, PAR HABITANT, JUSQU'EN 2010-2011[17]



Source des données : Fondation canadienne pour l'innovation

De toutes les provinces désignées, le Québec obtient le financement par habitant le plus élevé pour la recherche en sciences naturelles et en génie.

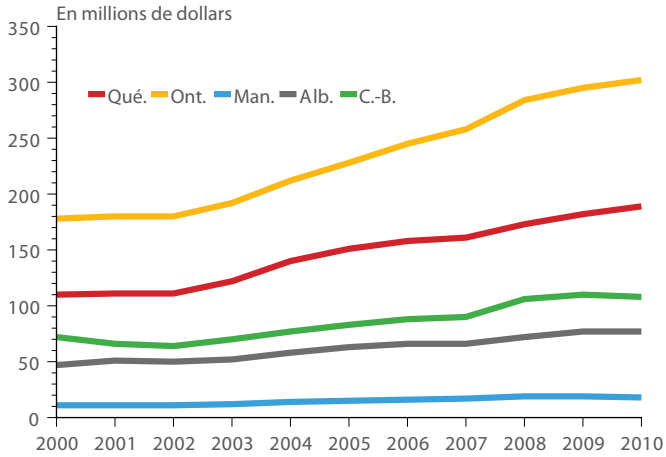
[17] Voir la note nº 16.

En 2009-2010, le Conseil de recherches en sciences naturelles et génie du Canada (CRSNG) a enregistré des dépenses de 782 millions de dollars en subventions et bourses à l'échelle nationale, en hausse de 2,2 % par rapport à l'année précédente. Le financement a constamment augmenté ces dernières années dans la plupart des provinces. En 2009-2010, les deux plus grandes provinces canadiennes ont reçu près des deux tiers du financement global (63 % ou 491 millions de dollars au total). La même année, la Colombie-Britannique a obtenu du CRSNG plus de 108 millions de dollars (14 % du financement national), soit une somme impressionnante de 24 $ par habitant. Si ce financement marquait une légère baisse relativement à l'année précédente, de -1,2 % (par rapport à 110 millions de dollars en 2008-2009), il était beaucoup plus élevé qu'en Alberta (77 millions de dollars ou 21 $ par habitant) et au Manitoba (18,5 millions ou 15 $ par habitant). En 2009-2010, la Colombie-Britannique devançait également l'Ontario (23 $) et se trouvait à égalité avec le Québec (24 $) quant au financement alloué par le CRSNG par habitant.

Le Programme des chaires de recherche du Canada (PCRC) et ses comités suivent des normes d'excellence élevées pour la sélection des titulaires et la capacité d'y répondre est donc un indicateur direct du pouvoir d'attraction de l'environnement de recherche de la province. En 2010, les établissements de la Colombie-Britannique ont accueilli 255 des 1 842 chaires de recherche établies au Canada, soit 14 % de l'ensemble des chaires et plus que les parts combinées du Canada atlantique, de la Saskatchewan et du Manitoba.

Vingt-neuf pour cent des titulaires des CRC (543) de l'ensemble du pays ont été recrutés à l'extérieur du Canada. Parmi les titulaires des chaires en C.-B., 120 (47 %) sont de l'extérieur du Canada, y compris 57 expatriés et 63 recrues internationales. La province dépasse la moyenne nationale quant au nombre de femmes titulaires, qui comptent pour plus du quart (27 %) des titulaires de chaires. À l'échelle nationale, 25 % des titulaires des CRC sont des femmes. C'est à Terre-Neuve-et-Labrador (36 %) et en Saskatchewan (31 %) que les femmes titulaires sont les plus nombreuses.

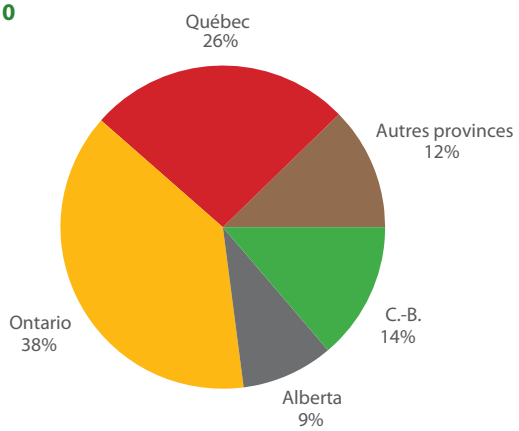
INDICATEUR E-17
DÉPENSES EN SUBVENTIONS ET BOURSES DU CRSNG, DE 1999-2000 À 2009-2010



Source des données : Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada

Les subventions et bourses allouées par le CRSNG ont atteint un palier en Colombie-Britannique

INDICATEUR E-18
RÉPARTITION DES CHAIRES DE RECHERCHE DU CANADA, EN 2010



Source des données : Programme des chaires de recherche du Canada

La Colombie-Britannique accueille davantage de chaires de recherche du Canada que la Saskatchewan, le Manitoba et les provinces de l'Atlantique réunis.

Indicateurs commerciaux

Cette série d'indicateurs a trait à la création et à l'expansion d'entreprises attribuables aux activités de recherche et de développement, à la délivrance de brevets et au capital de risque à l'intérieur de la Colombie-Britannique. Ces indicateurs permettent aussi de mesurer les résultats en partie imputables à ces incitatifs, d'après les entrées et les sorties du secteur par les entreprises, les entreprises à forte croissance et la progression globale du nombre d'entreprises.

Comparativement aux autres provinces, la C.-B. se distingue par des investissements en capital de risque supérieurs à la moyenne, mais accuse du retard relativement à d'autres indicateurs commerciaux, comme les brevets obtenus et les investissements dans les technologies de l'information et des communications.

TABLEAU 3 : RÉCAPITULATION DES INDICATEURS DANS LE SECTEUR DES ENTREPRISES

INDICATEURS	Tendance		Classement	
	Long terme	Dernière année	Cinq prov. désignées	Général
B-1 : Brevets délivrés par 100 000 habitants	↑	↓	4 sur 5	5 sur 10
B-2 : Brevets en % des demandes, moyenne sur 3 ans	↑	↓	4 sur 5	8 sur 10
B-3 : Entrées dans le secteur de la haute technologie	→	↓	S.O.	S.O.
B-4 : Sorties du secteur de la haute technologie	→	↑	S.O.	S.O.
B-5 : Entreprises à forte croiss. dans le secteur de la haute techno.	↓	↓	S.O.	S.O.
B-6 : Investissements en capital de risque au Canada, par province#	→	↑	3 sur 5	3 sur 7
B-7 : Investissements en capital de risque en % du total canadien#	↑	↑	3 sur 5	3 sur 7
B-8 : Investissements en capital de risque, par prov. et par secteur#	→	↑	1 sur 5	1 sur 7
Investissements en capital de risque : technologies de l'info.#	↓	↑	3 sur 5	3 sur 7
B-9 : Investissements dans les TIC en pourcentage du PIB	↑	↑	5 sur 5	9 sur 10
B-10 : Dépenses de R-D du sect. des entreprises en % du PIB	→	↓	3 sur 5	3 sur 10

Le classement général se fait sur 7 parce que les provinces de l'Atlantique sont regroupées en une seule.

BREVETS ET DEMANDES DE BREVET

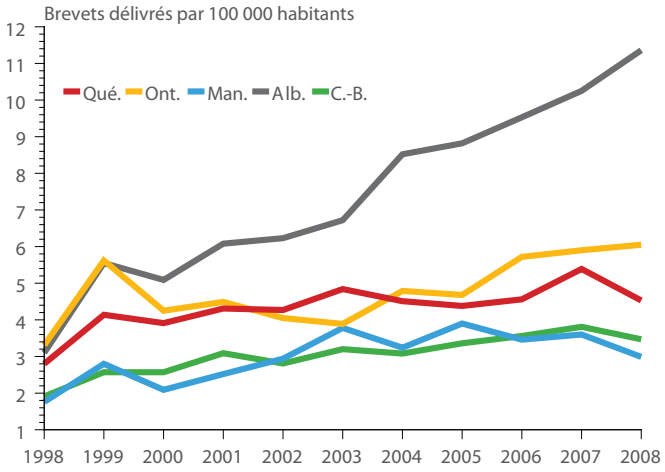
Pourquoi ces indicateurs sont-ils importants?

Les brevets sont un indicateur du capital intellectuel axé sur l'innovation. L'Office de la propriété intellectuelle du Canada, qui est responsable de la délivrance des brevets, protège les inventeurs, diffuse des renseignements techniques et encourage la création, l'adoption et l'exploitation des inventions. Les demandes de brevet peuvent être rejetées pour un certain nombre de raisons, notamment parce que les inventions ne sont pas assez novatrices ou évidentes, ou à cause de l'absence d'éléments brevetables. Les brevets sont d'importantes ressources que consultent les chercheurs, les professeurs et les entreprises désireux de suivre le rythme des développements dans leur domaine.

La demande et la délivrance de brevets sont des indicateurs du succès des activités de R-D, dans le secteur public ou privé. Ces dix dernières années, la Colombie-Britannique s'est laissé distancer par les autres provinces désignées quant au nombre de brevets délivrés pour 100 000 habitants. Le taux d'acceptation des demandes de brevet de la Colombie-Britannique a aussi été médiocre.

Par rapport aux autres provinces désignées, la Colombie-Britannique ne s'est pas particulièrement illustrée dans le brevetage d'inventions. Les demandeurs de la Colombie-Britannique ont obtenu 152 brevets en 2008 (dernière année pour laquelle il existe des données), ou 3,5 brevets pour 100 000 habitants. Ce taux est en deçà de ceux des trois autres provinces désignées, et la Colombie-Britannique plafonne au quatrième ou au cinquième rang depuis au moins 1998. Malgré un rendement plus faible en comparaison, l'acceptation des brevets a progressivement augmenté en Colombie-Britannique ces dix dernières années, à la fois en chiffres réels et proportionnellement, pour 100 000 habitants.

INDICATEUR B-1
BREVETS DÉLIVRÉS PAR 100 000 HABITANTS



Source des données : Office de la propriété intellectuelle du Canada

La Colombie-Britannique arrive au quatrième rang parmi les provinces désignées en ce qui a trait au nombre de brevets délivrés par habitant.

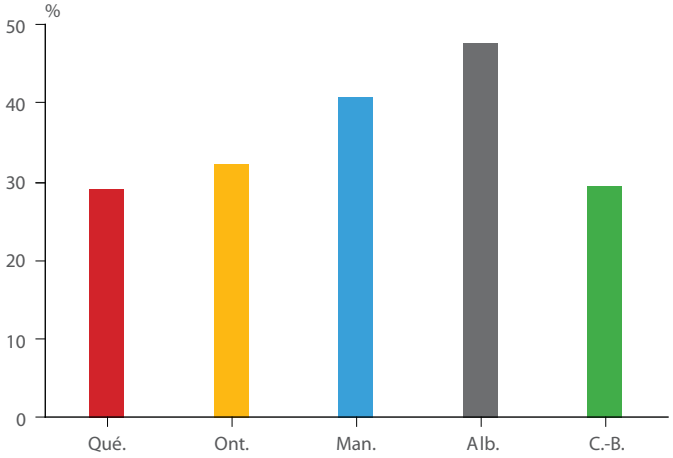
En 1998, les demandeurs de la Colombie-Britannique avaient obtenu à peine 76 brevets (1,9 brevet pour 100 000 habitants), beaucoup moins qu'en 2008. Toutefois, la tendance à la hausse s'est interrompue en 2008, à la fois en chiffres réels et proportionnellement.

De 2006 à 2008, seulement 30 % des demandes de la Colombie-Britannique se sont soldées par la délivrance d'un brevet[18]. Il s'agit d'une proportion bien plus faible qu'en Alberta (52 %) et au Manitoba (41 %), un peu moins élevée qu'en Ontario (32 %) et semblable à celle du Québec (30 %).

Notons que beaucoup plus de demandes de brevet sont rejetées que l'inverse. En 2008, un peu plus du tiers (35 %) des demandes de brevet ont été acceptées au Canada. Les faibles taux d'acceptation dans l'ensemble du pays incitent à penser que le processus de traitement est généralement amorcé alors que les demandeurs connaissent peu les étapes à suivre ou surestiment leurs chances.

[18] Le traitement des demandes de brevet dure en moyenne 25 mois. Aussi, le nombre de brevets délivrés en 2008 indique combien de demandes déposées en 2006 ont été acceptées. Les données présentées ici font état, en pourcentage, des brevets délivrés en 2008 par rapport aux demandes reçues en 2006.

INDICATEUR B-2
BREVETS EN POURCENTAGE DES DEMANDES, MOYENNE SUR TROIS ANS, DE 2006 À 2008



Source des données : Office de la propriété intellectuelle du Canada

L'Alberta se distingue par le taux d'acceptation le plus élevé des demandes de brevet.

DYNAMISME DU SECTEUR : ENTRÉES ET SORTIES[19]

Pourquoi ces indicateurs sont-ils importants?

Pour arriver à une innovation optimale, il faut un secteur dynamique, mélange équilibré d'entreprises petites et grandes, anciennes et nouvelles. Les grandes entreprises bien établies fournissent de l'emploi et assurent des gains stables, alors que les petites, souvent en démarrage, dénotent une adaptation au marché et de la créativité, en plus de stimuler l'emploi. La main-d'œuvre du secteur de la haute technologie est mise à profit en même temps que le sont le capital et les idées pour arriver à de nouveaux produits et services. En revanche, un secteur stagnant, qui ploie sous le poids de plusieurs grandes entreprises et se caractérise par de faibles taux d'entrée et de sortie, n'est pas propice à l'innovation.

Les taux d'entrée dans le secteur de la haute technologie indiquent le pourcentage d'entreprises considérées comme étant nouvelles (c.-à-d. inexistantes l'année précédente). Les taux de sortie indiquent plutôt le nombre d'entreprises ayant quitté le secteur de la haute technologie (ou ayant fermé leurs portes), en pourcentage par rapport au nombre total d'entreprises de haute technologie[20]. Il est à noter que seules les entreprises ayant des employés sont comptées dans ces données.

L'innovation revêt une importance cruciale dans le secteur de la haute technologie. Elle a tendance à se manifester dans des contextes relativement instables, d'où les taux de faillite élevés. Cependant, les petites entreprises en démarrage dans le secteur de la haute technologie sont souvent à la fine pointe du progrès et donc essentielles au développement de ce secteur.

Un bon moyen de mesurer la vigueur d'un secteur particulier consiste à le comparer à l'économie globale[21]. Entre 2007 et 2009, le taux d'entrée annuel moyen des entreprises de haute technologie était de 15 %, le secteur ayant gagné près de 260 entreprises pour en compter 8 903 en 2009. À titre comparatif, un taux d'entrée annuel moyen beaucoup plus faible (+11,6 %) a été enregistré pour l'ensemble de l'économie de la Colombie-Britannique.

[19] Il n'a pas été possible d'établir des comparaisons avec les autres provinces pour les indicateurs B-3, B-4 et B-5, car BC Stats n'a pas accès aux données nécessaires pour le faire.

[20] Statistique Canada a modifié sa méthode de dénombrement des entreprises, et c'est la raison pour laquelle les données déclarées ne correspondent pas à celles figurant dans les éditions antérieures de la présente publication. Auparavant, on utilisait le concept d'« établissement statistique », que Statistique Canada définissait comme « l'entité de production ou le plus petit groupe d'entités de production qui produit un ensemble de biens ou de services homogènes, dont les activités ne débordent pas les frontières provinciales-territoriales, et qui est en mesure de fournir des données sur la valeur de la production, ainsi que sur le coût des matières utilisées et le coût et l'importance de la main-d'œuvre affectée à la production ».

La diffusion des données de 2008 marque l'introduction du concept d'« emplacement statistique ». L'emplacement, en tant qu'unité statistique, est défini comme une « entité de production » à partir d'un seul emplacement géographique ou duquel une activité économique est exercée, et pour lequel on peut fournir au minimum des données sur l'emploi. Le changement à la méthode de dénombrement des entreprises visait à offrir une meilleure mesure des opérations commerciales réelles. Cependant, il en découle que les données sur l'emplacement antérieures à 2007 ne sont pas disponibles.

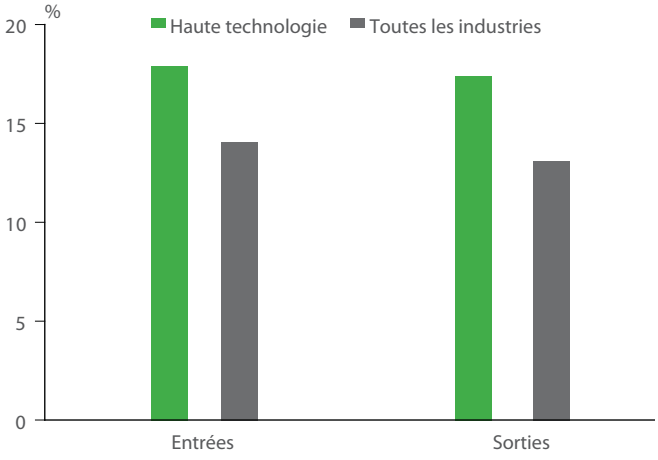
[21] Comme les données relatives à l'emplacement ne sont disponibles que depuis 2007, les mesures de croissance (c.-à-d. les entrées, les sorties et la présence d'entreprises à forte croissance) ne peuvent être calculées que pour 2008 et 2009.

Au cours de la même période, le taux de sortie dans le secteur de la haute technologie de la province (+13,5 %) était aussi plus élevé que le taux de sortie moyen (+10,5 %), prouvant une fois de plus que le climat d'innovation dans lequel croissent bien des entreprises de haute technologie tend souvent à être instable. Bien qu'on ne dispose plus de données au niveau des établissements pour faciliter une comparaison directe, des éléments montrent que le nombre d'entreprises de haute technologie s'est accru à un rythme relativement stable ces dix dernières années, beaucoup plus rapide que celui observé pour l'ensemble des entreprises de la Colombie-Britannique[22].

Les entrées dans le secteur de la haute technologie ont toujours été plus nombreuses que les sorties, si bien que, dans l'ensemble, le nombre d'établissements de haute technologie augmente à un rythme relativement stable. Deux exceptions ont marqué les dix dernières années : 2002 et 2007, alors que les taux d'entrée ont reculé bien en deçà des taux de sortie — chacune de ces années témoignant d'un ralentissement dans le secteur de la haute technologie à l'échelle de l'Amérique du Nord[23]. Contre toute attente, la plus récente récession, amorcée au dernier semestre de 2008, ne semble pas avoir eu les mêmes répercussions sur le secteur de la haute technologie. En fait, en 2008, les taux d'entrée en haute technologie ont monté, contrairement aux taux de sortie. La même année, l'économie globale a vu le taux de sortie suivre une tendance similaire et baisser, mais, contrairement au secteur de la haute technologie, elle a aussi enregistré une chute notable des entrées. En 2009, la conjoncture a été différente, peut-être parce que les effets du ralentissement économique ont tardé à se manifester. Cette année-là, les taux de sortie étaient à la hausse dans le secteur de la haute technologie (de 13 % en 2008 à 14 % en 2009), tandis que les taux d'entrée ont légèrement baissé (de 15,2 % à 14,8 %). Les taux moyens à long terme sont demeurés plus élevés dans les entreprises de haute technologie que dans l'ensemble des établissements de la Colombie-Britannique. Notons cependant que des taux de sortie supérieurs ne révèlent pas nécessairement des problèmes à long terme dans le secteur de la haute technologie, car ce type d'environnement compétitif s'accompagne souvent d'une forte innovation.

La récente « bulle » technologique à la fin des années 1990 et son éclatement subséquent au début des années 2000 ont peut-être donné une bonne leçon à de nombreuses entreprises de technologie et conféré à celles-ci l'expérience et les outils nécessaires pour à la fois mieux se préparer et mieux réagir. Ils constituent donc, peut-être, l'une des raisons pour lesquelles le secteur de la haute technologie a montré davantage de signes de résilience dans une conjoncture économique fragile. Il reste que certaines entreprises technologiques de la Colombie-Britannique ont fait part de leur incapacité d'obtenir du capital au cours de la récession et des conséquences que cela a eues sur leurs plans d'affaires, y compris d'éventuelles fermetures. En revanche, les entreprises qui ont su réagir positivement au ralentissement en prenant les mesures qui s'imposaient et ont pu obtenir du capital durant la période d'effervescence précédente étaient mieux positionnées pour faire face à la tempête que les autres[24].

INDICATEURS B-3 ET B-4
ENTRÉES ET SORTIES DANS LE SECTEUR DE LA HAUTE TECHNOLOGIE, COMPARATIVEMENT À L'ENSEMBLE DES INDUSTRIES, 2009



Source des données : Statistique Canada

Les taux d'entrée et de sortie sont supérieurs à la moyenne dans le secteur de la haute technologie.

[22] Bien que les données sur l'emplacement statistique ne soient pas disponibles pour la période antérieure à 2007, celles tirées de l'ancien cadre utilisé, centrées sur l'établissement statistique, montrent que les créations d'entreprises ont crû plus rapidement dans le secteur de la haute technologie.

[23] Rappelons que ces données historiques sont issues du dénombrement axé sur le concept d'établissement, et non sur celui d'emplacement, pour lequel les données ne sont pas disponibles avant 2007.

[24] Pour en savoir plus sur les perceptions des entreprises à l'égard des répercussions du ralentissement économique sur le secteur de la haute technologie, voir le rapport produit par la BC Technology Industry Association, *Industry Report: Tech Talent BC Labour Trends*, en février 2010, à http://www.bctia.org/.

ENTREPRISES À FORTE CROISSANCE

Bien comprendre les indicateurs

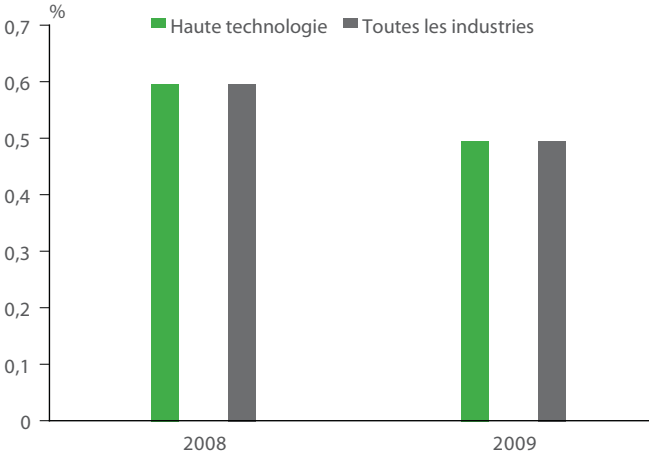
Des taux de croissance supérieurs sont d'importants indicateurs de réussite sectorielle. Un nombre grandissant d'entreprises à forte croissance se traduit par de nouveaux emplois, une richesse accrue et de nouvelles recettes publiques.

BC Stats définit les « entreprises à forte croissance » comme celles dont la taille calculée en fonction du nombre d'employés croît d'au moins deux catégories en un an. Par exemple, une entreprise comptant d'un à quatre employés connaîtrait une forte croissance si, en une année, elle voyait son effectif croître au point de compter entre 10 et 19 employés. Dans le même ordre d'idées, une entreprise de 100 à 149 employés dont l'effectif passerait de 200 à 249 employés serait aussi à forte croissance. Il existe 21 catégories déterminant la taille d'une entreprise selon le nombre d'emplois; elles sont donc très détaillées. Il importe cependant de noter que, comme on ignore souvent le nombre exact d'employés dans une entreprise, cette mesure n'est pas des plus précises. De plus, étant donné que la dernière catégorie est « 5 000 et plus », il est impossible, pour une grande société, d'être classée parmi les entreprises à forte croissance. Ces données s'appliquent principalement aux petites et moyennes entreprises.

Les entreprises affichant des taux de croissance élevés reflètent le potentiel du secteur de la haute technologie. Si très peu d'entreprises sont considérées comme étant à forte croissance, celles qui le sont semblent un peu plus courantes dans le secteur de la haute technologie. Ce secteur est souvent perçu comme un terreau fertile pour les entreprises à forte croissance — plus particulièrement les petites entreprises en démarrage qui peuvent connaître rapidement une croissance exponentielle. Cependant, ces dernières années, les entreprises de haute technologie de la Colombie-Britannique ont présenté des modèles de forte croissance similaires à ceux observés dans l'économie générale.

En 2009, environ 0,5 % de l'ensemble des entreprises de la Colombie-Britannique ont vu leur nombre d'employés croître rapidement. Cette proportion était légèrement en baisse par rapport à l'année précédente (0,6 % en 2008). La part d'entreprises à forte croissance dans le secteur de la haute technologie était à peu près semblable à celle notée dans l'ensemble de l'économie (0,5 % en 2009). Bien que les données axées sur le concept d'emplacement statistique ne permettent pas une analyse des entreprises à forte croissance avant 2008, soulignons que, d'après les données basées sur l'ancien cadre, qui était axé sur le concept d'établissement statistique, une importante diminution s'est produite en 2008, à la fois en chiffres réels et proportionnellement, dans le secteur de la haute technologie comme dans l'ensemble des industries. Ces dix dernières années — plus ou moins —, à l'exception de 2000, année où les taux de croissance globaux ont atteint un pic, le pourcentage des entreprises qui auraient pu entrer dans la catégorie à forte croissance tournait autour de 2 % dans le secteur de la haute technologie ainsi que dans l'ensemble de l'économie. En chiffres réels, on dénombrait de 2 000 à 4 000 entreprises à forte croissance dans l'économie provinciale en général, et de 100 à 200 uniquement dans le secteur de la haute technologie. En 2008, tandis que s'amorçait la récession économique mondiale, ces chiffres ont dégringolé, respectivement à 981 et à 51 entreprises.

INDICATEUR B-5
ENTREPRISES À FORTE CROISSANCE DANS LE SECTEUR DE LA HAUTE TECHNOLOGIE ET DANS L'ENSEMBLE DES INDUSTRIES, 2008 ET 2009



Source des données : Statistique Canada

Le secteur de la haute technologie et l'ensemble de l'économie, tous deux en déclin en 2009, comportaient la même proportion d'entreprises considérées comme étant à forte croissance.

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE RISQUE

Pourquoi ces indicateurs sont-ils importants?

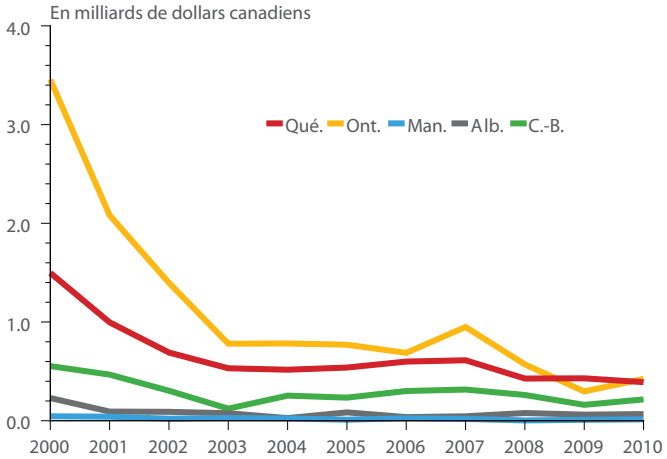
Les investisseurs se spécialisant dans le capital de risque choisissent les entreprises en démarrage ou en expansion à risque élevé auxquelles ils fournissent les fonds de lancement nécessaires à divers projets, souvent pour le développement de nouveaux produits ou procédés. Ils optent pour une approche de gestion de portefeuilles dans le cadre de laquelle les investissements effectués devraient générer un rendement élevé pour compenser le capital de risque total investi, même si bon nombre de ces investissements à risque élevé ne seront jamais viables sur un plan commercial. Aussi, les investissements en capital de risque donnent une idée de la qualité des projets dans une province donnée et des perceptions des investisseurs à l'égard du climat d'affaires. Ils reflètent également la tolérance au risque des investisseurs dans différentes régions et au fil des ans.

Après une forte croissance tout au long des années 1990, les investissements en capital de risque canadiens ont diminué au début des années 2000. L'anticipation du nouveau millénaire a coïncidé avec une explosion des investissements en capital de risque[25] au Canada dans la dernière moitié des années 1990. Pendant les premières années de la nouvelle décennie, les investissements ont commencé à reculer et l'investissement global a poursuivi sa tendance à la baisse depuis cette période. En 2000, à un pic, les investissements en capital de risque au Canada totalisaient 5,9 milliards de dollars. En 2009, ils ont chuté à 1 milliard de dollars, atteignant leur niveau le plus bas en dix ans. Malgré une tendance à la baisse depuis plusieurs années, le record atteint en 2009 est au moins en partie imputable à la récession économique mondiale. En 2010, les investissements ont commencé à remonter un peu, se hissant à 1,1 milliard de dollars à l'échelle nationale.

Les investissements en capital de risque ont toujours été sujets aux hauts et aux bas. En Colombie-Britannique comme dans l'ensemble du Canada, ces investissements ont plus que triplé de 1998 à 2000. Au plus haut, en 2000, la Colombie-Britannique a attiré des investissements en capital de risque d'une valeur de plus de 553 millions de dollars, considérablement plus que dans l'Alberta voisine (230 millions de dollars). En 2010, le capital de risque en Colombie-Britannique s'est traduit par des investissements de 216 millions de dollars, comparativement à 67 millions en Alberta et à moins de 14 millions au Manitoba. Cependant, ces revenus restaient bien en-deçà de ceux engrangés au Québec (390 millions) et en Ontario (424 millions).

[25] La plupart des autres indicateurs financiers possibles, comme le financement par emprunt, sont disponibles pour le Canada sans répartition entre les provinces ou ne couvrent pas suffisamment d'années pour établir des tendances, d'où leur exclusion du présent rapport. Néanmoins, l'annexe III contient certaines données sur l'investissement global au Canada dans les sciences et la R-D.

INDICATEUR B-6
INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE RISQUE AU CANADA, PAR PROVINCE (EN MILLIARDS DE DOLLARS)



Source des données : Thompson Reuters

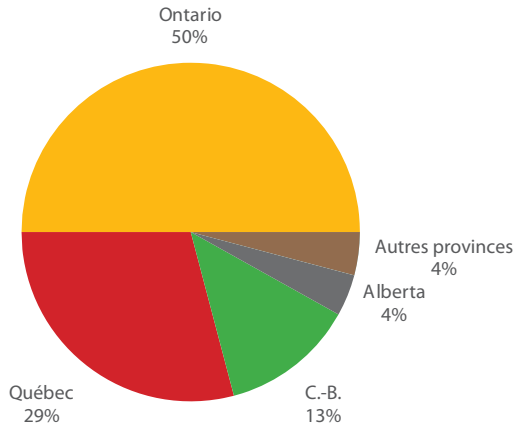
Malgré une récente baisse des investissements en capital de risque en général en Colombie-Britannique, la province conserve son troisième rang.

Habituellement au-dessus de la moyenne nationale, la Colombie-Britannique a su tirer son épingle du jeu en ce qui a trait aux investissements effectués par tranche de 100 000 habitants. En 2010, la province comptait des investissements en capital de risque moyens de presque 48 $ pour 100 000 habitants, un montant beaucoup plus élevé qu'en 2009 (36 $) et nettement supérieur à celui de l'Alberta (18 $). En 2010, non seulement la Colombie-Britannique est-elle restée bonne deuxième parmi les provinces, devançant toujours l'Ontario (32 $), mais elle a aussi vu sa part par habitant dépasser la moyenne nationale pour la première fois depuis 2007. Le Québec a reçu la part d'investissement par habitant la plus élevée au pays (49 $), alors que le Manitoba avait la plus faible (9 $).

En 2010, la Colombie-Britannique pouvait compter sur une part de 19 % des investissements en capital de risque du pays, bien plus que la moyenne de 9 % notée de 2000 à 2010 et encore davantage que toute autre province à l'extérieur du noyau industriel du Canada. En fait, la valeur cumulative des investissements en Colombie-Britannique de 2000 à 2010 (3,2 milliards de dollars) dépassait de loin celle des investissements effectués en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et dans les provinces de l'Atlantique réunis (1,9 milliard de dollars).

INDICATEUR B-7

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE RISQUE EN POURCENTAGE DU TOTAL CANADIEN, DE 2000 À 2010



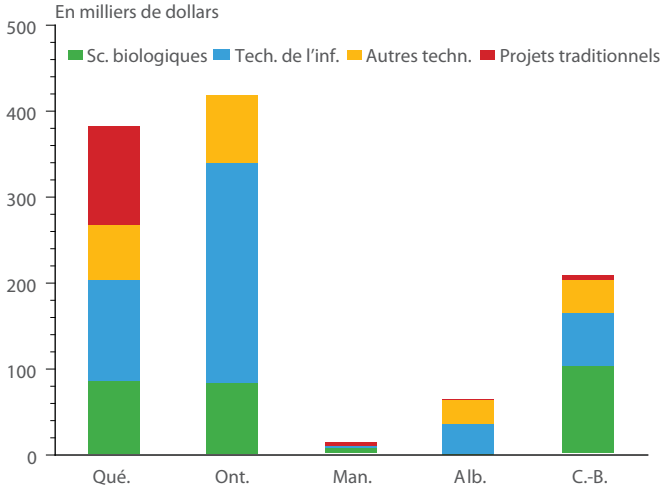
Data Source: Thompson Reuters

La part de la Colombie-Britannique des investissements de capital de risque canadiens est trois fois plus élevée que celle de l'Alberta.

Le secteur des sciences biologiques a attiré la plupart des investissements en capital de risque en C.-B. (48 %) en 2010. Les technologies de l'information (29 %) et les autres technologies (19 %) représentaient également des parts importantes, alors que les investissements restants (3 %) étaient liés à des projets traditionnels. La répartition des types de investissements varie considérablement d'une province à l'autre. En 2010, par exemple, le secteur des sciences biologiques obtenait 68 % des investissements de capital de risque totaux au Manitoba, qui pouvait se targuer de la part la plus élevée parmi toutes les provinces. À titre comparatif, seulement 3 % des investissements de capital de risque étaient destinés aux sciences biologiques en Alberta, où plus de la moitié de l'investissement global avait lieu dans les technologies de l'information (TI). L'Ontario et le Québec avaient un profil similaire à celui de l'Alberta dans la mesure où la plus importante part des investissements de capital de risque se faisait dans le secteur des TI en 2010 (respectivement 61 % et 31 %).

INDICATEUR B-8

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE RISQUE CANADIENS, PAR PROVINCE ET PAR SECTEUR, 2010

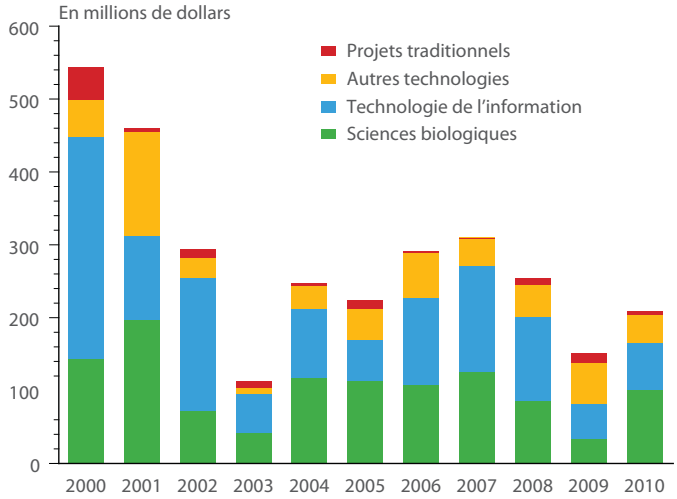


Source des données : Thompson Reuters

D'après la valeur des investissements de capital de risque, la Colombie-Britannique est en tête dans les sciences biologiques et troisième en technologie de l'information.

En Colombie-Britannique, les différents types de investissements en capital de risque ont aussi beaucoup varié d'une année à l'autre. Au total, ils ont été particulièrement instables ces dix dernières années, mais la part de l'investissement dans le secteur des sciences biologiques semble s'être constamment accrue.

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE RISQUE CANADIENS EN C.-B., PAR SECTEUR, DE 2000 À 2010



Source des données : Thompson Reuters

Les investissements en capital de risque dans le secteur des sciences biologiques de la Colombie-Britannique ont mieux repris après la crise « pointcom » que dans celui de la technologie de l'information.

INVESTISSEMENTS DANS LES TIC

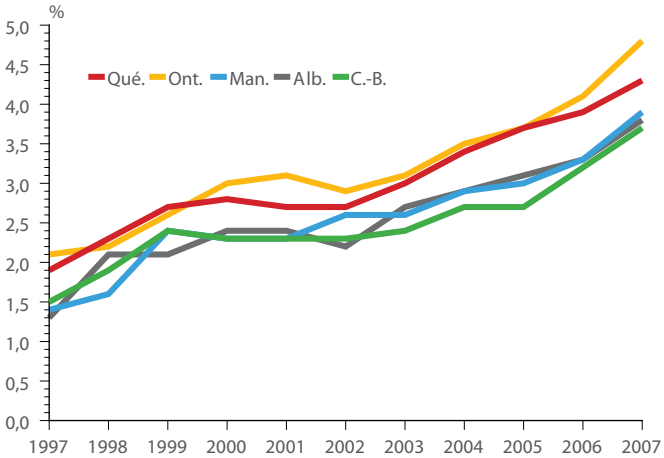
Pourquoi cet indicateur est-il important?

Le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) est une composante intégrale du secteur de la haute technologie. Les sociétés qui composent ce secteur comprennent les services d'informatique et de logiciels, les grossistes et les fabricants de produits de TIC, et les services de communications. Selon Industrie Canada, les TIC au Canada ont affiché une vigueur soutenue ces dix dernières années, qui s'est traduite par une hausse des recettes et des emplois plus rapide que pour l'ensemble de l'économie canadienne. Le rendement de l'industrie des TIC de la Colombie-Britannique est un indicateur clé de sa contribution à la santé du secteur de la haute technologie de la province.

À l'échelle nationale, les investissements dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) ont dépassé la barre des 56 milliards de dollars en 2007 (dernière année pour laquelle il existe des données). Cela représente un bond de 17,8 % par rapport à l'année précédente et 4,3 % du PIB du Canada cette année-là, la plus forte proportion jamais enregistrée. Pour l'ensemble du pays, au cours des dix dernières années, les investissements dans les TIC en pourcentage du PIB, très faible en 1997 à 1,8 %, ont augmenté considérablement. La Colombie-Britannique a suivi le mouvement avec des investissements dans les TIC qui ont augmenté de 18,3 % (s'établissant à 6 milliards de dollars) de 2006 à 2007.

Pendant les dix dernières années, le Québec et l'Ontario ont affiché un rapport presque semblable entre les investissements dans les TIC et le PIB, mais l'écart entre les deux provinces a récemment commencé à se creuser. De 1997 à 2007, en Ontario, ce rapport a plus que doublé (passant de 2,1 à 4,8 %), tandis qu'au Québec, il augmentait à un rythme légèrement plus lent (de 1,9 à 4,3 %). Pendant une grande partie des dix dernières années, la Colombie-Britannique et l'Alberta ont connu un rythme de progression comparable, cette dernière affichant des résultats légèrement meilleurs. En 2007, le taux de progression de l'Alberta a été de 3,8 %, tandis que celui de la Colombie-Britannique était à peine plus faible (3,7 %). Dans la même année, au Manitoba les investissements dans les TIC représentaient 3,9 % du PIB.

INDICATEUR B-9
INVESTISSEMENTS DANS LES TIC EN POURCENTAGE DU PIB, DE 1997 À 2007



Source : Centre d'étude des niveaux de vie, données fournies par Statistique Canada

Les investissements dans les TIC en pourcentage du PIB augmentent rapidement partout au pays. Toutefois, la Colombie-Britannique demeure loin derrière les autres provinces désignées.

R-D EFFECTUÉE PAR LE SECTEUR DES ENTREPRISES

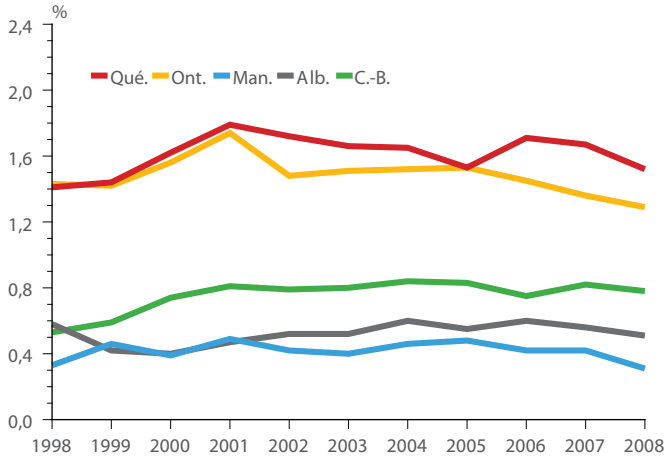
Pourquoi cet indicateur est-il important?

La recherche et le développement (R-D) permettent d'innover et de faire des découvertes qui prennent la forme de nouveaux produits, services ou processus améliorant la productivité. Ainsi, la R-D est considérée comme un investissement dans la production future de l'économie. Les dépenses d'investissement en R-D du secteur des entreprises (DIRDE) en pourcentage du PIB sont un indicateur des investissements proportionnels en R-D faits par le secteur des entreprises par rapport à l'économie globale. On tient pour acquis qu'une proportion plus élevée devrait conduire à un plus grand nombre de découvertes et à l'intensification des activités de commercialisation.

En 2008, le secteur des entreprises du Canada a consacré 15,8 milliards de dollars à la R-D (dernière année pour laquelle il existe des données), s'élevant à un peu moins de un pour cent du PIB national cette année-là. Historiquement, les DIRDE en pourcentage du PIB provincial ont été beaucoup plus élevées au Québec et en Ontario que dans le reste du pays. En 2008, bien que très supérieures à celles de l'Alberta (0,5 %) et du Manitoba (0,3 %), les dépenses de R-D en pourcentage du PIB de la Colombie-Britannique (0,8 %) ont été dépassées de loin par celles de l'Ontario (1,3 %) et du Québec (1,5 %). Jusqu'à la fin de la décennie, les DIRDE en pourcentage du PIB de Colombie-Britannique et de l'Alberta ont été tout à fait comparables. Toutefois, dans les dernières années, la R-D a pris un sérieux retard en Alberta, qui est tombée loin derrière la Colombie-Britannique. En 2008, bien que les dépenses de R-D des entreprises en pourcentage du PIB au Québec et en Ontario aient été presque deux fois plus élevées que celles de la Colombie-Britannique, la situation de cette dernière est beaucoup plus prometteuse qu'à la fin des années 1990, où les dépenses du Québec et de l'Ontario en pourcentage du PIB étaient trois fois plus élevées que celles de la Colombie-Britannique.

En 2008, l'Ontario et le Québec comptaient pour 77 % des DIRDE au Canada, tandis que la part de la Colombie-Britannique était de 10 %. Celle de l'Alberta était de 9 %, et celle du Manitoba de seulement 1 %.

INDICATEUR B-10
DÉPENSES DE R-D DU SECTEUR DES ENTREPRISES EN POURCENTAGE DU PIB



Source des données : Statistique Canada

Les dépenses de R-D des entreprises de la Colombie-Britannique en pourcentage du PIB ont augmenté au cours de la dernière décennie.

Indicateurs du secteur de l'État

Le secteur de l'État influence le secteur de la haute technologie en finançant et en menant directement des activités de R-D, et en établissant le cadre réglementaire, le régime fiscal et l'infrastructure dans lesquels doit fonctionner le secteur privé.

En général, le régime fiscal varie considérablement d'une province à l'autre. Par exemple, au Québec, le taux d'imposition des sociétés est beaucoup moins élevé que dans les autres provinces, tandis que l'Alberta et le Nouveau-Brunswick ont le plus faible taux d'imposition aux petites entreprises.

Cette section comprend également une description récapitulative des dépenses brutes en R-D (DIRD) en Colombie-Britannique. Elle inclut les dépenses de R-D des entreprises, des universités et des gouvernements fédéral et provincial. En règle générale, le rendement direct de la R-D menée par l'administration publique a pris du retard en Colombie-Britannique comparativement aux autres provinces, mais a montré des signes de croissance ces dernières années.

TABLEAU 4 : RÉCAPITULATION DES INDICATEURS DU SECTEUR DE L'ÉTAT

INDICATEURS	Tendance		Classement	
	Long terme	Dernière année	Cinq prov. désignées	Général
G-1 : Indice d'imposition des particuliers seuls gagnant 80 000 $	↓	↑	2 sur 5	2 sur 10
G-2 : Taux d'imposition des petites entreprises	↓	→	2 sur 5	3 sur 10
G-3 : Taux d'imposition des entreprises	↓	↓	2 sur 5	2 sur 10
G-4 : Dépenses de R-D du secteur de l'État en % du PIB	↓	↓	5 sur 5	10 sur 10
G-5 : Dépenses intérieures brutes de R-D en % du PIB	→	↓	3 sur 5	4 sur 10

TAUX D'IMPOSITION DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES

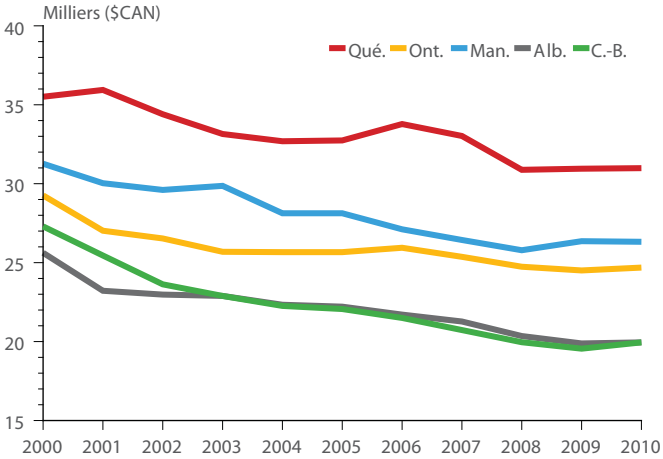
Pourquoi ces indicateurs sont-ils importants?

Les entreprises de haute technologie sont très mobiles, car une grande partie des intrants de leur production dépend du capital humain. En conséquence, les entreprises de haute technologie sont souvent libres de chercher l'endroit idéal pour établir leurs opérations. On croit qu'un faible taux d'imposition attire les investissements et encourage la création d'un bassin de travailleurs qualifiés. Toutefois, les commodités souhaitables qui peuvent jouer un rôle également déterminant pour attirer les travailleurs qualifiés, tels que la qualité de vie, les programmes sociaux, les normes environnementales et des conditions de travail réglementées, peuvent entraîner une augmentation des taux d'imposition.

La fiscalité est un domaine stratégique important sur lequel le gouvernement exerce une maîtrise complète. On estime qu'un faible taux d'imposition est attrayant pour les investisseurs et les travailleurs qualifiés, intervenants essentiels du secteur de la haute technologie. Toutefois, une meilleure qualité de vie associée à la réglementation des conditions de travail, à des normes environnementales et à des programmes sociaux universels sont également attrayants pour les travailleurs du secteur de la haute technologie et la mise en place de ces services et mesures peut donner lieu à une hausse du taux d'imposition.

Depuis une dizaine d'années, en Colombie-Britannique, le taux d'imposition des personnes à revenu élevé a diminué régulièrement. De 2003 à 2009, la province a affiché le plus faible taux au pays, mais en 2010, l'Alberta a abaissé son taux légèrement en deçà de celui de la Colombie-Britannique. En 2010, le fardeau fiscal total des célibataires sans personne à charge touchant un salaire annuel moyen de 80 000 $ par année était de 19 952 $ (ou 25 %), l'un des taux d'imposition les plus bas au pays, à peine supérieur à celui de l'Alberta (19 949 $)[26].
Le taux d'imposition de la Colombie-Britannique a augmenté légèrement par rapport à 2009 (2 %), mais demeure bien en deçà de ce qu'il était en 2000, soit 27 295 $ (34 %). La diminution à long terme des impôts des particuliers à revenu élevé a également été observée dans la plupart des autres provinces. À compter de 2008, coïncidant avec le début du ralentissement économique mondial, d'autres régions du pays ont également connu une stabilisation du taux d'imposition et, dans certains cas, une légère augmentation. En 2010, l'impôt moyen payé par les personnes à revenu élevé en Colombie-Britannique reste bien inférieur à celui du Québec (30 986 $), du Manitoba (26 321 $) et de l'Ontario (24 687 $).

INDICATEUR G-1
INDICE D'IMPOSITION DES PARTICULIERS SEULS GAGNANT 80 000 $ PAR ANNÉE (EN MILLIERS DE $)



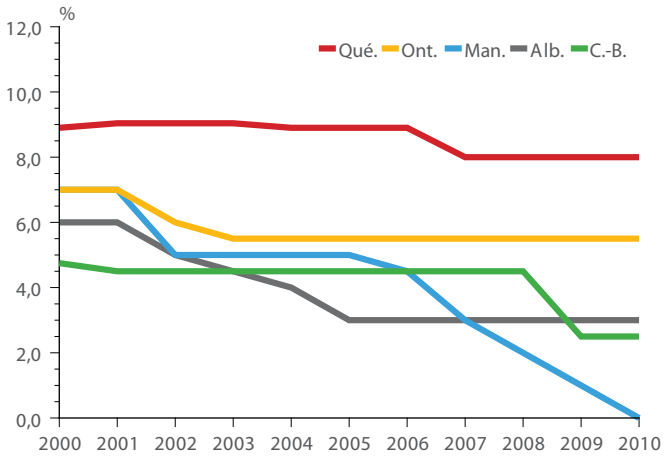
Source des données : Ministère des Finances de la C.-B.

Les taux d'imposition des personnes à revenu élevé de la Colombie-Britannique et de l'Alberta sont presque identiques.

Le taux d'imposition des petites entreprises de la Colombie-Britannique est comparable à celui des particuliers à revenu élevé. En 2000 et 2001, les petites entreprises de la Colombie-Britannique bénéficiaient du taux d'imposition le plus bas au pays. Dans les années qui ont suivi, certaines provinces de l'Atlantique ont diminué sensiblement leur taux, tout comme l'Alberta et le Manitoba. En fait, c'est en 2008 que le taux d'imposition du Manitoba (2 %) est tombé en deçà de celui de l'Alberta parmi les provinces désignées. En 2009, la Colombie-Britannique a abaissé son taux d'imposition de 4,5 % à 2,5 % pour prendre le deuxième rang des provinces désignées au plus faible taux. Le taux est resté le même en 2010, juste en dessous de celui de l'Alberta (3 %). Le taux d'imposition du Québec a oscillé entre huit et neuf pour cent (8 % en 2010) pendant les dix dernières années, tandis que celui de l'Ontario est resté inchangé depuis 2003 (5,5 %). Au Manitoba, le taux d'imposition des petites entreprises a baissé radicalement tout au long des dix dernières années et, en 2010, la province a réussi à éliminer complètement l'impôt des petites entreprises.

[26] On notera que ce montant comprend les taxes fédérales et provinciales, comme la TPS, les primes de soins de santé, l'impôt sur le revenu, etc. Les données pour 2010 sont les taux d'imposition du budget équilibré du 2 mars 2010.

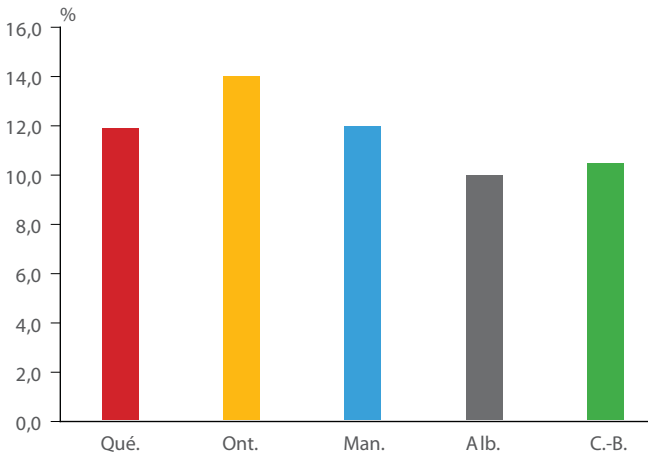
INDICATEUR G-2
TAUX D'IMPOSITION DES PETITES ENTREPRISES



Source des données : Ministère des Finances de la C.-B.

Les petites entreprises de la Colombie-Britannique bénéficient du deuxième meilleur taux d'imposition parmi les provinces désignées.

INDICATEUR G-3
TAUX D'IMPOSITION DES ENTREPRISES, EN 2010



Source des données : Ministère des Finances de la C.-B.

L'Alberta affiche le taux d'imposition des entreprises le plus bas parmi les provinces désignées.

En Colombie-Britannique, le taux général d'imposition des entreprises (10,5 % en 2010) est également inférieur à celui de toutes les autres provinces, sauf l'Alberta. En 2010, à 10 %, le taux d'imposition des sociétés de l'Alberta était le plus bas au pays pour la troisième année consécutive. Avant 2008, le Québec affichait le taux d'imposition le plus bas depuis au moins 1990, mais en 2008, il est passé de 9,9 % à 11,4 %, pour augmenter à nouveau en 2010 (11,9 %). En 2010, le taux du Manitoba (12 %) était juste au-dessus de celui du Québec, tandis que celui de l'Ontario demeurait le plus élevé (14 %) parmi les provinces désignées.

RENDEMENT DE LA R-D MENÉE PAR LE SECTEUR DE L'ÉTAT

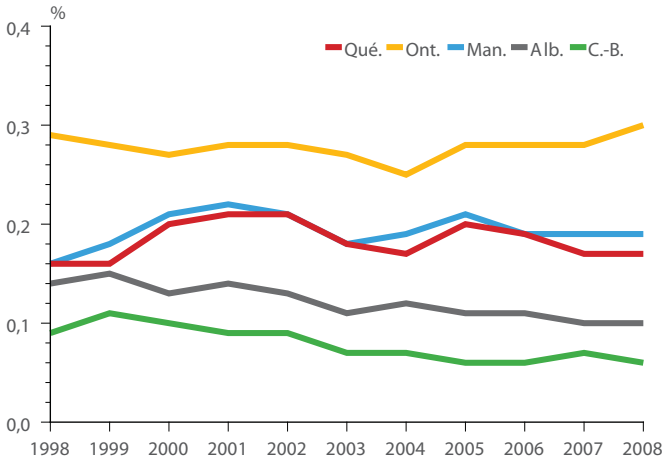
Pourquoi cet indicateur est-il important?

Le secteur de l'État a tendance à financer beaucoup plus la R-D qu'il n'en fait lui-même. Toutefois, dans certains domaines, il garde du personnel de recherche afin de pouvoir réaliser des essais indépendants de produits, de procédés et de pratiques. Le but de la plupart des travaux de recherche internes du secteur de l'État n'est pas nécessairement d'innover, mais de contrôler. Les importantes innovations mises au point par les chercheurs du secteur de l'État sont souvent transmises au secteur privé. Les dépenses de R-D du secteur de l'État en pourcentage du PIB sont un indicateur de l'investissement en R-D par le secteur de l'État par rapport à l'ensemble de l'économie.

En 2008 (dernière année pour laquelle il existe des données), l'ensemble des administrations publiques (fédérale et provinciales) du Canada a consacré 3 milliards de dollars à la R-D pour une hausse de 2,6 % par rapport à 2007. Elles ont ainsi atteint leur plus haut niveau depuis au moins 1990. En 2008, cela représentait un peu moins de 0,2 % du PIB du Canada.

Dans les provinces désignées, le secteur de l'État de l'Ontario a conservé de loin les dépenses de R-D les plus élevées en pourcentage du PIB (0,30 % en 2008) depuis au moins les 18 dernières années. Par rapport aux autres provinces, la Colombie-Britannique a toujours été au dernier rang et l'Alberta juste devant. Il en a été de même en 2008, lorsque la Colombie-Britannique a vu son ratio descendre à 0,06 %, soit environ un tiers de la moyenne canadienne (0,19 %). La même année, les ratios de l'Alberta (0,10 %), du Manitoba (0,19 %) et du Québec (0,17 %) sont demeurés inchangés, alors que celui de l'Ontario (0,30 %) a légèrement progressé.

INDICATEUR G-4
DÉPENSES DE R-D DU SECTEUR DE L'ÉTAT EN POURCENTAGE DU PIB



Source des données : Statistique Canada

Depuis au moins 20 ans, l'Ontario a les dépenses de R-D du secteur de l'État en pourcentage du PIB les plus élevées.

DÉPENSES BRUTES DE R-D

Pourquoi cet indicateur est-il important?

Le ratio des dépenses brutes de R-D par rapport à l'économie globale, aussi appelé ratio des dépenses intérieures brutes en R-D, indique à quel point un gouvernement est disposé à sacrifier la consommation courante pour essayer d'accroître la capacité future. L'évolution de la structure du ratio (la taille relative des investissements par les secteurs de l'État, des entreprises et des établissements d'enseignement supérieur) au fil du temps indique les fluctuations de l'importance accordée par les divers secteurs aux activités de R-D.

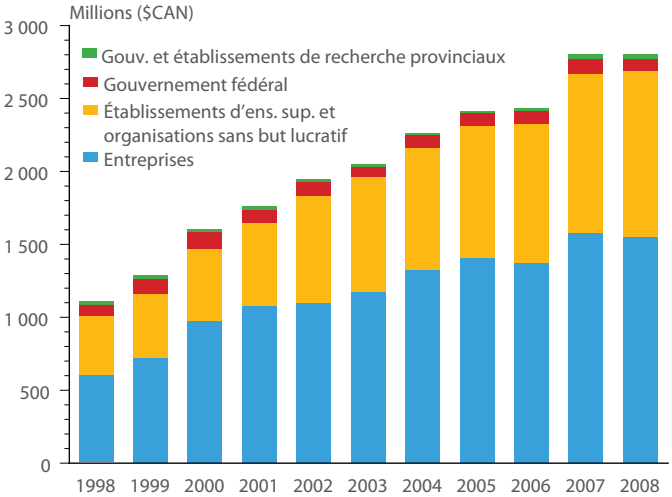
À l'échelle nationale, les dépenses brutes en recherche et développement (DIRD) sont restées au-delà de la marque des 29 milliards de dollars en 2008 (dernière année pour laquelle il existe des données). Relativement identiques (-0,1 %) à celles de l'année précédente, elles ont représenté 1,9 % du PIB du Canada cette année-là. Au cours des dix dernières années, les DIRD du Canada ont oscillé entre un plancher de 1,8 % et un plafond de 2,1 %.

Les DIRD en pourcentage du PIB du Québec et de l'Ontario ont été très semblables ces dix dernières années, mais l'écart entre les deux provinces a récemment commencé à se creuser. De 1998 à 2008, le taux de l'Ontario est passé de 2,2 à 2,4 %, tandis celui du Québec est passé de 2,2 à 2,6 %. En Colombie-Britannique et en Alberta, il est demeuré à environ 1 % du PIB jusqu'en 2000, après quoi le taux de la Colombie-Britannique a commencé à dépasser celui de l'Alberta. En 2008, le ratio de l'Alberta a été de 1 %, tandis que celui de la Colombie-Britannique a été bien plus élevé (1,4 %). À quelques exceptions près, pendant les dix dernières années, le taux du Manitoba est demeuré généralement entre 1 % et 1,2 % (1,1 % en 2008).

En 2008, en Colombie-Britannique, l'essentiel des travaux de R-D a été effectué par le secteur des entreprises (55 %). Venait ensuite le secteur de l'enseignement supérieur avec 41 %, tandis que le reste (4 %) était fait par les gouvernements fédéral et provincial. C'est aussi une tendance commune aux autres provinces désignées. En Alberta, le secteur des entreprises a mené 51 % des activités de R-D, et

celui de l'enseignement supérieur, 39 %. Toutefois, le gouvernement a assuré une part beaucoup plus importante dans les placements en R-D dans cette province (9 %) qu'en Colombie-Britannique. De même, au Manitoba, le secteur de l'enseignement supérieur s'est classé loin devant les autres provinces en matière d'activités de R-D (55 %), le secteur de l'État y a également pris une part plus importante qu'ailleurs (17 %), tandis que le secteur des entreprises arrivait loin derrière (28 %) le même secteur dans les autres provinces désignées. En 2008, au Québec (58 %) et en Ontario (55 %), le secteur des entreprises a effectué la plupart des travaux de R-D. En Colombie-Britannique, la part de l'État dans les activités de R-D est demeurée relativement stable pendant les dix dernières années, tandis que celle des secteurs des entreprises et de l'enseignement supérieur a augmenté.

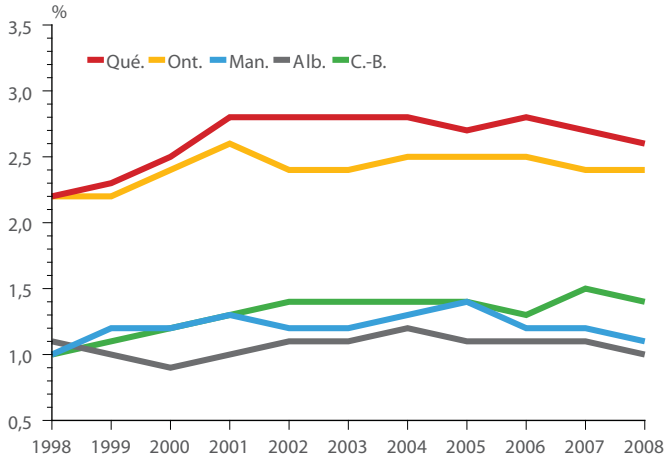
RÉPARTITION DES ACTIVITÉS DE R-D EN COLOMBIE-BRITANNIQUE, PAR SECTEUR



Source des données : Statistique Canada

Le secteur des entreprises est le principal agent de la R-D en Colombie-Britannique.

INDICATEUR G-5
DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES DE R-D EN POURCENTAGE DU PIB



Source des données : Statistique Canada

Le montant brut des dépenses de R-D en pourcentage du PIB de la Colombie-Britannique a augmenté au cours de la dernière décennie.

Indicateurs externes

Tout comme l'ensemble du pays, la Colombie-Britannique bénéficie d'un grand nombre d'immigrants bien formés et scolarisés. Le nombre d'immigrants et leur niveau de scolarité au moment de leur entrée au Canada ont augmenté ces dernières années. Un aspect également intéressant, mais plus difficile à suivre, est l'ensemble des compétences des immigrants et le type de profession qu'ils exercent.

La migration vers la Colombie-Britannique de travailleurs des autres provinces canadiennes est une bonne source de travailleurs instruits et compétents. Au début de la décennie, la province perdait des travailleurs au profit d'autres parties du pays, mais ces dernières années le flux s'est inversé et la Colombie-Britannique continue d'attirer des gens d'autres régions.

L'économie de la Colombie-Britannique est très dépendante du commerce avec les autres provinces et les pays étrangers, à la fois comme sources de biens et de services utilisés dans la province et comme marchés pour ses produits et services. Les relations commerciales jouent un rôle essentiel dans le secteur de la haute technologie, comme dans tout le reste de l'économie. Étant donné que les composantes importées servent souvent à fabriquer des produits de haute technologie, les importations de biens de haute technologie peuvent être un indicateur de la production future. Les importations de marchandises de haute technologie de la Colombie-Britannique ont beaucoup fluctué au cours des dix dernières années et sont influencées par les taux de change et le climat économique général. Cela était également vrai en 2009, en plein ralentissement économique mondial, alors que les importations ont connu la plus forte baisse des dix dernières années.

TABLEAU 5 : RÉCAPITULATION DES INDICATEURS DU SECTEUR EXTERNE

INDICATEURS	Tendance		Classement	
	Long terme	Dernière année	Cinq prov. désignées	Général
X-1 : Immigrants comptant 16 années de scolarité ou plus	↑	↓	4 sur 5	7 sur 10
X-2 : N^{BRE} médian d'années de scolarité chez les immigrants	→	↓	4 sur 5	7 sur 10
X-3 : Migration interprovinciale nette	↑	↓	1 sur 5	1 sur 10
X-4 : Valeur des import. de marchandises de haute technologie	→	↓	S.O.	S.O.

SCOLARISATION DES IMMIGRANTS

Pourquoi ces indicateurs sont-ils importants?

Les effets économiques de l'immigration dépendent des compétences et des ressources que les immigrants apportent avec eux. Deux indicateurs précis du niveau de scolarité des immigrants sont le pourcentage des immigrants âgés de 25 ans et plus possédant 16 années de scolarité ou plus (niveau suffisant pour obtenir un diplôme universitaire au Canada) et le nombre médian d'années de scolarité des immigrants âgés de 25 ans et plus à leur arrivée. Un afflux d'immigrants hautement qualifiés augmente l'offre de main-d'œuvre qualifiée et peut donner une forte impulsion aux entreprises de haute technologie. Les immigrants compensent également la perte de travailleurs qualifiés qui partent vers d'autres provinces ou quittent le Canada.

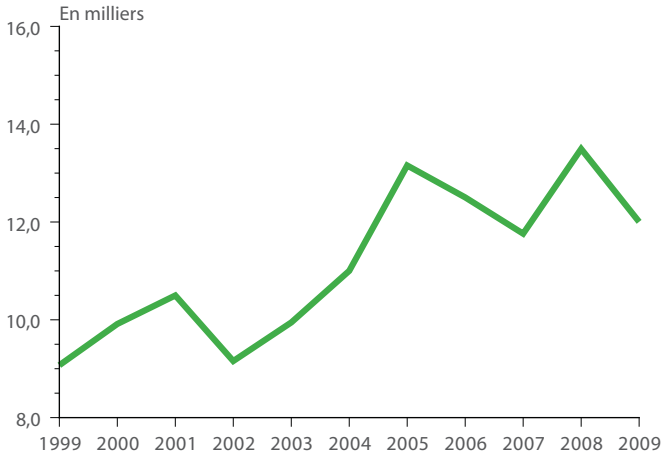
De tout temps, la Colombie-Britannique a connu des niveaux élevés d'immigration et la tendance s'est poursuivie au cours des dix dernières années jusqu'en 2010[27].

De 1999 à 2009, le nombre d'immigrants qualifiés (avec 16 années de scolarité ou plus) arrivant en Colombie-Britannique a bondi de 32 %, une augmentation beaucoup plus prononcée qu'en Ontario (10 %). Au Manitoba, l'immigration des travailleurs hautement qualifiés a triplé au cours des dix dernières années (200 % de 1999 à 2009), tandis que le Québec (160 %) et l'Alberta (155 %) ont également connu une augmentation significative du flux annuel d'immigrants. À l'échelle nationale, le nombre d'immigrants hautement qualifiés a augmenté de 50 % ces dix dernières années.

La Colombie-Britannique a certainement été une destination de choix pour les immigrants qualifiés. De 1999 à 2009, elle a accueilli un total de 122 500 immigrants comptant 16 années ou plus de scolarité, plus que toute autre province, sauf le Québec et l'Ontario, plus peuplées. La géographie joue certainement un rôle dans l'attrait qu'exerce la Colombie-Britannique sur les immigrants. L'Asie est devenue le principal continent d'immigration vers le Canada. La proximité relative avec l'Asie et l'océan Pacifique de la C.-B. par rapport au reste du Canada en fait une destination de choix.

[27] Pour obtenir plus de détails sur l'immigration, voir le site Web de BC Stats à www.bcstats.gov.bc.ca.

INDICATEUR X-1
IMMIGRANTS COMPTANT 16 ANNÉES DE SCOLARITÉ OU PLUS AU MOMENT DE LEUR ARRIVÉE EN C.-B.



Source des données : Citoyenneté et Immigration Canada

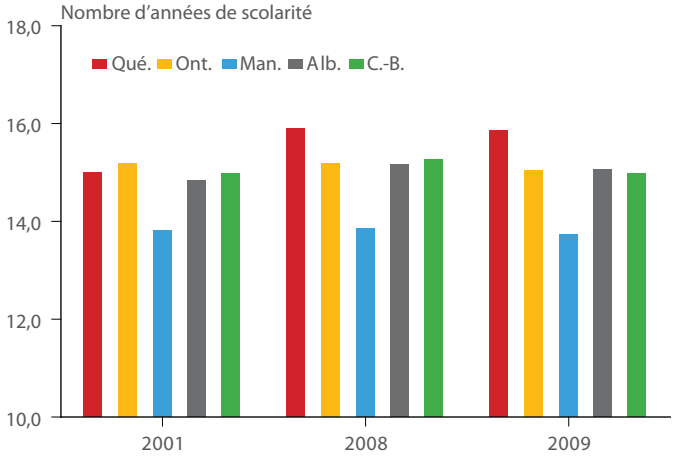
Malgré les fluctuations, au cours des dix dernières années, le nombre d'immigrants comptant 16 années de scolarité ou plus a augmenté en Colombie-Britannique.

Comme ailleurs au pays, les immigrants qui arrivent en Colombie-Britannique ont généralement un niveau de scolarité élevé. De fait, en 2009, le niveau de scolarité médian des immigrants adultes (âgés de 25 ans et plus à leur arrivée) en Colombie-Britannique était de 15 années de scolarité. Ce chiffre était légèrement inférieur à celui enregistré au Québec (15,9), qui détient le premier rang, mais relativement comparable à celui de l'Alberta et de l'Ontario (chacun 15,1). La même année, le niveau de scolarité moyen des immigrants au Manitoba (13,7) était le plus faible au pays.

Le niveau de scolarité médian des immigrants âgés de 25 ans et plus a augmenté notablement depuis les années 1990, mais il semble avoir atteint un plateau

ces dernières années. De 1999 à 2009, en Colombie-Britannique, il a augmenté légèrement, passant de 14,8 à 15 ans. Les autres provinces ont connu une tendance similaire : la moyenne canadienne est passée de 14,8 à 15,2 années d'études pendant la même période.

INDICATEUR X-2
NOMBRE MÉDIAN D'ANNÉES DE SCOLARITÉ CHEZ LES IMMIGRANTS ÂGÉS DE 25 ANS ET PLUS



Source des données : Citoyenneté et Immigration Canada

C'est au Québec que les immigrants ont le niveau de scolarité médian le plus élevé.

APERÇU DES DONNÉES DU RECENSEMENT : PLEINS FEUX SUR LES IMMIGRANTS

Il est bien évident que le Canada acquiert de nombreux travailleurs de la haute technologie grâce à l'immigration. L'analyse de Statistique Canada à partir des données du recensement de 2001 met en évidence trois facteurs qui ont considérablement influencé le marché du travail canadien au cours des dix dernières années : le vieillissement de la population, l'arrivée de nouveaux immigrants et la demande de travailleurs hautement qualifiés[28]. Cette analyse a montré qu'en 2001, 12 % des nouveaux immigrants de 25 à 44 ans travaillaient en informatique, comparativement à seulement 3 % des travailleurs nés au Canada. Les nouveaux immigrants de 25 à 44 ans dans la population active étaient également surreprésentés dans les domaines des sciences naturelles et du génie, avec 3 % en génie et 1,2 % en sciences naturelles par rapport à 1 % et 0,6 % respectivement chez les travailleurs nés au Canada.

Au Canada, une très forte proportion d'immigrants sont hautement qualifiés et, en tant que tels, jouent un rôle important dans la croissance des professions de haut niveau, qui exigent habituellement une formation universitaire. Les ingénieurs, les informaticiens, les scientifiques de l'information, les physiciens et les experts en sciences biologiques sont les piliers du secteur de la haute technologie. Le travail spécialisé fourni par les personnes formées dans ces domaines est essentiel à la recherche et au développement de procédés de production nouveaux ou plus efficaces. La répartition des diplômés de ces disciplines, ainsi que les types de professions qu'ils exercent, permettent de jauger la capacité de la province à alimenter l'économie de la haute technologie. Il faut souligner que la non-reconnaissance des titres de compétences étrangers au Canada est un problème bien documenté. Statistique Canada a noté que les immigrants instruits à l'étranger sont moins susceptibles que leurs homologues formés au Canada de travailler dans leur domaine d'études[29].

SCOLARISATION DES IMMIGRANTS

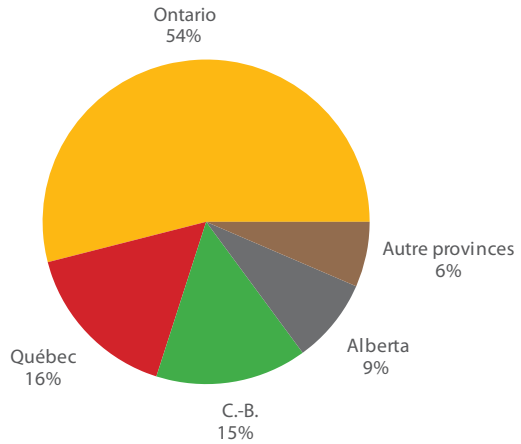
En 2006, près de la moitié (47 %) des adultes immigrants (âgés de 25 à 64 ans) ayant fait des études postsecondaires a déclaré avoir étudié dans un établissement canadien. L'autre moitié (53 %) a reçu ses diplômes en dehors du Canada, très probablement dans les pays d'origine. Parmi les immigrants qui avaient obtenu un diplôme d'études postsecondaires au Canada, 15 % avaient étudié dans un établissement de la Colombie-Britannique. La plupart ont fréquenté des établissements d'enseignement postsecondaire en Ontario (54 %), 16 % avaient étudié au Québec, tandis que l'Alberta et le Manitoba étaient les provinces de choix pour 9 et 3 % respectivement. Beaucoup d'immigrants viennent au Canada pour y étudier et le fait que 15 % d'entre eux choisissent la Colombie-Britannique témoigne de la capacité de la province d'attirer des immigrants dans son système d'éducation, ajoutant ainsi à son bassin de travailleurs de la haute technologie.

[28] Source des données : Statistique Canada, *Recensement de 2001*. Cette étude détaillée a été menée après la publication des données du recensement de 2001 et n'a pas été reprise au recensement de 2006.

[29] On trouvera une analyse sur les immigrants formés à l'étranger et sur leur niveau de scolarité, leurs compétences et leurs résultats sur le marché du travail dans le rapport de Statistique Canada intitulé *Caractéristiques et résultats sur le marché du travail des immigrants formés à l'étranger* et produit par Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation de la Direction générale de la statistique en septembre 2010.

Bien que la Colombie-Britannique ait été la province de choix pour 15 % des immigrants qui ont étudié au Canada, en 2006, elle comptait 18 % des immigrants ayant fait des études postsecondaires. Cela pourrait indiquer que la province attire les immigrants plus scolarisés qui arrivent au Canada avec un diplôme, ou encore les immigrants qui ont étudié dans d'autres provinces et qui ont ensuite décidé de déménager en Colombie-Britannique afin de poursuivre leur carrière après l'obtention de leur certificat ou de leur diplôme.

RÉPARTITION PAR PROVINCE D'ÉTUDES DES IMMIGRANTS QUI DÉTENAIENT UN DIPLÔME D'ÉTUDES POSTSECONDAIRES EN 2006



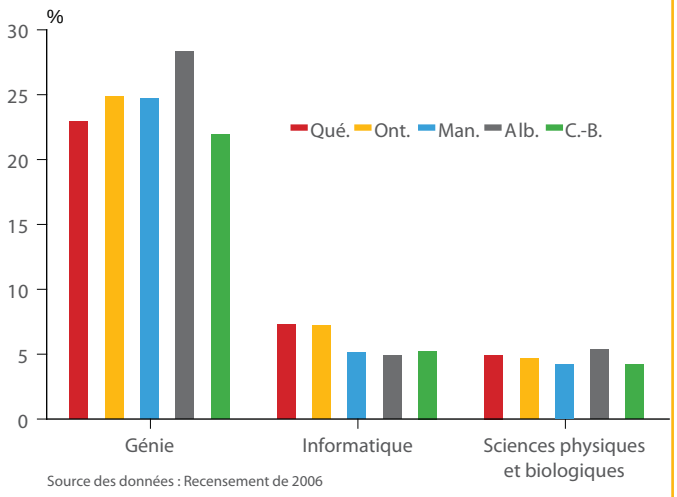
Source des données : Recensement de 2006

Quinze pour cent des immigrants qui ont obtenu leur diplôme d'études postsecondaires au Canada ont étudié en Colombie-Britannique.

En 2006, à l'échelle nationale, près d'un quart (24 %) des immigrants ayant fait des études postsecondaires de tous les types avaient reçu leur formation dans les domaines de la haute technologie de l'architecture, du génie et des technologies connexes. Sept pour cent avaient étudié en mathématiques, en informatique et en sciences de l'information, tandis que 5 % avaient étudié dans les sciences physiques et biologiques.

La répartition des immigrants diplômés diffère légèrement d'une province désignée à l'autre. Par exemple, l'Alberta semble attirer une plus grande partie des immigrants diplômés en architecture et en génie (29 %) que les autres provinces, tandis qu'en Colombie-Britannique, une proportion beaucoup plus faible d'immigrants sont formés dans ces domaines (22 %). Dans le domaine des mathématiques, de l'informatique et des sciences de l'information, la Colombie-Britannique (5 %) est à égalité avec l'Alberta et le Manitoba, mais elle attire une part beaucoup plus faible d'immigrants qualifiés dans ce domaine que le Québec et l'Ontario (7 % chacun). La proportion des immigrants ayant étudié en sciences physiques et biologiques est plus uniforme dans les provinces désignées, allant de 4 % en Colombie-Britannique et au Manitoba à 6 % en Alberta.

RÉPARTITION PAR DOMAINE D'ÉTUDES DES IMMIGRANTS QUI DÉTENAIENT UN DIPLÔME D'ÉTUDES POSTSECONDAIRES EN 2006



Source des données : Recensement de 2006

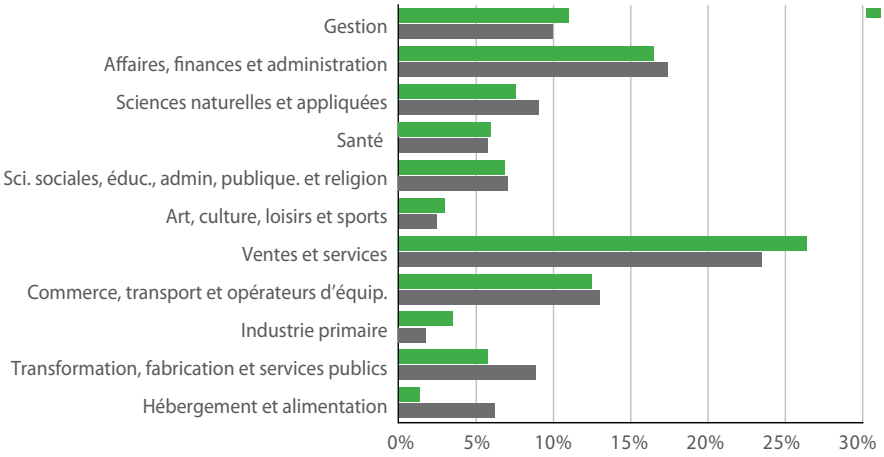
Dans chacune des provinces, le génie est le domaine choisi par la majorité des immigrants qui détiennent un diplôme d'études postsecondaires.

PROFESSION DES IMMIGRANTS

Les immigrants font depuis longtemps partie intégrante de la main-d'œuvre du pays. En 2006, plus d'un quart (27 %) des immigrants en Colombie-Britannique travaillaient dans les secteurs de la vente et des services, un ratio plus élevé que celui des autres provinces désignées et de l'ensemble du pays (24 %). De même, les immigrants en Colombie-Britannique étaient plus susceptibles que ceux des autres provinces désignées de travailler à des postes de direction, et le secteur des soins de santé y comptait une proportion légèrement plus grande de travailleurs immigrants que dans le reste du pays. En Ontario, une part beaucoup plus importante de la main-d'œuvre immigrée travaillait dans les secteurs des affaires, de la finance et de l'administration, tandis que le Québec comptait une plus forte proportion d'immigrants dans les secteurs des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et des professions religieuses. De son côté, l'Alberta comptait une forte proportion d'immigrants dans les secteurs

clés de haute technologie des sciences naturelles et appliquées, tandis que le Manitoba avait une part légèrement plus élevée d'immigrants dans les secteurs de la transformation, de la fabrication et des services publics.

RÉPARTITION PAR TYPE D'OCCUPATION DES TRAVAILLEURS IMMIGRANTS EN C.-B. ET AU CANADA, EN 2006



Source des données : Recensement de 2006

Comme dans le reste du Canada, la plupart des immigrants de la Colombie-Britannique travaillent dans les secteurs des ventes et des services.

MIGRATIONS INTERPROVINCIALES

Pourquoi cet indicateur est-il important?

Les travailleurs canadiens sont beaucoup plus libres de se déplacer à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Dans l'ensemble, les mouvements de population entre les provinces sont un indicateur général des débouchés économiques et de l'attrait perçus. Les particuliers et les familles déménagent souvent pour des raisons économiques. Ainsi, cet indicateur montre la perception générale de la force des économies provinciales et des bassins de main-d'œuvre dont peuvent tirer parti les employeurs.

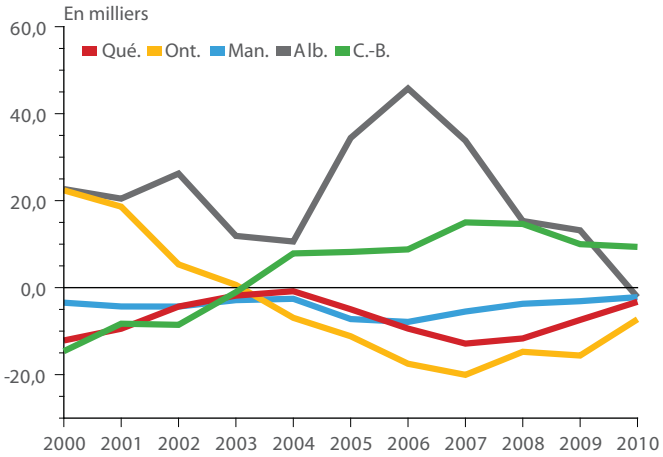
Les travailleurs qui cherchent de meilleurs débouchés économiques contribuent fortement aux migrations interprovinciales au Canada. La migration nette vers la Colombie-Britannique a atteint un sommet en 1993, avec une entrée nette de plus de 40 000 personnes. Toutefois, l'année suivante (1994) a marqué le début d'une dégringolade de la migration vers cette province. En l'an 2000, la Colombie-Britannique enregistrait une sortie nette de plus de 14 600 personnes, la plupart à destination de l'Alberta ou de l'Ontario. Pendant de nombreuses années, les tendances migratoires de la Colombie-Britannique et de l'Alberta ont été pratiquement inverses. Toutefois, ces dix dernières années, les niveaux de migration nette de la Colombie-Britannique et de l'Ontario ont montré une plus forte corrélation. L'émigration de la Colombie-Britannique s'est ralentie en 2003 et l'année suivante a vu un afflux massif de migrants venant des autres provinces. Depuis, l'apport est resté stable et, en 2010[30], la province a connu un gain net de près de 9 400 personnes, marquant la septième année consécutive de gains nets dans le domaine des migrations interprovinciales. La Colombie-Britannique a été également la seule province parmi les provinces désignées à voir un afflux net de résidants d'autres régions du pays en 2010.

Au cours des dix dernières années (de 2000 à 2010), l'Alberta a enregistré une migration annuelle nette moyenne de plus de 21 100 personnes. Pendant la même période, la Colombie-Britannique a gagné en moyenne seulement 3 760 nouveaux résidants par

[30] Les dates pour cet indicateur sont les années de recensement : 2010 fait référence à la période allant du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010.

an en provenance des autres provinces. En Ontario, le mouvement d'arrivée de nouveaux résidants à la fin des années 1990 et au début des années 2000 s'est inversé à compter de 2004; en 2007, la province a perdu plus de 20 000 résidants au profit d'autres provinces. Depuis, l'exode de l'Ontario s'est quelque peu ralenti, de sorte que, en 2010, la province a perdu beaucoup moins de résidants que par les années précédentes. De 2000 à 2010, l'Ontario a enregistré une émigration moyenne annuelle nette d'environ 4 200 personnes vers les autres provinces, tandis que le Manitoba accusait une perte annuelle moyenne de près de 4 300 personnes. Bien que la perte du Manitoba ait été semblable à celle de l'Ontario pendant la même période, elle est proportionnellement beaucoup plus importante, car sa population est beaucoup moins importante que celle de sa voisine et cet exode pourrait y entraîner des conséquences considérables. Depuis au moins 20 ans, le Québec perd des résidants au profit des autres provinces. De 2000 à 2010, il a enregistré quelque 7 100 départs par année.

INDICATEUR X-3
MIGRATION INTERPROVINCIALE NETTE



Source des données : Statistique Canada

Ces dernières années, la Colombie-Britannique et l'Ontario ont des taux de migration interprovinciale pratiquement inversées.

L'immigration et les migrations interprovinciales jouent un rôle important dans la constitution du bassin de travailleurs dans lequel les employeurs peuvent puiser. Cela devient particulièrement pertinent quand on sait que la plupart des employeurs de haute technologie de la Colombie-Britannique recrutent leurs travailleurs dans la province même. En fait, on a estimé que 40 % de ces employeurs trouvent la totalité de leur main-d'œuvre dans la province, et que 86 % y trouvent plus des trois quarts de leur main-d'œuvre. Peu d'entreprises (moins de 10 %) recrutent à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Bon nombre de propriétaires d'entreprises du secteur de la technologie estiment que la Colombie-Britannique a un bon bassin de travailleurs qualifiés, même si beaucoup reconnaissent qu'il sera peut-être nécessaire de recruter ailleurs des travailleurs d'expérience pour enrichir ce bassin[31].

[31] Pour obtenir plus d'informations sur les pratiques de recrutement et de travail dans le secteur de la haute technologie, voir le rapport de l'industrie de la BC Technology Industry Association intitulé *Tech Talent BC Labour Trends* et publié en février 2010 à l'adresse www.bctia.org/.

IMPORTATIONS DE PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE

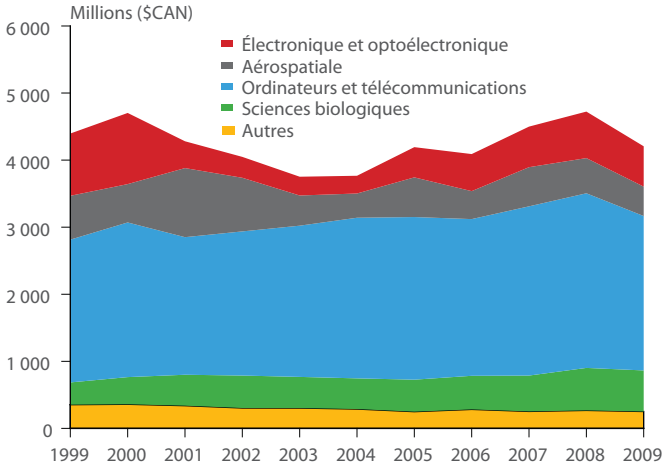
Pourquoi cet indicateur est-il important?

Même si une forte dépendance envers les importations peut créer une balance commerciale négative (la différence entre la valeur des exportations et celle des importations), les importations de biens de haute technologie sont souvent essentielles aux chaînes d'approvisionnement nationales qui transforment les produits et matériaux importés en exportations futures. Par exemple, sans les télécommunications de pointe, tout le secteur de la haute technologie serait en difficulté. De même, l'achat de technologies de fabrication informatisées pourrait supplanter les importations futures d'autres marchandises, qu'il s'agisse de haute technologie ou de basse technologie, et pourrait générer la production de marchandises en vue de l'exportation. Chose plus importante encore, les importations de haute technologie sont un moteur clé de la croissance de la productivité et de l'amélioration de la compétitivité. Bien que certaines importations de produits de technologie sont des biens de consommation, tels que les téléphones intelligents et les ordinateurs portables, destinés à l'utilisation personnelle et aux ménages, une part importante est constituée de biens et de services utilisés par les entreprises du secteur de la haute technologie.

L'importation de marchandises de haute technologie est nécessaire à la prospérité du secteur de la haute technologie de la Colombie-Britannique[32]. En 2009, les importations de produits de haute technologie y ont été évaluées à 4,4 milliards de dollars. Les ordinateurs et les produits et services de télécommunications forment la majeure partie (58 %) des importations de haute technologie. Les produits et services des sciences biologiques (13 %) et de l'aérospatiale (9 %) occupent également une place importante. Les importations de produits électroniques et optoélectroniques sont généralement en hausse depuis 2004; en 2010, elles représentaient 14 % de l'ensemble des importations de produits de haute technologie[33].

Les importations de produits de haute technologie ont augmenté régulièrement dans les années 1990, avant de commencer à décliner en 2002 et 2003, période où tout le secteur de la haute technologie subissait un ralentissement. Depuis, les importations de produits de haute technologie ont beaucoup fluctué. En 2009, pour la première fois depuis au moins 1990, elles chutaient de plus de 10 % (-10,9 %). Cette même année, le commerce international de la plupart des produits a été durement touché par la récession économique mondiale. Il n'est donc pas étonnant que le secteur de la haute technologie ait également souffert.

INDICATEUR X-4
VALEUR DES IMPORTATIONS DE MARCHANDISES DE HAUTE TECHNOLOGIE EN C.-B. (EN MILLIONS DE DOLLARS)



Source des données : BC Stats

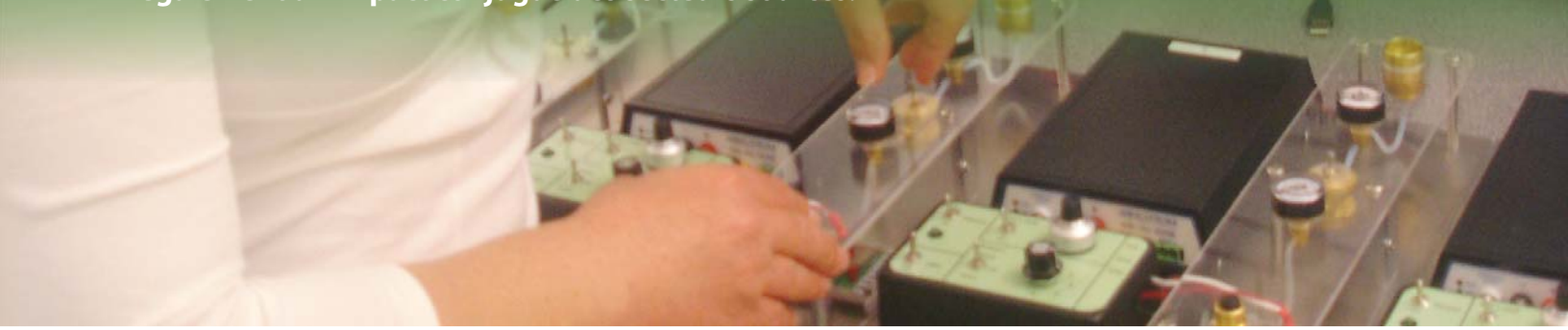
Les ordinateurs et les produits de télécommunications représentent plus de la moitié des importations de produits de haute technologie.

[32] On notera que le montant des importations n'a pas été corrigé en fonction du taux d'inflation ou de change.

[33] On trouvera une description détaillée de ce groupe de produits à l'annexe B du *Profil du secteur de la haute technologie de la Colombie-Britannique* publié en 2011.

Indicateurs du travail

La plupart des indicateurs de ce rapport sont regroupés selon le secteur qui fournit ou influence l'intrant. Toutefois, dans le cas de l'intrant travail, des indicateurs tels que le taux de chômage ne sont pas attribuables à un secteur source unique. Cette section contient un ensemble d'indicateurs qui se rapportent particulièrement au marché du travail, mais représentent également un impact conjugué des secteurs sources.



À l'échelle nationale, le taux de chômage chez les travailleurs du secteur des sciences naturelles et appliquées se situe toujours bien en deçà du taux de chômage général. Dans l'ensemble, le taux de chômage est en baisse assez constante depuis le début des années 1990. Au cours des dix dernières années, en Colombie-Britannique, le taux de chômage a connu des hauts et des bas, notamment pendant la période de pénurie de main-d'œuvre de 2006-2008 et depuis le début du ralentissement économique survenu à partir de la fin de 2008.

TABLEAU 6 : RÉCAPITULATION DES INDICATEURS DU TRAVAIL

INDICATEURS	Tendance		Classement	
	Long terme	Dernière année	Cinq prov. désignées	Général
L-1 : Taux de chômage en sciences nat. et appliquées	→	↑	5 sur 5	7 sur 10
L-2 : Nombre de chercheurs par 100 000 habitants	↑	↑	3 sur 5	3 sur 10
L-3 : Indice de la qualité de vie en 2010[∞]	→	→	S.O.	4 sur 235
L-4 : Indice général des prix dans les grandes villes[×]	↓	→	S.O.	3 sur 6

[∞] Le classement découle d'une comparaison de Vancouver avec 235 autres villes du monde.
[×] Le classement découle d'une comparaison de Vancouver avec cinq autres villes canadiennes

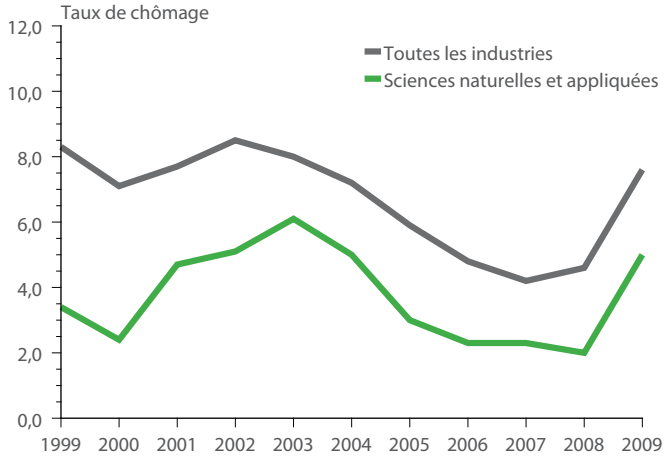
TAUX DE CHÔMAGE DANS LE SECTEUR DES SCIENCES NATURELLES ET APPLIQUÉES

Pourquoi cet indicateur est-il important?

Un faible niveau de chômage dans les professions des sciences naturelles et appliquées est souhaitable, car certains éléments de ce groupe (par exemple les informaticiens) sont les piliers de l'innovation dans l'économie de la haute technologie. Des niveaux plus élevés de chômage dans ce groupe indiquent une sous-utilisation du capital intellectuel, qui a pour effet de ralentir le rythme global d'innovation. De plus, un ratio plus faible entre le taux de chômage dans les professions des sciences naturelles et appliquées et l'ensemble de la population active indique une plus forte demande de ces spécialistes. Cela devrait attirer des travailleurs de haute technologie de l'extérieur ainsi qu'un nombre accru d'étudiants dans ces domaines. Toutefois, il convient de noter qu'un faible taux de chômage ne peut pas toujours être considéré comme un signe positif, en particulier du point de vue de la disponibilité de la main-d'œuvre. Compte tenu de la rareté de la main-d'œuvre, les employeurs potentiels peuvent préférer un taux de chômage plus élevé, car c'est un indicateur de l'existence d'un plus grand bassin de main-d'œuvre à partir duquel choisir des employés.

De 1999 à 2009, avec un sommet de 8,5 % en 2002, la Colombie-Britannique a accusé le taux de chômage annuel le plus élevé pour tous les types d'occupation. Pendant cette même période, pour l'ensemble du pays, le taux de chômage le plus élevé a été de 8,3 %, en 2009. Dans les sciences naturelles et appliquées, le taux de chômage le plus élevé a été de 6,1 % en 2003 en Colombie-Britannique, et de 4,6 % pour l'ensemble du Canada en 2009. De toute évidence, au cours des dix dernières années, les personnes employées dans les professions des sciences naturelles et appliquées ont bénéficié d'un avantage par rapport à l'emploi de la population active dans son ensemble.

INDICATEUR L-1
TAUX DE CHÔMAGE DANS LE SECTEUR DES SCIENCES NATURELLES ET APPLIQUÉES EN C.-B. (EN %)

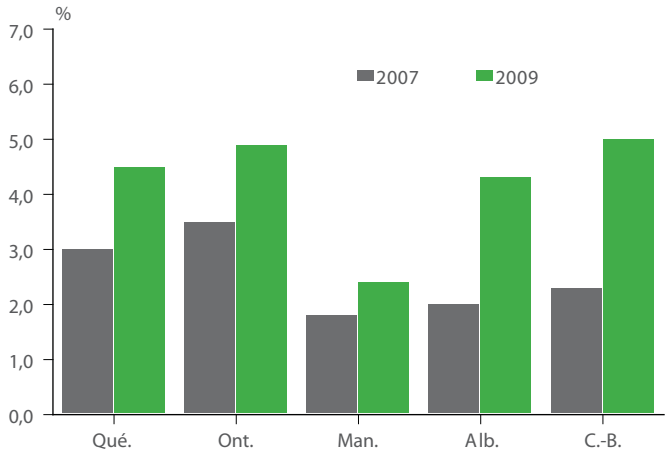


Source des données : Citoyenneté et Immigration Canada

De même que dans les autres industries, le secteur des sciences naturelles et appliquées a vu son taux de chômage grimper en 2009.

En 2009, le taux de chômage dans le secteur des sciences naturelles et appliquées en Colombie-Britannique était de 5 %, légèrement au-dessus de la moyenne nationale pour la même année (4,6 %). Il s'agit d'un saut marqué par rapport à l'année précédente, où la province a atteint son taux de chômage le plus bas dans le secteur de la haute technologie depuis au moins 1990 (2 % en 2008). En 2009, le taux de chômage en Colombie-Britannique chez les travailleurs des sciences naturelles et appliquées a été le plus élevé de toutes les provinces désignées, tandis que le Manitoba affichait le taux le plus bas (2,4 %). Bien qu'accusant un taux moins élevé que la Colombie-Britannique, l'Alberta (4,3 %), qui a eu le taux de chômage le plus bas du secteur des sciences naturelles et appliquées pendant la majeure partie des dix dernières années, a vu son taux grimper (alors qu'il était à peine de1,5 % en 2008). Le Québec et l'Ontario (4,5 % et 4,9 %, respectivement, en 2009) ont également vu leur taux augmenter en 2008 et 2009, mais pas de façon aussi radicale.

TAUX DE CHÔMAGE DANS LE SECTEUR DES SCIENCES NATURELLES ET APPLIQUÉES, EN 2007 ET 2009 (EN %)



Source des données : Statistique Canada

La disparité des taux de chômage en 2007 et 2009 reflète l'effet de la pénurie de main-d'œuvre comparativement à celui du ralentissement économique.

PERSONNEL DE LA RECHERCHE

Pourquoi cet indicateur est-il important?

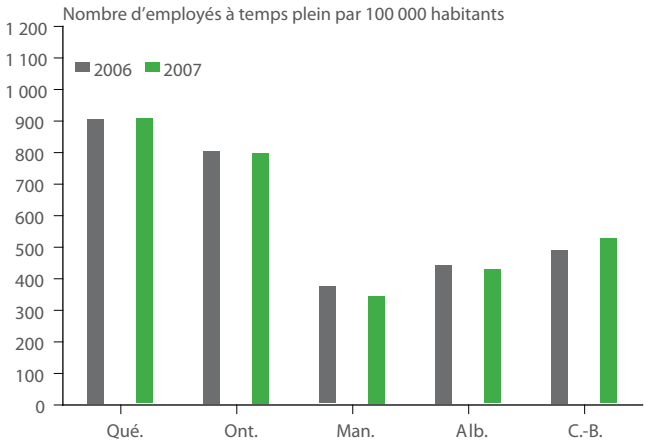
Le nombre absolu de chercheurs et de techniciens travaillant dans le secteur de la recherche est un déterminant important du nombre de découvertes scientifiques et techniques qui peuvent entraîner des demandes de brevet et, plus tard, la naissance de nouvelles entreprises ou la croissance des entreprises existantes. La structure de l'effectif de recherche est également importante pour le secteur de l'emploi, qu'il s'agisse de l'administration fédérale ou provinciale, des entreprises commerciales ou du secteur de l'enseignement supérieur. Chaque secteur a ses raisons de développer de nouvelles technologies et des méthodes de commercialisation de ses découvertes qui lui sont propres.

En 2007 (dernière année pour laquelle il existe des données), il y avait au Canada environ 694 chercheurs par tranche de 100 000 personnes travaillant dans le secteur public, les entreprises et les établissements d'enseignement supérieur.

Jusqu'en 1998, la Colombie-Britannique a tiré de l'arrière par rapport aux autres provinces désignées et par rapport à l'ensemble du pays pour le nombre de chercheurs par tranche de 100 000 habitants. Toutefois, depuis qu'elle a ravi à l'Alberta le troisième rang pour le nombre de chercheurs et de techniciens par tranche de 100 000 habitants en 2004, la province a conservé ce classement. En fait, elle n'a cessé de progresser et de creuser l'écart qui la sépare de sa voisine.

En 2007, la Colombie-Britannique comptait 22 740 chercheurs (en hausse de 9,1 % depuis 2006), soit 528 chercheurs par tranche de 100 000 habitants. La même année, l'Alberta accusait une baisse du nombre de chercheurs par tranche de 100 000 habitants (de 444 à 430), de même que le Manitoba (de 375 à 345). Pendant ce temps, l'Ontario (799) et le Québec (908) demeuraient loin en tête pour le nombre de chercheurs par tranche de 100 000 habitants. Le nombre total de chercheurs dans ces provinces a également augmenté en 2007, mais pas au même rythme qu'en Colombie-Britannique. Avec 102 260 travailleurs dans le secteur de la recherche (en hausse de 0,3 %), l'Ontario comptait, en chiffres absolus, le plus grand nombre de travailleurs dans ce domaine. Le Québec arrivait au deuxième rang avec 69 830 travailleurs (en hausse de 1,1 %). La même année, au Manitoba, le nombre de chercheurs et de techniciens a diminué de 7,2 %, passant à 4 120. En Alberta, la baisse a été moins importante (-0,7 %) pour passer à 15 090 travailleurs.

INDICATEUR L-2
NOMBRE DE CHERCHEURS PAR 100 000 HABITANTS, EN 2006 ET 2007



Source des données : Statistique Canada

En 2007, c'est en Colombie-Britannique que le nombre de chercheurs a connu la plus forte augmentation parmi les provinces désignées.

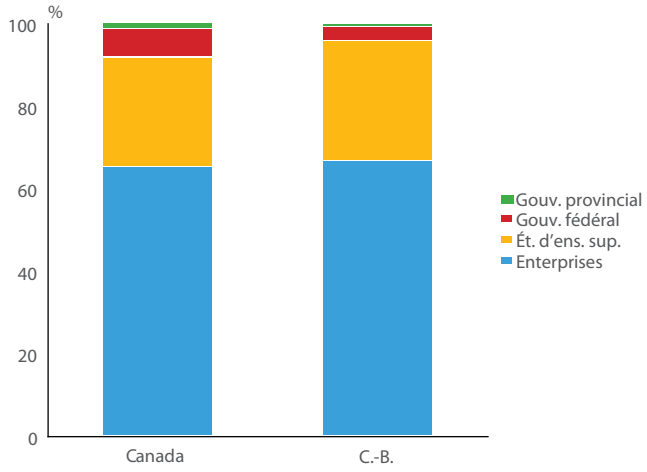
En 2007, comme par les années précédentes, les entreprises et les établissements d'enseignement supérieur comptaient le plus grand nombre de travailleurs du secteur de la recherche au Canada (65,2 % et 26,6 %, respectivement). Bien que les entreprises aient employé le plus grand nombre de chercheurs dans chacune des provinces désignées, cette proportion variait de moins de la moitié (46,4 %) au Manitoba à plus des deux tiers (70,3 %) au Québec.

Il n'est pas étonnant, en raison de la concentration d'organismes fédéraux dans la région de la capitale nationale (Ottawa), que l'Ontario ait compté une plus grande proportion du personnel de recherche de l'administration fédérale (8,5 %) que la plupart des autres provinces. Toutefois, elle était encore plus grande au Manitoba, où 13,3 % des chercheurs travaillaient pour l'administration fédérale.

En Alberta, la proportion de chercheurs qui travaillaient pour l'administration provinciale (5,6 %) était quatre fois supérieure à la moyenne canadienne (1,4 %) et près de six fois supérieure à celle de la Colombie-Britannique (0,9 %).

En Colombie-Britannique, la proportion de chercheurs dans le secteur de l'enseignement supérieur était de 29,1 %. Elle demeurait supérieure à celle de l'ensemble du Canada (26,6 %), mais bien inférieure à celle de l'Alberta (41,2 %) et du Manitoba (38,6 %).

RÉPARTITION DES TRAVAILLEURS DE LA RECHERCHE, PAR SECTEUR, EN 2007



La majeure partie des travailleurs de la recherche de la Colombie-Britannique se trouvent dans le secteur privé.

QUALITÉ DE VIE

Bien comprendre les indicateurs

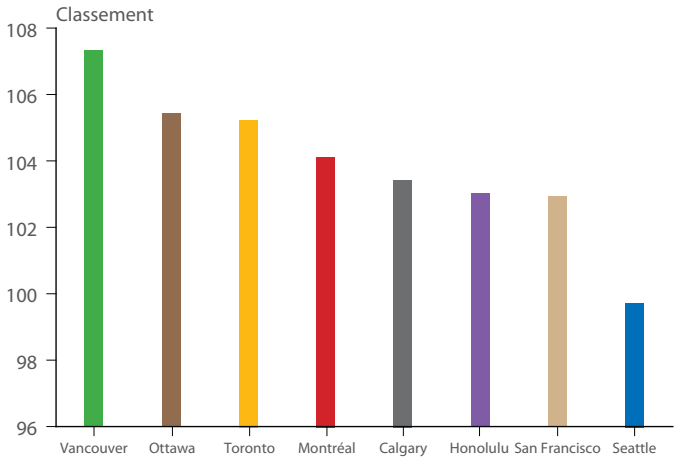
Mercer Human Resource Consulting, un grand cabinet international de gestion, a mis au point des échelles de la « qualité de vie » pour aider les entreprises à établir les primes de pénibilité. Ces primes sont souvent accordées lorsqu'une société envoie ses employés travailler à l'étranger (en particulier dans le tiers monde). L'étude de Mercer sur la qualité de vie base son classement sur 39 indicateurs, regroupés en dix catégories :

- **L'environnement politique et social (la stabilité politique, la criminalité, l'application de la loi, etc.);**
- **L'environnement économique (la réglementation des opérations de change, les services bancaires, etc.);**
- **L'environnement socioculturel (la censure, les restrictions à la liberté personnelle, etc.);**
- **Les soins médicaux et de la santé (l'accès aux médicaments et aux services médicaux, les maladies infectieuses, le traitement des eaux usées, l'élimination des déchets, la pollution de l'air, etc.);**
- **Les écoles et l'éducation (le niveau des écoles);**
- **Les services publics et les transports (l'électricité, l'eau, les transports publics, la circulation, etc.);**
- **Les loisirs (les restaurants, les théâtres, les salles de cinéma, les sports et les loisirs, etc.);**
- **Les biens de consommation (la disponibilité des aliments, les produits de consommation courante, les voitures, etc.);**
- **Le logement (le logement, les appareils ménagers, les meubles, les services d'entretien, etc.);**
- **L'environnement naturel (le climat, la fréquence des catastrophes naturelles).**

Veuillez noter que les résultats concernant les indices de la qualité de vie varient selon les méthodologies utilisées.

Vancouver, en Colombie-Britannique, est constamment classée au premier rang des villes d'Amérique du point de vue de la qualité de vie, et elle se classe parmi les premières au monde. Malgré la diversité des régions, des villes et des municipalités de la province, le classement élevé de sa métropole rejaillit sur l'ensemble de la Colombie-Britannique[34]. En outre, un grand nombre des variables de la qualité de vie sont à des niveaux aussi élevés dans la plupart des autres régions de la province. Le classement positif de Vancouver est de bon augure pour toute la province, car il lui procure un avantage concurrentiel pour attirer les travailleurs du secteur de la haute technologie.

INDICATEUR L-3
INDICE DE LA QUALITÉ DE VIE EN 2010 (NEW YORK = 100)



Source de données : Mercer Human Resource Consulting

Vancouver se classe au premier rang en Amérique pour sa qualité de vie.

[34] Les échelles de la qualité de vie de Mercer Human Resources Consulting servent uniquement au classement des grands centres urbains cibles. Toutefois, le classement d'un centre urbain peut être tout à fait représentatif des régions environnantes.

En 2010, le score de 107,4 de Vancouver à l'indice de la qualité de vie restait bien supérieur à celui d'Ottawa (105,5), de Toronto (105,3), de Montréal (104,2) et de Calgary (103,5). En ce qui concerne son classement mondial parmi les 235 villes étudiées, Vancouver est au quatrième rang (à égalité avec Auckland, en Nouvelle-Zélande), beaucoup plus haut qu'Ottawa (14e), Toronto (16e), Montréal (21e) et Calgary (28e)[35]. Les principales rivales américaines de Vancouver pour ce qui est de la capacité d'attirer des entreprises et des travailleurs de la haute technologie (notamment Seattle et San Francisco) se classent également beaucoup plus bas qu'elle à l'indice de la qualité de vie.

INDICE DE LA QUALITÉ DE VIE EN 2010 (NEW YORK = 100)

	Score	Classement mondial	Classement en Amérique
Vancouver	107,4	4	1
Ottawa	105,5	14	2
Toronto	105,3	16	3
Montréal	104,2	21	4
Calgary	103,5	28	5
Honolulu	103,1	31	6
San Francisco	103,0	32	7
Seattle	99,8	50	12

Source : Mercer Human Resource Consulting

COÛT DE LA VIE

Bien comprendre les indicateurs

L'indice des prix entre les villes compare le coût des biens de consommation et des services dans différentes régions du pays. L'indice général des prix est basé sur un ensemble de biens et de services qui représentent les dépenses d'un ménage canadien moyen. La plus importante composante de l'indice général est le logement, c.-à-d. le coût du logement acheté ou loué et les frais connexes (les assurances, l'électricité, le chauffage, etc.) Les prix observés constituent l'indice total des prix à la consommation, y compris les taxes de vente et d'accise, et sont basés sur la moyenne combinée (100) des grandes villes canadiennes.

Veuillez noter que cet indice ne tient pas compte des prix réels des maisons.

La qualité de vie élevée à Vancouver a un prix. Bien que le coût de la vie à Vancouver soit toujours considérablement plus élevé que dans beaucoup d'autres villes au pays, les prix du secteur de la vente au détail ont récemment commencé à se rapprocher de ceux du centre urbain moyen du pays[36]. En 2009, Vancouver était le quatrième centre urbain le plus cher au Canada, tant pour les prix de détail en général que ceux du logement.

En octobre 2009, tout comme en 2008, avec un indice de 101, les prix de détail à Vancouver étaient supérieurs d'un point à la moyenne (100) des grandes villes canadiennes. Parallèlement, le taux d'Edmonton a grimpé à 102 (contre 101 en 2008), dépassant celui de Vancouver pour la première fois. Le taux de Vancouver est demeuré supérieur à la moyenne, mais est demeuré sensiblement inférieur à celui d'Ottawa (103) et de Toronto (107). À l'autre bout du spectre, Winnipeg (94) et Montréal (95) ont continué de bénéficier de prix de détail inférieurs à la moyenne.

À Vancouver, les prix ont commencé à diminuer en 2007 (comparativement à la moyenne) après avoir culminé en 2001 avec un indice de 106 qui avait fait de Vancouver la deuxième ville la plus chère au pays. De 2001 à 2009, les prix de détail ont chuté, passant de six points à un point de plus que la moyenne.

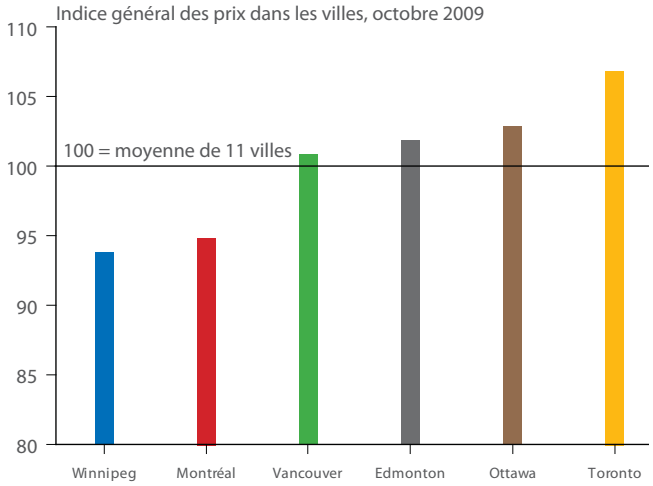
[35] On ne dispose actuellement pas de données pour Winnipeg, la plus grande ville du Manitoba.

[36] Sur la base de la moyenne des grandes villes dans chacune des dix provinces ainsi que la capitale du pays (11 villes au total).

Le coût du logement est la plus importante composante de l'indice des prix entre les villes. En 2009, le coût du logement à Vancouver était de deux points supérieur à la moyenne et occupait le quatrième rang au Canada. À Toronto, le coût du logement était de 15 points supérieur à la moyenne, tandis que Montréal et Winnipeg se classaient respectivement à 11 et 15 points sous la moyenne.

Au cours des dernières années, malgré une montée de deux points en 2009, peut-être attribuable à la venue des Jeux Olympiques de 2010, le coût du logement à Vancouver a diminué considérablement. Par exemple, en 2001, l'indice des prix entre les villes de Vancouver était supérieur de 10 points par rapport à la moyenne combinée des villes du pays, nettement plus élevé qu'en 2009.

INDICATEUR L-4
INDICE GÉNÉRAL DES PRIX DANS LES GRANDES VILLES



Source des données : Statistique Canada

À Vancouver, les prix de vente au détail se situent au-dessus de la moyenne des grandes villes du Canada, mais plus bas qu'à Edmonton, Ottawa et Toronto.

Conclusion

Par rapport à d'autres parties du pays, la Colombie-Britannique se classe assez bien quand il s'agit de fournir un environnement propre à attirer les entreprises de haute technologie.

Au chapitre du niveau d'instruction, bien que la Colombie-Britannique se retrouve dans le milieu du peloton des provinces pour la plupart de ces indicateurs, la province a progressé dans la plupart des domaines. Elle vient en tête pour l'adoption de nouvelles technologies et sa plus grande université (l'Université de la Colombie-Britannique) continue de surpasser la plupart des autres établissements du G13 au pays pour ce qui est des licences, des brevets et des démarrages d'entreprises. Toutefois, il y a encore place à amélioration pour certains des indicateurs de rendement, en particulier dans le domaine de la R-D menée par les établissements d'enseignement supérieur.

Dans le secteur des entreprises, la Colombie-Britannique a vu une augmentation générale des brevets accordés ces dernières années, mais en raison de la baisse du nombre de brevets obtenus au cours des années précédentes, elle arrive en fait derrière plusieurs autres provinces. Les entreprises du secteur de la haute technologie semblent avoir pris un coup dans l'aile à la suite de la crise économique de 2008 et de 2009. Le nombre d'entrées et d'entreprises émergentes à forte croissance a diminué, et le nombre de sorties a augmenté. Cependant, la province a commencé à intensifier ses investissements généraux et en capital de risque, et sa part a augmenté tant au niveau global que comparativement aux autres provinces et par habitant. Le secteur des entreprises de la province a également obtenu des résultats prometteurs au chapitre des investissements dans les TIC et du rendement des activités de R-D. Ces deux indicateurs ont pris de la vigueur ces dernières années, bien que la Colombie-Britannique accuse toujours un retard sur les autres provinces désignées en matière d'investissement dans les TIC.

À l'exception du rendement des activités de R-D, le secteur de l'État de la province se classe relativement bien comparativement aux autres provinces, en particulier en ce qui concerne son taux d'imposition relativement faible pour les entreprises.

Les immigrants de la province ont un bon degré de scolarité, mais il reste inférieur à celui des immigrants de beaucoup d'autres provinces, surtout ces dernières années. Toutefois, la Colombie-Britannique semble être en voie d'accroître considérablement son bassin de main-d'œuvre et se classait, en 2010, au premier rang des migrations interprovinciales nettes. Les importations de produits de haute technologie ont diminué dans la même année, alors que l'industrie éprouvait des difficultés résultant du ralentissement de l'économie.

Bien que le taux de chômage de la province dans le secteur des sciences naturelles et appliquées soit un peu élevé par rapport à plusieurs autres provinces, le nombre de chercheurs y demeure important et continue de croître. Pour ce qui est d'attirer les travailleurs, Vancouver demeure l'une des grandes villes les plus attrayantes, mais cet avantage a un prix, car le coût de la vie y est supérieur à celui des grandes villes comparables des autres provinces.

Compte tenu de l'importance du secteur de la haute technologie dans le monde d'aujourd'hui, et des possibilités de stimuler le secteur des entreprises et l'emploi dans la province, l'environnement qu'offre la Colombie-Britannique est d'une grande importance. Pour encourager la croissance du secteur de la haute technologie de la Colombie-Britannique, il faut continuer de veiller à ce que la province conserve l'environnement qui pourra attirer les entreprises de haute technologie.

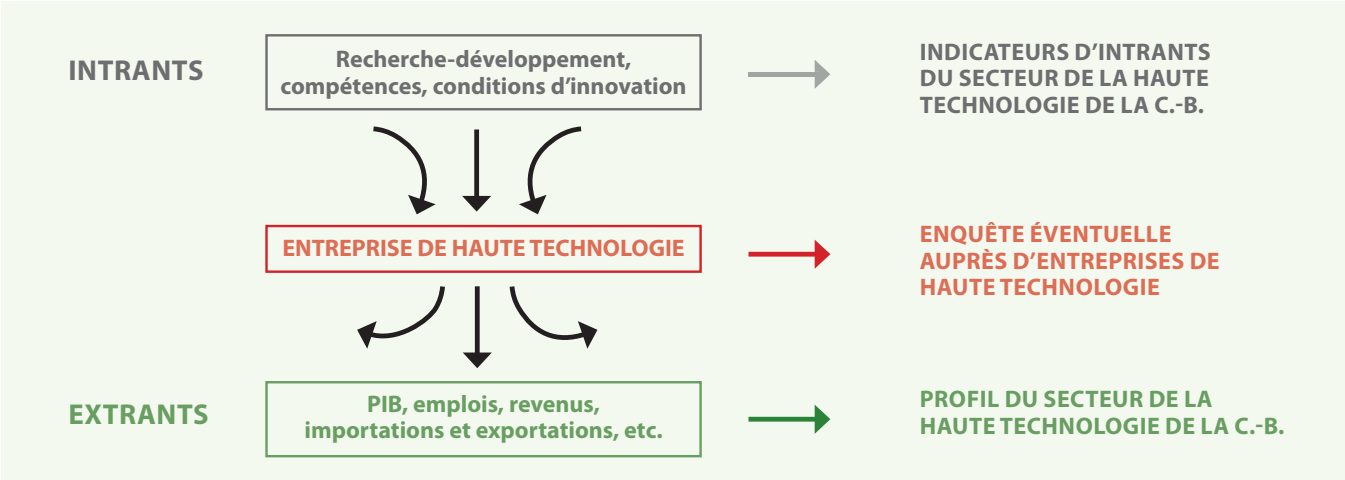
ANNEXE I

MODÈLE SECTORIEL DE BC STATS

Dans son modèle du secteur de la haute technologie (voir « Modèle du secteur de la haute technologie », ci-dessous), BC Stats a placé l'entreprise au centre du système de production de haute technologie. L'entreprise reçoit des intrants, sous forme de main-d'œuvre, de capital physique et financier, de matières premières et de pièces, et de savoir. Ce dernier peut être apporté par la main-d'œuvre (capital humain) ou d'autres intrants, ou se concrétiser sous la forme de brevets et de droits d'auteur, de livres, d'information électronique, etc. Puis, en menant ses opérations internes, l'entreprise produit des extrants. Ces derniers consistent en des produits et services, et englobent aussi (selon certains observateurs) les emplois et d'autres avantages pour la société.

Ce modèle axé sur l'entreprise sous-tend la stratégie de publication d'information de BC Stats concernant le secteur de la haute technologie, comme l'illustre le diagramme ci-dessous.

TABLEAU 7 : PRODUITS UTILISÉS PAR BC STATS POUR LA SURVEILLANCE DU SECTEUR DE LA HAUTE TECHNOLOGIE



QU'EST-CE QU'UN INDICATEUR?

Le concept d'indicateur est bien compris dans l'univers du fonctionnement des machines. Par exemple, le tableau de bord d'une automobile renferme de nombreux indicateurs. L'indicateur de vitesse mesure le principal extrant, à savoir le mouvement d'avance. Toutefois, les jauges comme l'oléomètre et l'indicateur de température de l'eau servent à évaluer le fonctionnement du moteur en tant que système. Elles permettent de prévoir la performance future du moteur et peuvent indiquer quand certains réglages seront nécessaires.

Dans le domaine de l'économie, la capacité de prédire l'avenir exige l'examen d'une succession d'événements menant à la production d'extrants particuliers et à l'élaboration d'indicateurs pour les étapes jugées comme étant les plus importantes. De la même façon, prédire l'avenir du secteur de la haute technologie nécessite la mise au point d'un modèle indiquant quels sont les moteurs de croissance du secteur, puis l'obtention d'indicateurs pour chacune des composantes de ce modèle.

Pour choisir les indicateurs, il faut tenir compte non seulement de leur place dans le modèle de croissance du secteur de la haute technologie, mais aussi de leur exactitude et de leur disponibilité. Les indicateurs doivent respecter d'autres critères également. Dans l'indice annuel (publié depuis 1997) de l'économie de l'innovation du Massachusetts, *Index of the Massachusetts Innovation Economy*[37], tous les indicateurs potentiels sont assujettis à un ensemble de cinq critères. Les indicateurs inclus dans le rapport :

- découlent de sources de données objectives et fiables;
- sont statistiquement mesurables en permanence;
- font office de baromètres reflétant les éléments fondamentaux de vitalité économique;
- sont compris et acceptés par la communauté;
- mesurent les conditions qui suscitent un vif intérêt public.

Ces critères contribuent à faire en sorte que les indicateurs deviennent utiles pour la classe politique et les citoyens, ainsi que pour les statisticiens; ce sont donc les mêmes qui ont été adoptés aux fins du présent rapport.

MODÈLE DU SECTEUR DE LA HAUTE TECHNOLOGIE

En 1998, BC Stats, l'agence de l'information, des sciences et de la technologie (BC Information, Science and Technology Agency) et le conseil des sciences de la Colombie-Britannique (Science Council of British Columbia) ont commencé à élaborer, en collaboration, un modèle du secteur de la haute technologie de la Colombie-Britannique, ainsi qu'une série d'indicateurs associés. Leurs efforts ont abouti à la rédaction de deux documents de travail. Dans le premier, les auteurs examinent des définitions du secteur de la haute technologie et des modèles de l'économie de l'innovation d'autres pays ou territoires, tandis que dans le deuxième, ils proposent un modèle à utiliser pour la Colombie-Britannique, ainsi qu'une vaste quantité d'indicateurs potentiels convenant à ce modèle[38]. Par la suite, BC Stats a simplifié le modèle et préparé une liste raccourcie d'indicateurs correspondants. Le modèle simplifié et les indicateurs servent de base à la présente publication.

Le modèle traditionnel de production économique est axé sur la terre, la main-d'œuvre et le capital, qui sont les « facteurs de production » ou les intrants dans le processus de production. Ces facteurs sont transformés par les entreprises, d'autres organisations ou des particuliers en des produits et services valorisés. Le PIB constitue la principale mesure de cette valeur et la statistique la plus couramment employée pour décrire la production des secteurs économiques. Ce modèle traditionnel peut être considéré comme une vision de l'économie fondée sur les intrants/extrants. Ces intrants proviennent de diverses sources et entrent dans un processus de production qui aboutit à des extrants[39].

L'avènement de l'« économie de l'information » a ajouté une nouvelle dimension à la production économique traditionnelle, et les quelques efforts pour la décrire semblent assez récents également. Toutefois, la vision intrants/extrants peut être immédiatement adaptée à l'économie de l'information. Dans le modèle ci-dessus, l'entreprise est au centre du système de production. Comme dans le modèle traditionnel, l'entreprise reçoit des intrants; cependant, le savoir, la technologie et l'information sont mis dans une catégorie à part qui peut englober les brevets et les droits d'auteur, les logiciels, l'information sur les méthodes de production, etc. En outre, il est entendu que les autres facteurs – la main-d'œuvre, le capital et les matières premières – renferment chacun des connaissances cruciales en quantités croissantes.

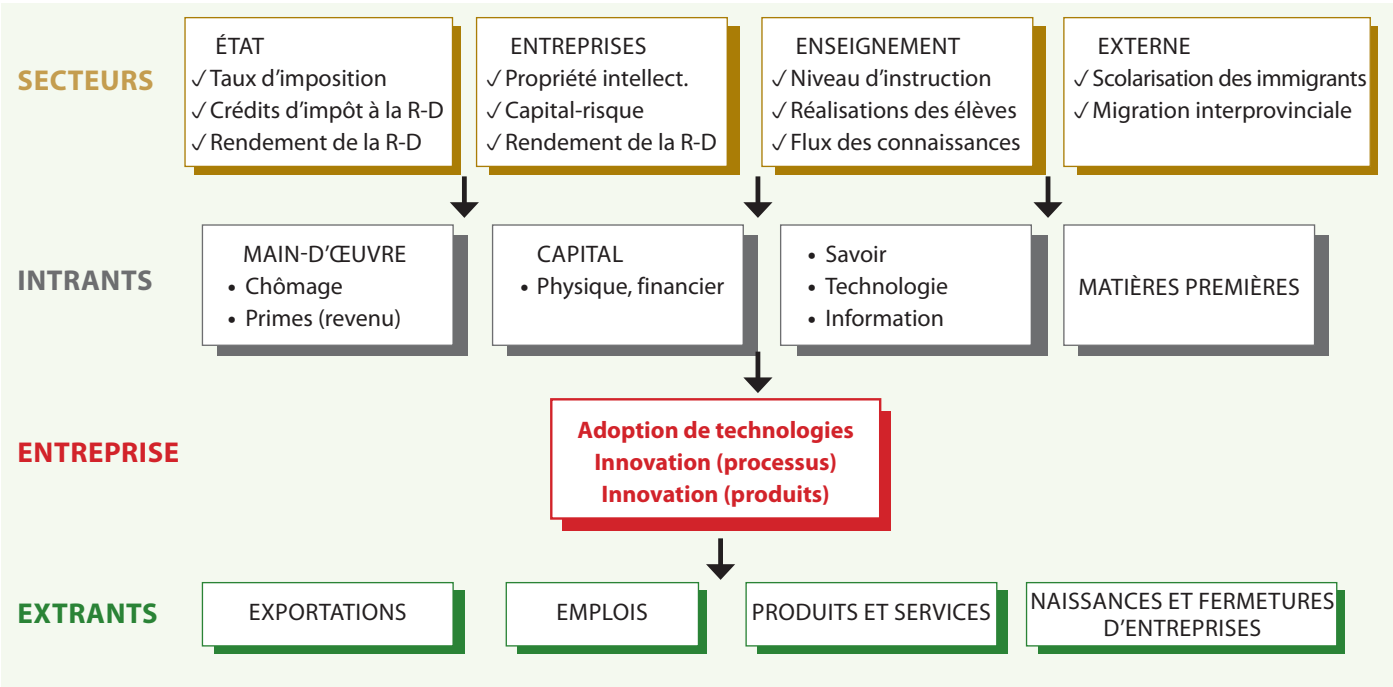
[37] Collaborative Economics and Massachusetts Technology Collaborative, *Index of the Massachusetts Innovation Economy*, 2009. Disponible à l'adresse www.masstech.org.

[38] Koebberling, Uschi et Veneranda Dettmers, « A Model of the BC High Technology Sector: Description of Factors and Linkages Affecting the Growth of the High Technology Sector in the Context of an Innovation Economy », Science Council of BC, avril 1999. Disponible à l'adresse www.llbc.leg.bc.ca/public/pubdocs/bcdocs/358283/high_technology.pdf.

[39] On l'appelle aussi le modèle néoclassique. Voir Lipsey, Richard G., et Kenneth Carlaw, « Une évaluation structuraliste des politiques technologiques – pertinence du modèle schumpétérien », document de travail n° 25, Industrie Canada, Programme des publications de recherche, novembre 1998. Disponible à l'adresse www.ic.gc.ca/eic/site/eas-aes.nsf/fra/ra01700.html.

Le diagramme va ensuite au-delà des intrants de production pour en analyser les sources (encadrés supérieurs). Par exemple, la main-d'œuvre qualifiée peut être le résultat de cours de formation suivis dans des établissements d'enseignement, à l'interne ou dans d'autres provinces ou pays. Les sources d'intrants ont été classées en quatre « secteurs ». Dans chacun, on a recensé des éléments en particulier qui ont une incidence sur les intrants de production. Ces éléments sont ceux pour lesquels on a établi des variables-indicateurs. Les éléments énumérés en gras et cochés désignent ceux pour lesquels il existe des données, recueillies par BC Stats.

TABLEAU 7 : MODÈLE DU SECTEUR DE LA HAUTE TECHNOLOGIE



Bien que les variables-indicateurs aient généralement été recensées au niveau des secteurs sources, certains indicateurs relatifs à la main-d'œuvre comme le chômage ne sont pas attribuables à un secteur source unique. Ils ont donc été regroupés dans une section « main-d'œuvre » distincte.

Après avoir obtenu les intrants voulus, l'entreprise les transforme selon un processus qui dépend de ses nombreuses caractéristiques. Certaines des caractéristiques qui comptent le plus pour les entreprises de haute technologie sont énumérées dans la boîte « Entreprise » du diagramme[40].

Enfin, l'entreprise produit et vend des biens et des services, dont certains sont consommés à l'échelon local; le reste est exporté, comme le montre la dernière rangée du diagramme. Il convient de noter que, même en utilisant un modèle simplifié comme celui susmentionné, il est possible d'imaginer un vaste nombre d'interactions. En d'autres termes, presque chaque boîte ou élément de boîte pourrait être relié par une flèche à toutes les autres boîtes ou à tous les autres éléments. Ensuite, un système statistique complet fondé sur le modèle permettrait un suivi de la circulation des personnes, de l'argent ou de l'information le long de ces voies (flèches). Une telle approche globale n'est ni pratique, ni garante d'une meilleure compréhension et de meilleures politiques. Toutefois, il existe des statistiques concernant un nombre important de ces interactions, constituant ainsi une solide base de données en vue de futurs travaux de recherche[41].

[40] Pour une étude approfondie des utilisations du savoir par les entreprises de haute technologie, voir les rapports publiés dans le cadre de la Stratégie d'innovation 2002 du Canada : *Le savoir, clé de notre avenir : le perfectionnement des compétences au Canada* et *Atteindre l'excellence : investir dans les gens, le savoir et les possibilités*, disponibles aux adresses http://publications.gc.ca/site/fra/108190/publication.html et http://publications.gc.ca/site/fra/107607/publication.html; et Schuetze, Hans, *Innovation, Skills, and Learning: A Study of Knowledge and Human Resources Management in Small and Medium Sized Enterprises in British Columbia*, Centre for Policy Studies in Education, University of British Columbia, mars 1998.

[41] Pour un examen plus approfondi de l'innovation et du rendement des entreprises canadiennes, voir le rapport d'Industrie Canada : *Innovation et stratégies d'entreprise : pourquoi le Canada n'est pas à la hauteur*, produit par le Comité d'experts sur l'innovation dans les entreprises, en collaboration avec le Conseil des académies canadiennes, juin 2009.

ANNEXE II

DÉFINITIONS DU SECTEUR DE LA HAUTE TECHNOLOGIE

Le tableau ci-dessous présente la définition du secteur de la haute technologie de la Colombie-Britannique fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord. Il s'agit de la plus récente définition élaborée pour décrire le secteur de la haute technologie de la province. Pour obtenir de plus amples précisions sur les industries et la raison pour lesquelles elles ont été incluses, voir le *Profil du secteur de la haute technologie de la Colombie-Britannique*, disponible à l'adresse http://www.bcstats.gov.bc.ca.

TABLEAU 9 : INDUSTRIES DU SECTEUR DE LA HAUTE TECHNOLOGIE

SCIAN	INDUSTRIE
Fabrication	
325189	Autres produits chimiques inorganiques
325410	Produits pharmaceutiques et médicaments
333310	Commerce et industries de services
334110	Matériel informatique et périphérique
334210	Matériel téléphonique
334220	Matériel de radiodiffusion, de télédiffusion et de communication sans fil
334290	Autres types de matériel de communication
334310	Matériel audio et vidéo
334410	Semi-conducteurs et autres composants électroniques
334511	Instruments de navigation et de guidage
334512	Appareils de mesure et de commande et appareils médicaux
334610	Fabrication et reproduction de supports magnétiques et optiques
335315	Appareillage de connexion, de commutation et de relais et de commandes d'usage industriel
335920	Fils et câbles électriques et de communication
335990	Tous les autres types de matériel et de composants électriques
336410	Produits aérospatiaux et leurs pièces
339110	Fournitures et matériel médicaux

SCIAN	INDUSTRIE
Services	
511210	Éditeurs de logiciels
512110	Production de films et de vidéos
512190	Postproduction et autres industries du film et du vidéo
515210	Télévision payante et spécialisée
517111	Fournisseurs de services de télécommunications par fil (sauf câblodistribution)
517112	Câblodistribution et autres activités de distribution d'émissions de télévision
517210	Télécommunications sans fil (sauf par satellite)
517410	Télécommunications par satellite
517910	Autres services de télécommunications
518210	Traitement de données, hébergement de données et services connexes
519130	Édition et radiodiffusion par Internet et sites portails de recherche
541330	Services de génie
541360	Services de prospection et de levés géophysiques
541370	Services d'arpentage et de cartographie (sauf les levés géophysiques)
541380	Laboratoires d'essai
541510	Conception de systèmes informatiques et services connexes
541620	Services de conseils en environnement
541690	Autres services de conseils scientifiques et techniques
541710	Recherche et développement en sciences physiques, en génie et en sciences de la vie
541720	Recherche et développement en sciences humaines et en sciences sociales

ANNEXE III : Tableaux détaillés

INDICATEURS DE L'ENSEIGNEMENT

Indicateur E-1
POURCENTAGE DE LA POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS AYANT UN DIPLÔME D'ÉTUDES SECONDAIRES

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
CANADA	71,5 %	72,6 %	73,6 %	74,4 %	75,7 %	76,3 %	77,1 %	77,4 %	78,4 %	79,0 %	79,6 %
TN	61,4 %	62,7 %	63,7 %	65,8 %	67,9 %	67,2 %	68,7 %	69,6 %	70,2 %	70,6 %	71,5 %
ÎPÉ	63,5 %	64,8 %	67,2 %	69,6 %	69,9 %	70,5 %	71,8 %	72,1 %	72,7 %	73,0 %	74,6 %
NÉ	68,1 %	69,1 %	70,9 %	70,9 %	72,4 %	73,2 %	74,1 %	74,3 %	75,6 %	75,4 %	76,1 %
NB	66,6 %	67,0 %	68,6 %	69,7 %	71,2 %	71,8 %	72,2 %	73,5 %	73,7 %	74,5 %	75,3 %
Qué.	67,2 %	68,0 %	68,9 %	70,1 %	71,8 %	72,3 %	73,5 %	74,1 %	75,2 %	75,7 %	76,1 %
Ont.	73,1 %	74,3 %	75,2 %	76,0 %	77,3 %	77,9 %	78,4 %	78,8 %	79,8 %	80,3 %	80,7 %
Man.	68,5 %	70,1 %	71,2 %	72,1 %	73,0 %	73,8 %	74,5 %	74,7 %	75,0 %	76,7 %	77,4 %
Sask.	67,9 %	69,4 %	70,2 %	71,3 %	73,2 %	73,7 %	74,7 %	74,9 %	75,7 %	76,7 %	78,0 %
Alb.	75,1 %	75,9 %	77,3 %	77,9 %	78,2 %	78,7 %	80,2 %	80,2 %	81,2 %	81,4 %	82,4 %
CB	76,7 %	77,9 %	78,7 %	79,0 %	80,0 %	80,6 %	80,8 %	80,6 %	81,5 %	82,5 %	83,3 %

Source : Statistique Canada

Indicateur E-2
POURCENTAGE DE LA POPULATION ÂGÉE DE 15 ANS ET PLUS AYANT UN DIPLÔME D'ÉTUDES POSTSECONDAIRES

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
CANADA	41,3 %	41,5 %	43,0 %	43,8 %	44,8 %	45,2 %	46,6 %	47,5 %	48,5 %	48,9 %	49,4 %
TN	37,5 %	38,1 %	39,3 %	40,9 %	43,1 %	42,2 %	43,8 %	42,8 %	43,7 %	45,0 %	46,7 %
ÎPÉ	38,6 %	38,6 %	41,2 %	42,3 %	43,4 %	45,7 %	45,1 %	45,1 %	44,8 %	44,4 %	45,9 %
NÉ	43,3 %	43,5 %	45,5 %	44,8 %	46,0 %	47,3 %	46,9 %	46,8 %	47,2 %	46,4 %	48,8 %
NB	37,7 %	37,8 %	39,1 %	38,8 %	39,8 %	41,3 %	41,5 %	43,0 %	43,4 %	45,2 %	45,4 %
Qué.	42,3 %	42,5 %	43,7 %	45,2 %	46,8 %	47,4 %	49,1 %	50,2 %	51,0 %	51,0 %	51,3 %
Ont.	41,8 %	42,3 %	43,9 %	44,7 %	45,5 %	46,0 %	47,8 %	49,0 %	50,3 %	50,6 %	50,9 %
Man.	37,1 %	36,8 %	37,6 %	37,7 %	38,4 %	38,3 %	39,0 %	39,0 %	38,6 %	40,3 %	41,1 %
Sask.	34,8 %	35,3 %	36,4 %	36,9 %	39,2 %	38,6 %	39,4 %	39,4 %	40,0 %	40,4 %	41,2 %
Alb.	42,5 %	42,2 %	44,8 %	45,2 %	44,4 %	44,1 %	45,5 %	45,6 %	47,0 %	47,8 %	48,8 %
CB	41,9 %	41,8 %	42,6 %	43,0 %	44,0 %	45,1 %	45,7 %	46,4 %	47,7 %	48,4 %	48,3 %

Source : Statistique Canada

Indicateur E-3, tableau a
RENDEMENT SCOLAIRE EN SCIENCES DES ÉLÈVES DE 13 ANS À L'ÉCHELLE DU CANADA*

	2007	Rang en 2007
Terre-Neuve-et-Labrador	485	6
Île-du-Prince-Édouard	464	10
Nouvelle-Écosse	480	7
Nouveau-Brunswick	564	1
Québec	511	3
Ontario	499	4
Manitoba	476	9
Saskatchewan	480	7
Alberta	524	2
Colombie-Britannique	488	5

*2007 est la dernière année pour laquelle il existe des données.
Source : Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

Indicateur E-3, tableau b
RENDEMENT SCOLAIRE EN MATHÉMATIQUES DES ÉLÈVES DE 13 ANS À L'ÉCHELLE DU CANADA*

	2007	Rang en 2007
Terre-Neuve-et-Labrador	478	6
Île-du-Prince-Édouard	450	10
Nouvelle-Écosse	457	9
Nouveau-Brunswick	461	7
Québec	517	1
Ontario	506	2
Manitoba	479	5
Saskatchewan	461	7
Alberta	499	3
Colombie-Britannique	484	4

*2007 est la dernière année pour laquelle il existe des données.
Source : Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

Indicateur E-4, tableau a
TOTAL DES DIPLÔMES DE 1ER CYCLE DÉCERNÉS PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	591,3	586,1	586,0	581,9	596,7	624,9	649,3	653,7	677,7	718,1	690,6
TN	609,5	619,9	575,0	577,5	575,0	591,7	593,3	614,6	694,6	695,8	665,9
ÎPÉ	376,4	489,7	475,5	537,3	479,1	540,1	570,2	628,9	612,9	645,9	655,5
NÉ	890,2	854,0	854,8	819,9	833,0	912,7	953,3	956,5	1024,7	1076,2	958,8
NB	594,5	580,7	578,1	586,7	629,3	646,4	689,8	734,3	772,0	738,1	752,8
Qué.	693,1	686,9	663,5	663,7	695,7	728,0	758,9	765,4	757,6	749,7	743,0
Ont.	607,0	591,4	595,8	592,4	598,5	629,8	653,8	677,6	713,6	818,9	767,8
Man.	559,2	535,3	525,5	528,2	516,8	565,0	596,5	584,6	626,1	633,8	663,4
Sask.	562,5	576,0	605,0	595,5	600,8	612,7	600,6	379,2	378,2	373,8	365,5
Alb.	481,1	486,5	493,0	511,3	537,6	553,7	572,9	549,4	547,8	553,9	505,8
CB	400,3	423,7	452,4	425,0	436,0	446,7	469,2	482,1	534,0	536,8	551,3

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.
Source : Statistique Canada

Indicateur E-4, tableau b
TOTAL DES DIPLÔMES DE 1ER CYCLE DÉCERNÉS*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	143 079	143 493	145 347	146 433	152 301	161 487	170 031	173 541	182 478	196 125	191 340
TN	2 679	2 709	2 502	2 499	2 487	2 565	2 577	2 667	3 003	2 991	2 865
ÎPÉ	405	531	519	591	531	603	642	714	699	741	762
NÉ	6 723	6 492	6 525	6 279	6 429	7 095	7 461	7 515	8 094	8 508	7 611
NB	3 630	3 561	3 561	3 627	3 903	4 023	4 308	4 596	4 839	4 638	4 752
Qué.	41 196	41 136	40 056	40 425	42 732	45 084	47 442	48 324	48 348	48 354	48 438
Ont.	55 149	54 534	55 950	56 805	58 527	62 607	66 042	69 507	74 286	86 454	82 218
Man.	5 001	4 821	4 767	4 824	4 755	5 247	5 604	5 538	5 982	6 117	6 477
Sask.	4 452	4 569	4 791	4 707	4 752	4 866	4 797	3 033	3 033	3 027	3 003
Alb.	10 908	11 295	11 709	12 429	13 434	14 133	14 943	14 757	15 204	15 843	14 823
CB	12 933	13 848	14 958	14 244	14 751	15 255	16 215	16 893	18 990	19 452	20 385

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données. Source : Statistique Canada

Indicateur E-5, tableau a
TOTAL DES DIPLÔMES DE 2E ET 3E CYCLES DÉCERNÉS PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	117,4	120,4	123,9	123,4	129,7	142,0	156,5	156,1	158,9	164,1	168,9
TN	72,3	92,0	98,6	83,9	95,0	94,1	122,9	105,8	137,4	138,2	124,1
ÎPÉ	-	11,1	13,7	13,6	24,4	21,5	29,3	29,1	78,9	49,7	59,4
NÉ	130,3	164,2	145,4	161,4	167,1	193,7	240,7	236,0	243,1	235,3	259,6
NB	65,4	68,0	76,0	74,2	76,4	78,6	93,7	94,4	89,0	91,2	97,9
Qué.	166,1	164,1	178,7	176,1	183,6	205,1	220,3	232,0	226,9	237,6	245,0
Ont.	116,7	119,2	118,4	118,1	123,3	132,0	139,6	141,6	141,8	146,1	157,6
Man.	71,1	68,9	63,2	62,7	79,9	63,3	69,0	77,9	78,5	86,1	84,8
Sask.	81,1	80,6	86,8	87,7	86,5	91,0	90,1	65,3	65,1	64,5	71,9
Alb.	92,5	97,6	98,5	109,3	116,6	120,0	144,1	121,3	143,4	142,4	125,8
CB	88,1	93,9	97,2	89,3	95,5	118,9	143,0	137,6	144,1	153,3	150,4

- Nul ou moins de 5 *2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données. Source : Statistique Canada

Indicateur E-5, tableau b

TOTAL DES DIPLÔMES DE 2E ET 3E CYCLES DÉCERNÉS*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	28 395	29 487	30 741	31 047	33 105	36 693	40 971	41 445	42 777	44 823	46 794
TN	318	402	429	363	411	408	534	459	594	594	534
ÎPÉ	3	12	15	15	27	24	33	33	90	57	69
NÉ	984	1 248	1 110	1 236	1 290	1 506	1 884	1 854	1 920	1 860	2 061
NB	399	417	468	459	474	489	585	591	558	573	618
Qué.	9 873	9 825	10 791	10 728	11 277	12 699	13 770	14 649	14 481	15 327	15 969
Ont.	10 599	10 989	11 115	11 328	12 060	13 125	14 097	14 520	14 763	15 426	16 881
Man.	636	621	573	573	735	588	648	738	750	831	828
Sask.	642	639	687	693	684	723	720	522	522	522	591
Alb.	2 097	2 265	2 340	2 658	2 913	3 063	3 759	3 258	3 981	4 074	3 687
CB	2 847	3 069	3 213	2 994	3 231	4 062	4 941	4 821	5 124	5 556	5 562

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

Indicateur E-6 (a), tableau a

TOTAL DES DIPLÔMES DE 1ER CYCLE DÉCERNÉS EN ARCHITECTURE, EN GÉNIE OU DANS UN DOMAINE TECHNOLOGIQUE CONNEXE PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	41,3	40,3	41,3	42,2	43,3	46,6	47,4	46,5	48,0	50,4	49,2
TN	30,0	30,9	29,0	37,4	41,6	50,5	55,9	57,4	70,8	80,3	60,7
ÎPÉ	13,9	-	-	27,3	13,5	18,8	26,6	18,5	31,6	18,3	23,2
NÉ	84,6	72,6	61,7	56,4	56,7	65,6	62,5	72,2	77,1	74,8	80,5
NB	60,9	39,1	42,4	38,3	32,4	32,8	35,1	37,9	45,0	45,8	55,1
Qué.	50,7	51,6	49,5	52,8	51,1	55,2	59,6	59,0	58,5	60,9	59,4
Ont.	44,2	42,2	44,6	45,5	49,0	52,7	52,1	51,5	53,1	57,6	54,2
Man.	27,2	23,6	22,8	24,3	24,5	24,6	28,4	25,3	27,9	25,8	30,4
Sask.	32,6	34,8	43,6	44,0	44,8	48,0	45,4	31,9	31,8	31,5	34,3
Alb.	32,8	32,2	37,5	37,4	41,2	43,6	40,5	38,4	37,7	38,5	40,3
CB	17,5	21,8	23,1	21,0	19,6	21,0	21,4	21,1	23,6	25,3	24,4

- Nul ou zéro

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

Indicateur E-6 (a), tableau b

DIPLÔMES DE 1ER CYCLE DÉCERNÉS EN ARCHITECTURE, EN GÉNIE OU DANS UN DOMAINE TECHNOLOGIQUE CONNEXE*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	9 993	9 855	10 239	10 614	11 040	12 042	12 405	12 348	12 915	13 773	13 623
TN	132	135	126	162	180	219	243	249	306	345	261
ÎPÉ	15	-	-	30	15	21	30	21	36	21	27
NÉ	639	552	471	432	438	510	489	567	609	591	639
NB	372	240	261	237	201	204	219	237	282	288	348
Qué.	3 012	3 087	2 988	3 216	3 141	3 417	3 729	3 726	3 735	3 927	3 873
Ont.	4 017	3 894	4 185	4 359	4 791	5 235	5 265	5 283	5 532	6 078	5 808
Man.	243	213	207	222	225	228	267	240	267	249	297
Sask.	258	276	345	348	354	381	363	255	255	255	282
Alb.	744	747	891	909	1 029	1 113	1 056	1 032	1 047	1 101	1 182
CB	567	714	765	705	663	717	741	738	840	915	903

- Nul ou zéro *2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données. Source : Statistique Canada

Indicateur E-6 (b), tableau a

DIPLÔMES DE 2E ET 3E CYCLES DÉCERNÉS EN ARCHITECTURE, EN GÉNIE OU DANS UN DOMAINE TECHNOLOGIQUE CONNEXE PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	12,5	12,0	12,4	12,5	14,3	16,6	19,6	20,1	19,7	19,6	19,8
TN	12,3	9,6	6,9	7,6	7,6	9,0	8,3	7,6	13,9	16,1	14,6
ÎPÉ	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NÉ	8,7	11,0	8,6	14,1	16,3	15,8	26,1	24,4	20,9	16,7	17,0
NB	7,4	7,3	9,3	7,8	6,8	9,2	12,5	15,8	14,4	12,9	10,5
Qué.	16,1	15,3	18,3	16,7	17,5	22,2	26,8	30,3	28,9	26,5	28,0
Ont.	12,2	11,8	11,5	12,3	14,8	17,3	19,5	19,5	19,1	19,4	20,5
Man.	15,8	12,0	10,3	11,5	18,6	12,0	14,7	15,5	13,8	16,8	14,7
Sask.	11,0	9,5	9,9	10,2	10,2	10,2	14,3	9,4	9,4	9,3	8,0
Alb.	10,2	11,5	10,2	11,8	14,5	15,7	21,5	16,4	18,9	24,2	19,9
CB	10,7	9,6	9,6	8,9	9,2	11,1	10,4	12,2	11,6	10,3	11,1

- Nul ou zéro *2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données. Source : Statistique Canada

Indicateur E-6 (b), tableau b

DIPLÔMES DE 2E ET 3E CYCLES DÉCERNÉS EN ARCHITECTURE, EN GÉNIE OU DANS UN DOMAINE TECHNOLOGIQUE CONNEXE*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	3 033	2 946	3 066	3 156	3 648	4 284	5 142	5 337	5 292	5 352	5 481
TN	54	42	30	33	33	39	36	33	60	69	63
ÎPÉ	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NÉ	66	84	66	108	126	123	204	192	165	132	135
NB	45	45	57	48	42	57	78	99	90	81	66
Qué.	957	918	1 107	1 017	1 074	1 377	1 674	1 914	1 845	1 707	1 827
Ont.	1 107	1 089	1 080	1 176	1 443	1 722	1 974	2 004	1 986	2 052	2 190
Man.	141	108	93	105	171	111	138	147	132	162	144
Sask.	87	75	78	81	81	81	114	75	75	75	66
Alb.	231	267	243	288	363	402	561	441	525	693	582
CB	345	315	318	297	312	378	360	429	414	375	411

- Nul ou zéro *2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données. Source : Statistique Canada

Indicateur E-7 (a), tableau a

DIPLÔMES DE 1ER CYCLE DÉCERNÉS EN MATHÉMATIQUES, EN INFORMATIQUE ET EN SCIENCES DE L'INFORMATION PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	23,1	25,3	28,3	29,6	31,8	33,2	32,7	28,5	25,8	22,8	20,6
TN	23,9	26,1	18,6	30,5	27,7	24,9	18,0	24,9	17,3	16,1	14,6
ÎPÉ	-	8,3	5,5	8,2	13,5	10,7	13,3	15,9	10,5	10,5	15,5
NÉ	33,0	34,3	36,2	30,9	33,8	41,3	40,6	43,5	34,9	25,0	25,7
NB	19,7	22,5	22,4	30,6	33,9	32,8	31,7	31,6	23,0	19,1	16,6
Qué.	27,5	31,9	34,9	33,8	35,0	32,9	29,3	24,0	21,1	18,5	17,3
Ont.	25,8	27,5	31,1	33,8	38,3	40,4	42,5	34,9	33,5	29,8	26,8
Man.	24,2	22,0	24,1	21,4	13,4	13,2	19,5	15,8	17,0	14,0	15,7
Sask.	23,1	24,6	33,3	33,8	35,7	29,5	27,8	14,6	14,6	14,4	8,4
Alb.	14,2	16,3	15,4	20,0	20,5	23,3	19,8	24,0	18,3	16,6	12,8
CB	13,3	14,0	19,0	18,4	20,9	27,1	26,0	25,5	23,5	20,9	19,4

- Nul ou zéro *2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données. Source : Statistique Canada

Indicateur E-7 (a), tableau b

DIPLÔMES DE 1ER CYCLE DÉCERNÉS EN MATHÉMATIQUES, EN INFORMATIQUE ET EN SCIENCES DE L'INFORMATION*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	5 595	6 192	7 008	7 437	8 121	8 574	8 553	7 572	6 954	6 225	5 697
TN	105	114	81	132	120	108	78	108	75	69	63
ÎPÉ	-	9	6	9	15	12	15	18	12	12	18
NÉ	249	261	276	237	261	321	318	342	276	198	204
NB	120	138	138	189	210	204	198	198	144	120	105
Qué.	1 635	1 908	2 109	2 061	2 151	2 040	1 833	1 518	1 344	1 191	1 128
Ont.	2 343	2 538	2 925	3 240	3 741	4 011	4 293	3 582	3 483	3 147	2 865
Man.	216	198	219	195	123	123	183	150	162	135	153
Sask.	183	195	264	267	282	234	222	117	117	117	69
Alb.	321	378	366	486	513	594	516	645	507	474	375
CB	429	456	627	618	708	927	900	894	834	759	717

- Nul ou zéro *2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données. Source : Statistique Canada

Indicateur E-7 (b), tableau a

DIPLÔMES DE 2E ET 3E CYCLES DÉCERNÉS EN MATHÉMATIQUES, EN INFORMATIQUE ET EN SCIENCES DE L'INFORMATION PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	5,7	6,2	5,8	6,2	7,2	7,8	9,1	9,2	9,0	8,7	8,7
TN	1,4	2,1	2,1	2,1	2,1	2,8	2,1	1,4	5,6	4,9	5,6
ÎPÉ	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NÉ	7,9	22,9	12,2	8,6	9,7	12,0	14,2	17,9	15,6	12,1	12,8
NB	4,9	4,9	4,4	4,4	6,8	6,7	4,3	7,2	6,2	8,6	5,7
Qué.	7,3	7,8	8,3	9,1	10,2	10,9	11,4	11,4	10,7	10,2	9,8
Ont.	5,7	5,9	5,7	6,1	7,1	7,7	9,4	9,9	9,5	9,1	10,0
Man.	2,7	2,7	2,6	1,3	1,6	2,3	2,6	2,9	2,8	3,1	2,5
Sask.	4,5	3,4	4,2	2,7	3,8	3,0	5,3	2,3	2,2	2,2	2,6
Alb.	4,8	3,9	3,7	4,3	5,8	6,7	9,3	7,7	9,5	8,2	7,7
CB	4,6	4,9	3,8	5,8	6,2	6,6	7,6	7,2	7,5	8,1	7,1

- Nul ou zéro *2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données. Source : Statistique Canada

Indicateur E-7 (b), tableau b

DIPLÔMES DE 2E ET 3E CYCLES DÉCERNÉS EN MATHÉMATIQUES, EN INFORMATIQUE ET EN SCIENCES DE L'INFORMATION*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	1 368	1 521	1 440	1 572	1 848	2 019	2 376	2 439	2 436	2 367	2 412
TN	6	9	9	9	9	12	9	6	24	21	24
ÎPÉ	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NÉ	60	174	93	66	75	93	111	141	123	96	102
NB	30	30	27	27	42	42	27	45	39	54	36
Qué.	435	465	504	552	627	672	711	720	684	660	642
Ont.	522	543	537	585	696	762	948	1 017	987	960	1 071
Man.	24	24	24	12	15	21	24	27	27	30	24
Sask.	36	27	33	21	30	24	42	18	18	18	21
Alb.	108	90	87	105	144	171	243	207	264	234	225
CB	150	159	126	195	210	225	261	252	267	294	264

- Nul ou zéro

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

Indicateur E-8 (a), tableau a

DIPLÔMES DE 1ER CYCLE DÉCERNÉS EN SCIENCES PHYSIQUES ET BIOLOGIQUES PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	52,3	48,3	48,1	46,5	43,1	43,5	42,7	46,1	49,5	55,2	52,7
TN	86,0	78,9	74,5	62,4	58,3	56,1	55,9	52,5	59,0	60,0	55,1
ÎPÉ	61,3	88,5	82,5	76,4	48,7	64,5	87,9	92,5	78,9	81,1	95,5
NÉ	108,8	91,6	80,6	80,3	77,7	84,9	85,1	91,6	100,3	107,4	91,1
NB	56,5	58,2	48,7	40,8	42,6	43,9	45,2	43,1	46,9	43,4	52,3
Qué.	48,0	34,2	34,8	34,5	34,4	30,1	31,9	32,3	32,2	29,6	30,5
Ont.	55,8	54,6	55,4	54,1	48,9	51,4	51,0	54,3	57,0	74,1	68,6
Man.	59,7	56,6	55,2	48,3	18,9	21,0	29,7	30,4	32,7	27,4	23,4
Sask.	34,5	41,2	36,7	33,8	31,1	34,8	32,3	25,1	25,1	24,8	32,1
Alb.	48,3	47,0	42,9	44,8	46,7	47,2	31,1	46,9	53,7	56,0	53,0
CB	37,6	40,6	44,9	41,6	40,1	39,3	40,6	44,3	53,1	49,8	49,3

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

Indicateur E-8 (a), tableau b

DIPLÔMES DE 1ER CYCLE DÉCERNÉS EN SCIENCES PHYSIQUES ET BIOLOGIQUES*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	12 651	11 826	11 925	11 712	11 013	11 244	11 178	12 231	13 320	15 066	14 607
TN	378	345	324	270	252	243	243	228	255	258	237
ÎPÉ	66	96	90	84	54	72	99	105	90	93	111
NÉ	822	696	615	615	600	660	666	720	792	849	723
NB	345	357	300	252	264	273	282	270	294	273	330
Qué.	2 856	2 046	2 103	2 103	2 115	1 863	1 992	2 037	2 058	1 908	1 989
Ont.	5 070	5 034	5 202	5 190	4 785	5 112	5 148	5 574	5 937	7 818	7 341
Man.	534	510	501	441	174	195	279	288	312	264	228
Sask.	273	327	291	267	246	276	258	201	201	201	264
Alb.	1 095	1 092	1 020	1 089	1 167	1 206	810	1 260	1 491	1 602	1 554
CB	1 215	1 326	1 485	1 395	1 356	1 341	1 404	1 551	1 887	1 803	1 824

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

Indicateur E-8 (b), tableau a

DIPLÔMES DE 2E ET 3E CYCLES DÉCERNÉS EN SCIENCES PHYSIQUES ET BIOLOGIQUES PAR 100 000 HABITANTS ÂGÉS DE 15 ANS ET PLUS*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	12,0	11,3	11,3	11,8	12,0	12,6	13,1	13,0	13,9	14,1	14,5
TN	18,4	20,6	20,0	6,9	6,9	8,3	12,4	13,1	13,9	11,9	11,9
ÎPÉ	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NÉ	15,9	11,0	8,6	12,1	10,9	12,0	14,9	17,2	19,0	19,0	16,6
NB	5,4	5,9	5,8	7,3	5,3	5,8	8,2	9,6	8,1	8,1	8,6
Qué.	14,6	14,5	14,5	17,1	17,2	18,7	19,6	19,4	19,3	20,0	20,2
Ont.	12,2	11,3	11,1	11,8	11,8	12,0	12,7	12,5	13,6	13,7	14,4
Man.	9,1	8,3	8,9	6,6	9,5	7,4	8,6	9,2	9,4	8,7	7,4
Sask.	9,5	9,8	8,7	8,0	9,1	8,7	7,1	6,0	6,0	5,9	8,4
Alb.	8,7	9,3	9,9	9,1	9,5	10,8	7,7	7,9	11,6	12,0	12,6
CB	10,2	8,7	9,4	9,0	9,0	9,5	10,6	9,7	10,4	10,6	11,4

- Nul ou zéro

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

Indicateur E-8 (b), tableau b

DIPLÔMES DE 2E ET 3E CYCLES DÉCERNÉS EN SCIENCES PHYSIQUES ET BIOLOGIQUES*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	2 901	2 778	2 802	2 982	3 066	3 255	3 441	3 444	3 735	3 849	4 017
TN	81	90	87	30	30	36	54	57	60	51	51
ÎPÉ	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NÉ	120	84	66	93	84	93	117	135	150	150	132
NB	33	36	36	45	33	36	51	60	51	51	54
Qué.	870	870	873	1 041	1 056	1 155	1 224	1 227	1 230	1 290	1 314
Ont.	1 110	1 044	1 044	1 128	1 158	1 191	1 287	1 278	1 419	1 446	1 539
Man.	81	75	81	60	87	69	81	87	90	84	72
Sask.	75	78	69	63	72	69	57	48	48	48	69
Alb.	198	216	234	222	237	276	201	213	321	342	369
CB	330	285	312	300	303	324	366	339	369	384	420

- Nul ou zéro *2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données. Source : Statistique Canada

Indicateur E-9

POURCENTAGE DES MÉNAGES POSSÉDANT UN ORDINATEUR

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	45,2	50,0	55,2	59,8	64,1	66,6	68,7	72,0	75,4	78,4	79,4
TN	34,9	39,1	42,3	48,8	50,6	51,3	55,2	60,8	66,0	65,9	69,9
ÎPÉ	32,9	39,3	40,3	48,5	52,3	57,3	63,3	65,6	69,2	72,2	71,9
NÉ	37,5	42,5	48,7	56,1	57,7	61,1	63,5	66,8	71,0	73,0	75,4
NB	32,4	37,3	44,5	48,3	49,3	53,2	57,9	61,8	67,7	70,0	72,5
Qué.	38,8	42,4	45,6	50,9	56,8	59,2	61,4	65,7	69,2	70,9	74,2
Ont.	49,1	55,2	60,9	66,2	68,4	71,7	72,6	75,8	78,3	82,7	81,1
Man.	40,9	43,7	47,2	51,2	56,4	60,5	65,1	65,5	69,5	74,6	74,6
Sask.	37,8	42,8	49,1	51,4	57,5	60,3	63,3	68,9	68,8	72,3	77,0
Alb.	50,6	57,5	61,0	65,9	70,4	72,3	73,5	76,8	83,4	82,9	85,6
CB	52,2	54,4	63,0	64,2	71,4	71,9	75,2	76,8	79,9	84,1	85,0

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données. Source : Statistique Canada

Indicateur E-10
POURCENTAGE DES MÉNAGES UTILISANT INTERNET

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	25,0	33,4	42,6	49,9	54,5	56,9	59,8	64,3	68,1	72,7	74,6
TN	21,4	23,6	30,2	39,6	39,9	40,3	44,6	52,1	57,9	60,2	65,5
ÎPÉ	17,7	27,0	31,7	39,7	42,3	48,9	51,5	58,0	62,3	64,7	67,9
NÉ	21,4	28,5	37,4	45,5	47,9	52,4	55,4	59,3	63,6	66,5	69,9
NB	20,3	25,4	33,6	40,1	41,6	44,7	47,1	52,7	58,4	62,9	65,4
Qué.	19,1	24,4	33,5	40,8	46,1	47,8	50,0	55,5	59,8	63,6	67,1
Ont.	27,4	38,5	47,9	57,1	58,9	63,0	65,0	69,4	72,0	78,1	77,4
Man.	21,9	26,7	35,3	42,1	47,0	50,0	54,6	57,6	60,6	66,2	67,3
Sask.	20,0	27,7	36,1	40,6	48,0	51,3	54,7	61,7	61,0	66,2	72,7
Alb.	29,8	40,3	47,9	55,4	60,5	61,2	66,0	69,2	76,5	77,9	81,3
CB	30,7	39,1	50,1	52,3	63,6	63,2	67,5	70,5	74,2	79,3	82,1

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

Indicateur E-11
RECETTES BRUTES TIRÉES DES LICENCES DE TECHNOLOGIE (EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS) PAR LES UNIVERSITÉS DU G13*

ÉTABLISSEMENT	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
U Dalhousie	-	-	-	-	-	25	-	148	298	516	622
U de Toronto	2 219	1 332	2 750	2 985	1 889	2 955	3 115	1 697	1 952	2 638	2 530
U d'Ottawa	-	-	-	-	-	60	255	112	340	278	915
U McMaster	408	-	413	918	731	887	976	1 527	1 455	1 506	954
U de Western Ontario	63	66	33	206	812	394	1 089	4 363	4 791	3 939	4 025
U Queens	766	1 006	8 026	4 201	4 372	4 874	6 168	895	3 499	2 059	1 271
U de Waterloo	2 197	684	619	1 172	812	827	811	778	562	448	811
U de Montréal	646	-	418	4 289	548	847	1 877	-	1 226	831	870
U McGill	646	-	714	9 927	1 528	2 046	1 515	1 579	1 487	1 558	2 585
U Laval	-	-	-	169	229	179	280	352	-	1 352	1 520
U de l'Alberta	4 218	3 640	1 618	7 621	2 109	1 470	1 090	1 054	1 135	1 761	2 041
U de Calgary	2 866	-	4 862	-	-	4 112	3 315	3 435	4 410	4 991	4 982
U de la CB	1 196	1 252	4 160	8 657	11 890	13 669	14 254	15 986	15 983	13 595	6 561

Nota : L'Université de Western Ontario comprend le Lawson Health Research Institute et le Robarts Research Institute.
L'Université McMaster comprend les centres Hamilton Health Sciences et St. Joseph's Healthcare Hamilton.
L'Université de Calgary comprend l'UTI, Incorporated.
- Nul ou données non disponibles.
*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.
Source : Association of University Technology Managers

LICENCES ET OPTIONS PRODUISANT DES RECETTES POUR LES UNIVERSITÉS CANADIENNES DU G13 (EN CHIFFRES RÉELS)*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
U Dalhousie	-	-	-	-	-	5	-	4	4	5	5
U de Toronto	53	21	27	36	21	45	32	53	55	58	53
U d'Ottawa	-	-	-	-	-	5	9	8	11	10	9
U McMaster	53	13	15	-	-	55	59	86	78	100	110
U de Western Ontario	16	16	7	28	46	17	31	41	46	52	43
U Queens	19	27	28	29	29	31	35	43	42	37	37
U de Waterloo	-	56	28	-	-	22	37	28	16	11	14
U de Montréal	13	16	22	-	-	19	23	-	25	20	13
U McGill	32	38	48	-	-	43	79	54	69	90	77
U Laval	-	-	-	-	-	12	16	18	-	19	35
U de l'Alberta	41	20	30	36	40	42	46	32	49	49	53
U de Calgary	59	53	-	-	-	85	86	31		51	48
U de la CB	59	55	70	71	73	65	90	91	90	98	77

Nota : L'Université de Western Ontario comprend le Lawson Health Research Institute et le Robarts Research Institute.
L'Université McMaster comprend les centres Hamilton Health Sciences et St. Joseph's Healthcare Hamilton.
L'Université de Calgary comprend l'UTI, Incorporated.
- Nul ou données non disponibles.
*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.
Source : Association of University Technology Managers

RECETTES BRUTES PAR LICENCE DE TECHNOLOGIE POUR LES UNIVERSITÉS DU G13 (EN MILLIERS DE $ CAN)*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
U Dalhousie	-	-	-	-	-	5	-	37	75	103	124
U de Toronto	42	63	102	83	90	66	97	32	35	45	48
U d'Ottawa	-	-	-	-	-	12	28	14	31	28	102
U McMaster	8	-	28	-	-	16	17	18	19	15	9
U de Western Ontario	4	4	5	7	18	23	35	106	104	76	94
U Queens	40	37	287	145	151	157	176	21	83	56	34
U de Waterloo	-	12	22	-	-	38	22	28	35	41	58
U de Montréal	50	-	19	-	-	45	82	-	49	42	67
U McGill	20	-	15	-	-	48	19	29	22	17	34
U Laval	-	-	-	-	-	15	17	20	-	71	43
U de l'Alberta	103	182	54	212	53	35	24	33	23	36	39
U de Calgary	49	-	-	-	-	48	39	111	-	98	104
U de la CB	20	23	59	122	163	210	158	176	178	139	85

Nota : L'Université de Western Ontario comprend le Lawson Health Research Institute et le Robarts Research Institute.
L'Université McMaster comprend les centres Hamilton Health Sciences et St. Joseph's Healthcare Hamilton.
L'Université de Calgary comprend l'UTI, Incorporated.
- Nul ou données non disponibles.
*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.
Source : Association of University Technology Managers

Indicateur E-12

TOTAL DES BREVETS AMÉRICAINS DÉLIVRÉS AUX UNIVERSITÉS CANADIENNES DU G13 (EN CHIFFRES RÉELS)*

ÉTABLISSEMENT	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
U Dalhousie	-	-	-	-	-	7	-	1	-	-	-
U de Toronto	7	6	13	13	11	3	4	8	15	16	15
U d'Ottawa	-	-	-	-	-	4	5	3	6	8	3
U McMaster	0	2	2	1	5	3	7	2	2	6	3
U de Western Ontario	5	4	3	3	1	4	7	8	8	3	6
U Queens	3	12	19	17	17	14	7	8	6	10	9
U de Waterloo	6	6	5	4	2	6	-	-	1	-	1
U de Montréal	4	13	12	11	17	11	4	-	1	4	4
U McGill	-	17	20	28	19	45	30	10	15	19	8
U Laval	-	-	-	5	9	8	11	3	-	20	4
U de l'Alberta	12	11	12	13	18	11	13	10	8	9	8
U de Calgary	6	15	13	-	-	13	6	10	7	14	3
U de la CB	22	50	23	29	29	19	18	25	14	18	13

Nota : L'Université de Western Ontario comprend le Lawson Health Research Institute et le Robarts Research Institute.
L'Université McMaster comprend les centres Hamilton Health Sciences et St. Joseph's Healthcare Hamilton.
L'Université de Calgary comprend l'UTI, Incorporated.
- Nul ou données non disponibles.
*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.
Source : Association of University Technology Managers

Indicateur E-13

JEUNES ENTREPRISES UNIVERSITAIRES CRÉÉES PAR CERTAINS ÉTABLISSEMENTS, PAR PROVINCE (EN CHIFFRES RÉELS)*

ÉTABLISSEMENT	2003	2004	2005	2006	2007	2008
U Dalhousie	-	-	-	-	-	1
U de Toronto	7	5	3	1	8	7
U d'Ottawa	1	-	1	7	5	5
U McMaster	-	-	2	-	-	-
U de Western Ontario	-	1	5	3	3	-
U Queens	-	6	3	1	1	-
U de Waterloo	13	7	2	2	2	1
U de Montréal	3	2	-	-	1	1
U McGill	5	5	1	1	1	2
U Laval	3	-	-	-	-	1
U de l'Alberta	4	3	2	3	4	2
U de Calgary	3	-	-	-	-	1
U de la CB	4	2	2	3	5	4

Nota : L'Université de Western Ontario comprend le Lawson Health Research Institute et le Robarts Research Institute.
L'Université McMaster comprend les centres Hamilton Health Sciences et St. Joseph's Healthcare Hamilton.
L'Université de Calgary comprend l'UTI, Incorporated.
- Nul ou données non disponibles.
*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.
Source : Association of University Technology Managers

RECETTES BRUTES TIRÉES PAR L'UNIVERSITÉ SIMON FRASER (EN MILLIERS DE $ CAN)
DES LICENCES DE TECHNOLOGIE, DES BREVETS AMÉRICAINS DÉLIVRÉS ET DES JEUNES ENTREPRISES CRÉÉES*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Recettes tirées des brevets de technologie (en milliers)	-	-	256	263	735	86	152	343	183	297	339
Brevets américains délivrés	2	5	3	3	4	4	3	10	2	2	-
Jeunes entreprises créées	-	-	9	-	-	4	3	1	-	3	3

- Nul ou données non disponibles.
*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.
Source : Association of University Technology Managers

RECETTES BRUTES TIRÉES PAR L'UNIVERSITÉ DE VICTORIA (EN MILLIERS DE $ CAN) DES BREVETS DE TECHNOLOGIE, DES LICENCES AMÉRICAINS DÉLIVRÉS ET DES JEUNES ENTREPRISES CRÉÉES*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Recettes tirées des brevets de technologie (en milliers)	-	-	-	-	-	130	151	178	110	160	328
Brevets américains délivrés	-	-	-	-	-	-	4	3	5	3	1
Jeunes entreprises créées	-	-	-	-	-	-	-	2	1	7	6

- Nul ou données non disponibles.
*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.
Source : Association of University Technology Managers

Indicateur E-14
DÉPENSES DE R-D DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PAR RAPPORT AU PIB (EN %)*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	0,49	0,52	0,54	0,59	0,65	0,68	0,71	0,70	0,67	0,68	0,69
TN	0,64	0,65	0,60	0,63	0,57	0,63	0,60	0,68	0,51	0,48	0,46
ÎPÉ	0,37	0,35	0,48	0,47	0,51	0,66	0,60	0,66	0,72	0,75	0,80
NÉ	0,77	0,88	0,81	0,81	0,83	0,90	0,89	0,95	1,00	0,99	1,01
NB	0,47	0,48	0,44	0,44	0,47	0,53	0,48	0,53	0,52	0,53	0,55
Qué.	0,65	0,73	0,72	0,77	0,86	0,94	0,94	0,94	0,90	0,88	0,92
Ont.	0,46	0,47	0,53	0,57	0,63	0,65	0,74	0,74	0,73	0,74	0,78
Man.	0,47	0,56	0,55	0,58	0,62	0,64	0,65	0,71	0,64	0,62	0,61
Sask.	0,47	0,57	0,67	0,71	0,75	0,67	0,60	0,50	0,47	0,45	0,48
Alb.	0,39	0,43	0,38	0,44	0,48	0,49	0,47	0,44	0,38	0,39	0,38
CB	0,34	0,37	0,38	0,42	0,53	0,54	0,53	0,53	0,53	0,56	0,57

* 2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.
Source : Statistique Canada

Indicateur E-15

SUBVENTIONS ET BOURSES DE RECHERCHE FINANCÉES PAR LES INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA, JUSQU'À L'ANNÉE DE FINANCEMENT 2010-2011

	Nbre accordé	Montant total ($)	Montant moyen ($)	Fin. par habitant
CANADA	30 183	8 134 079 701 $	269 492 $	238 $
TN	275	47 927 616 $	174 282 $	94 $
ÎPÉ	57	6 993 936 $	122 701 $	49 $
NÉ	860	193 997 721 $	225 579 $	206 $
NB	109	11 723 162 $	107 552 $	16 $
Qué.	8 639	2 361 723 897 $	273 379 $	299 $
Ont.	11 462	3 267 264 724 $	285 052 $	247 $
Man.	924	220 457 246 $	238 590 $	178 $
Sask.	541	104 784 034 $	193 686 $	100 $
Alb.	2 999	832 978 028 $	277 752 $	224 $
CB	3 781	989 444 857 $	261 689 $	218 $

Nota : Les subventions et les bourses versées pour l'année de financement 2010-2011 ont été approuvées en 2009-2010.
Les totaux correspondent au montant cumulatif du financement, du début (2000) à l'année financière 2010-2011 inclusivement.
Le montant total pour le Canada inclut les Territoires.
Le montant par habitant a été calculé d'après la population en date du 1er juillet 2010.
Source : Instituts de recherche en santé du Canada

Indicateur E-16 (a)

PROJETS DE RECHERCHE EN SCIENCES DE LA SANTÉ FINANCÉS PAR LA FONDATION CANADIENNE POUR L'INNOVATION, JUSQU'À L'ANNÉE DE FINANCEMENT 2010-2011

	Nbre de projets	Montant total ($)	Montant moyen ($)	Fin. par habitant
TOTAL	1 248	1 249 292 230 $	1 001 035 $	37 $
TN	14	12 807 508 $	914 822 $	25 $
ÎPÉ	4	274 917 $	68 729 $	2 $
NÉ	48	11 938 479 $	248 718 $	13 $
NB	6	559 558 $	93 260 $	1 $
Qué.	411	281 539 397 $	685 011 $	36 $
Ont.	439	642 652 785 $	1 463 902 $	49 $
Man.	51	15 315 417 $	300 302 $	12 $
Sask.	28	35 561 472 $	1 270 053 $	34 $
Alb.	101	100 055 566 $	990 649 $	27 $
CB	146	148 587 131 $	1 017 720	33 $

Nota : Le total représente le montant cumulatif du financement des provinces, du début du programme (1997) à l'année financière 2010-2011 inclusivement.
Le montant par habitant a été calculé d'après la population en date du 1er juillet 2010.
Source : Fondation canadienne pour l'innovation

Indicateur E-16 (b)

PROJETS DE RECHERCHE EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE FINANCÉS PAR LA FONDATION CANADIENNE POUR L'INNOVATION, JUSQU'À L'ANNÉE DE FINANCEMENT 2010-2011

	N^bre de projets	Montant total ($)	Montant moyen ($)	Fin. par habitant
TOTAL	4 639	2 127 329 018 $	458 575 $	63 $
TN	82	29 569 193 $	360 600 $	58 $
ÎPÉ	17	6 187 950 $	363 997 $	43 $
NÉ	226	84 022 884 $	371 783 $	89 $
NB	114	18 475 465 $	162 065 $	25 $
Qué.	1 064	539 459 887 $	507 011 $	68 $
Ont.	1 784	840 401 930 $	471 077 $	64 $
Man.	160	41 108 464 $	256 928 $	33 $
Sask.	185	115 221 541 $	622 819 $	110 $
Alb.	435	203 323 408 $	467 410 $	55 $
CB	572	249 558 296 $	436 291 $	55 $

Nota : Le total représente le montant cumulatif du financement des provinces, du début du programme (1997) à l'année financière 2010-2011 inclusivement.
Le montant par habitant a été calculé d'après la population en date du 1er juillet 2010.

Source : Fondation canadienne pour l'innovation

Indicateur E-17

DÉPENSES EN SUBVENTIONS ET BOURSES DU CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE DU CANADA, DE 2005-2006 À 2009-2010

						Fin. par habitant, 2009-2010
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009 -2010	
TOTAL	640 346 365 $	665 262 201 $	732 540 041 $	765 530 053 $	782 060 774 $	23 $
TN	7 632 372 $	8 075 366 $	8 996 368 $	10 317 292 $	10 702 571 $	21 $
ÎPÉ	1 001 674 $	784 732 $	831 686 $	1 072 722 $	1 135 411 $	8 $
NÉ	21 616 731 $	23 973 405 $	23 936 724 $	24 345 440 $	23 039 594 $	25 $
NB	10 569 753 $	10 999 559 $	11 046 898 $	12 696 040 $	14 103 119 $	19 $
Qué.	157 904 720 $	161 104 120 $	172 625 124 $	181 982 782 $	189 041 069 $	24 $
Ont.	244 559 647 $	258 090 073 $	284 145 661 $	294 843 830 $	302 272 879 $	23 $
Man.	15 536 899 $	16 517 416 $	19 304 977 $	19 205 167 $	18 469 663 $	15 $
Sask.	27 862 491 $	29 259 273 $	33 440 635 $	34 787 664 $	38 222 999 $	37 $
Alb.	65 638 934 $	66 236 321 $	71 829 578 $	76 643 537 $	76 751 384 $	21 $
CB	88 023 144 $	90 221 938 $	106 382 389 $	109 635 579 $	108 322 084 $	24 $

Nota : Le total représente la somme des provinces uniquement.

Source : Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada

Indicateur E-18
CHAIRES DE RECHERCHE DU CANADA, RÉPARTITION PROVINCIALE, 2010

	Nbre total de chaires actives	Titulaires de chaires actives l'ext. du Canada	% de femmes titulaires
TOTAL	1 842	543	25%
TN	22	6	36%
ÎPÉ	6	4	17%
NÉ	74	20	30%
NB	32	6	19%
Qué.	483	156	19%
Ont.	708	178	27%
Man.	56	8	29%
Sask.	36	7	31%
Alb.	170	38	25%
CB	255	120	27%

Nota : Le total représente la somme des provinces uniquement.

Source : Programme des chaires de recherche du Canada

INDICATEURS COMMERCIAUX

Indicateur B-1
BREVETS DÉLIVRÉS PAR 100 000 HABITANTS*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	2,73	4,34	3,64	4,01	3,86	4,07	4,57	4,64	5,18	5,51	5,47
TN	0,74	1,13	0,57	0,77	0,77	0,96	0,77	0,78	1,18	1,18	1,38
ÎPÉ	0,74	1,47	1,47	0,73	0,73	0,73	0,73	2,17	0,00	1,45	1,43
NÉ	0,43	1,18	0,64	0,86	1,82	1,39	1,28	2,03	2,13	1,82	2,78
NB	1,87	2,26	1,07	1,33	1,33	2,00	1,73	1,34	1,34	1,34	1,61
Qué.	2,80	4,14	3,91	4,31	4,27	4,84	4,51	4,38	4,56	5,39	4,53
Ont.	3,31	5,62	4,25	4,49	4,05	3,89	4,79	4,68	5,72	5,90	6,05
Man.	1,76	2,80	2,09	2,52	2,94	3,78	3,24	3,90	3,46	3,60	2,99
Sask.	3,24	3,25	3,28	2,70	2,61	2,51	4,91	6,14	6,15	4,20	4,64
Alb.	3,10	5,55	5,09	6,08	6,23	6,72	8,52	8,82	9,53	10,25	11,36
CB	1,91	2,57	2,57	3,09	2,81	3,20	3,08	3,36	3,56	3,81	3,47

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Office de la propriété intellectuelle du Canada

Indicateur B-2
BREVETS DÉLIVRÉS EN POURCENTAGE DES DEMANDES DE BREVETS*

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	25	26	24	25	27	29	33	34	35
TN	13	25	20	24	19	20	29	38	32
ÎPÉ	29	13	20	25	20	60	0	33	100
NÉ	18	14	29	22	24	31	38	40	33
NB	18	19	17	37	24	24	24	22	27
Qué.	23	22	22	27	23	24	26	32	30
Ont.	27	27	24	21	27	27	34	32	32
Man.	19	28	31	47	37	36	35	29	41
Sask.	36	19	22	26	40	47	46	32	39
Alb.	26	32	33	30	35	38	47	46	52
CB	24	26	20	23	22	26	28	31	30

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Office de la propriété intellectuelle du Canada

Indicateurs B-3, B-4 et B-5
NOMBRE D'ENTRÉES, DE SORTIES ET D'ENTREPRISES À FORTE CROISSANCE

Total – Économie de la C.-B.			
	2007	2008	2009
Établissements	172 372	175 003	176 124
Entrées		19 628	20 784
Sorties		16 997	19 663
Entreprises à forte croissance		980	958

Secteur de la haute technologie			
	2007	2008	2009
Établissements	8 644	8 832	8 903
Entrées		1 311	1 307
Sorties		1 123	1 236
Entreprises à forte croissance		50	46

Source : Statistique Canada

Indicateur B-6

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE RISQUE AU CANADA, PAR PROVINCE (EN MILLIONS $)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
CANADA	5 878	3 747	2 583	1 613	1 677	1 699	1 699	2 035	1 406	1 039	1 142
ATLANTIQUE	75	56	34	55	38	37	32	34	45	68	21
Qué.	1 498	997	691	531	517	538	599	612	428	429	391
Ont.	3 456	2 081	1 397	780	783	770	688	950	571	296	424
Man.	45	41	20	28	23	11	25	18	3	10	14
Sask.	21	13	47	21	36	24	17	59	21	13	9
Alb.	230	93	90	76	27	85	37	45	78	62	67
CB	553	467	304	122	254	234	301	316	261	161	216

Source : Thompson Reuters

Indicateur B-7

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE RISQUE EN POURCENTAGE DU TOTAL CANADIEN

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
ATLANTIQUE	1,3	1,5	1,3	3,4	2,3	2,2	1,9	1,7	3,2	6,5	1,9
Qué.	25,5	26,6	26,7	32,9	30,8	31,7	35,3	30,1	30,4	41,3	34,2
Ont.	58,8	55,5	54,1	48,3	46,7	45,3	40,5	46,7	40,6	28,5	37,2
Man.	0,8	1,1	0,8	1,7	1,4	0,6	1,5	0,9	0,2	0,9	1,2
Sask.	0,4	0,3	1,8	1,3	2,1	1,4	1,0	2,9	1,5	1,3	0,8
Alb.	3,9	2,5	3,5	4,7	1,6	5,0	2,1	2,2	5,5	5,9	5,9
CB	9,4	12,5	11,8	7,6	15,2	13,8	17,7	15,5	18,6	15,5	18,9

Source : Thompson Reuters

INVESTISSEMENTS CANADIENS EN CAPITAL DE RISQUE PAR HABITANT ($)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
CANADA	191,55	120,81	82,39	50,99	52,51	52,69	52,15	61,78	42,21	30,80	33,47
ATLANTIQUE	31,88	24,13	14,40	23,47	16,36	15,91	13,79	14,60	19,32	29,05	9,08
Qué.	203,55	134,77	92,84	71,00	68,57	71,02	78,53	79,66	55,18	54,85	49,40
Ont.	295,80	174,91	115,56	63,70	63,17	61,47	54,29	74,25	44,15	22,69	32,11
Man.	39,58	35,19	17,63	23,71	19,51	9,19	20,86	15,50	2,59	7,88	11,02
Sask.	20,59	12,97	47,11	21,14	35,77	23,70	17,58	59,14	20,39	12,85	8,56
Alb.	76,60	30,27	28,85	23,88	8,21	25,47	10,67	12,80	21,71	16,80	17,95
CB	136,98	114,61	74,11	29,69	61,15	55,73	70,98	73,26	59,51	35,99	47,70

Source : Thompson Reuters

Indicateur B-8

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE RISQUE CANADIENS, PAR PROVINCE ET PAR SECTEUR (EN MILLIERS $)

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Canada	Sciences bio.	840 763	705 670	477 480	416 572	432 867	451 722	517 116	631 541	398 603	215 788	298 601
	Tech. info.	4 197 244	2 542 519	1 713 139	864 893	926 180	894 317	884 845	1 038 913	653 501	497 258	483 808
	Autres tech.	142 638	213 063	106 137	97 133	113 951	120 912	149 848	202 520	218 693	135 435	224 821
	Traditionnel	697 305	286 100	286 376	234 848	204 124	232 001	147 120	161 554	135 581	190 258	134 377
C.-B.	Sciences bio.	145 894	200 589	74 862	44 267	119 778	115 534	110 684	129 025	88 251	37 073	104 190
	Tech. info.	306 457	114 018	184 897	57 199	95 446	58 820	121 541	145 503	115 978	49 240	63 406
	Autres tech.	54 044	144 899	30 158	9 663	33 560	45 430	64 825	40 968	45 663	58 627	41 270
	Traditionnel	46 890	7 682	13 807	11 285	5 325	14 092	4 150	220	11 000	15 597	7 275
Alb.	Sciences bio.	31 633	8 375	15 244	4 769	16 600	7 662	4 500	8 658	10 316	31 442	1 750
	Tech. info.	118 416	72 231	29 587	50 776	7 125	34 944	14 762	31 532	29 926	9 845	35 430
	Autres tech.	5 773	4 375	3 059	1 169	825	3 174	4 500	-	23 238	19 100	29 376
	Traditionnel	74 309	7 575	42 353	19 307	2 057	38 842	12 742	4 784	14 500	1 276	251
Sask.	Sciences bio.	1 987	685	3 256	125	11 090	3 737	5 800	32 125	-	283	3 524
	Tech. info.	3 969	108	2 750	1 550	62	2 530	6 530	-	600	-	-
	Autres tech.	280	-	-	700	656	2 700	2 000	7 727	12 500	5 687	2 768
	Traditionnel	14 505	12 175	40 956	18 688	23 870	14 579	3 115	19 300	7 569	7 250	2 660
Man.	Sciences bio.	5 314	15 675	7 090	7 874	7 540	3 481	8 080	8 400	3 127	5 812	8 814
	Tech. info.	5 300	9 446	7 240	4 575	6 523	3 141	4 354	8 320	-	-	500
	Autres tech.	350	75	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Traditionnel	34 441	15 324	6 059	15 150	8 839	4 210	12 269	1 775	-	3 800	4 300
Ont.	Sciences bio.	244 299	192 639	157 967	123 680	116 650	130 721	104 794	189 014	128 701	47 187	85 256
	Tech. info.	2 953 755	1 780 610	1 129 242	524 579	564 592	564 265	511 553	663 024	326 165	216 715	258 177
	Autres tech.	46 384	19 107	52 392	65 294	56 913	28 299	47 350	75 413	100 062	28 124	80 083
	Traditionnel	211 526	88 500	57 689	66 333	44 578	46 816	23 919	22 397	16 048	4 405	675
Qué.	Sciences bio.	398 762	276 155	199 814	228 555	158 384	187 190	270 848	254 824	153 468	86 074	87 161
	Tech. info.	755 922	523 092	346 419	180 811	222 287	212 306	221 405	180 221	161 115	199 458	120 600
	Autres tech.	35 807	44 607	20 528	20 307	21 597	41 309	22 923	72 142	34 760	14 497	66 324
	Traditionnel	307 051	152 916	124 067	101 810	114 468	97 671	84 125	105 188	78 377	129 342	116 516
ATL	Sciences bio.	12 874	11 552	19 247	7 302	2 825	3 397	12 410	9 495	14 740	7 917	7 906
	Tech. info.	53 425	43 014	13 004	45 403	30 145	18 311	4 700	10 313	19 717	22 000	5 695
	Autres tech.	-	-	-	-	400	-	8 250	6 270	2 470	9 400	5 000
	Traditionnel	8 583	1 928	1 445	2 275	4 987	15 491	6 800	7 890	8 087	28 588	2 700

- Nul ou données non disponibles.

Source : Thompson Reuters

Indicateur B-9

INVESTISSEMENTS DANS LES TIC EN POURCENTAGE DU PIB PAR PROVINCE, 1997-2007
(EN DOLLARS CHAÎNÉS DE 2002)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
CANADA	1,8	2,1	2,5	2,7	2,7	2,6	2,9	3,2	3,4	3,7	4,3
TN	1,5	1,7	2,1	1,6	1,8	1,6	2,0	2,4	2,7	2,9	3,1
ÎPÉ	1,5	1,3	1,7	2,3	2,3	2,5	2,2	2,5	3,1	3,8	4,9
NÉ	1,9	1,8	2,2	2,5	2,4	2,3	2,6	2,7	3,0	3,5	4,2
NB	1,7	2,0	2,5	2,4	2,5	2,4	2,4	2,9	3,5	3,3	3,8
Qué.	1,9	2,3	2,7	2,8	2,7	2,7	3,0	3,4	3,7	3,9	4,3
Ont.	2,1	2,2	2,6	3,0	3,1	2,9	3,1	3,5	3,7	4,1	4,8
Man.	1,4	1,6	2,4	2,3	2,3	2,6	2,6	2,9	3,0	3,3	3,9
Sask.	1,5	1,5	2,4	1,9	2,1	2,1	2,1	2,3	2,5	3,7	3,9
Alb.	1,3	2,1	2,1	2,4	2,4	2,2	2,7	2,9	3,1	3,3	3,8
CB	1,5	1,9	2,4	2,3	2,3	2,3	2,4	2,7	2,7	3,2	3,7

Source : Centre d'étude des niveaux de vie, à partir de données fournies par Statistique Canada

TOTAL DES INVESTISSEMENTS DANS LES TIC, PAR PROVINCE, 1997-2007
(EN MILLIONS DE DOLLARS CHAÎNÉS DE 2002)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
CANADA	17 474	21 080	26 110	29 809	30 750	30 114	33 544	38 358	42 388	48 003	56 561
TN	185	221	277	229	256	270	349	410	464	511	600
ÎPÉ	47	45	61	83	81	92	83	98	121	154	203
NÉ	418	409	545	626	622	633	724	754	861	988	1 216
NB	300	358	488	482	507	505	519	637	767	757	887
Qué.	3 883	4 822	5 934	6 506	6 402	6 430	7 363	8 439	9 432	10 050	11 412
Ont.	8 050	8 920	11 095	13 830	14 561	13 826	15 097	17 276	18 888	21 383	25 516
Man.	453	523	819	831	843	941	972	1 111	1 189	1 346	1 603
Sask.	502	501	820	652	723	729	757	847	982	1 430	1 531
Alb.	1 715	2 829	2 923	3 471	3 579	3 345	4 126	4 716	5 329	6 086	7 293
CB	1 866	2 358	3 021	2 986	3 052	3 204	3 406	3 911	4 177	5 120	6 059

Source : Centre d'étude des niveaux de vie, à partir de données fournies par Statistique Canada

INVESTISSEMENTS RÉELS DANS LES TIC PAR TRAVAILLEUR EN PROPORTION DE LA MOYENNE NATIONALE, EN POURCENTAGE, 1997-2007 (EN DOLLARS CHAÎNÉS DE 2002)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
CANADA	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
TN	77,0	76,4	76,2	57,4	61,0	66,3	76,8	79,4	82,7	81,3	82,5
ÎPÉ	63,4	50,2	55,9	65,6	62,2	72,3	58,8	60,8	67,8	77,3	87,5
NÉ	85,8	68,9	74,4	75,4	72,9	76,1	78,5	70,9	74,2	76,8	81,0
NB	76,2	75,7	82,7	72,1	74,6	74,9	70,7	75,6	83,4	73,2	72,9
Qué.	96,0	98,6	98,4	94,7	90,5	91,6	94,8	95,3	96,8	91,7	88,4
Ont.	119,3	109,0	108,6	117,8	119,4	116,5	113,5	113,7	112,6	113,1	115,4
Man.	67,7	65,2	83,4	74,5	73,9	84,3	79,7	80,1	78,2	78,8	80,2
Sask.	84,5	70,9	96,0	68,2	76,4	79,1	74,3	73,4	77,5	99,9	91,0
Alb.	92,7	124,8	104,5	108,5	106,7	101,8	112,3	111,6	113,9	111,7	111,0
CB	78,7	84,6	88,0	76,6	77,2	82,9	79,0	78,8	74,8	80,1	79,7

Source : Centre d'étude des niveaux de vie, à partir de données fournies par Statistique Canada

TOTAL DES INVESTISSEMENTS CANADIENS DANS LES SERVICES DE DÉVELOPPEMENT DES SCIENCES ET DE LA RECHERCHE (EN MILLIONS DE DOLLARS COURANTS DE 2002)

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
423,6	610,0	445,3	318,3	402,6	454,2	658,7	510,1	534,3	399,7	429,8

Source : Statistique Canada

Indicateur B-10

DÉPENSES DE R-D DU SECTEUR DES ENTREPRISES EN POURCENTAGE DU PIB*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	1,06	1,06	1,15	1,29	1,17	1,16	1,17	1,14	1,14	1,09	0,99
TN	0,15	0,15	0,14	0,15	0,13	0,17	0,15	0,39	0,39	0,32	0,34
ÎPÉ	0,10	0,09	0,15	0,17	0,11	0,18	0,18	0,27	0,28	0,29	0,28
NÉ	0,29	0,27	0,27	0,35	0,34	0,27	0,31	0,31	0,33	0,31	0,28
NB	0,22	0,20	0,20	0,20	0,29	0,28	0,35	0,40	0,40	0,43	0,37
Qué.	1,41	1,44	1,62	1,79	1,72	1,66	1,65	1,53	1,71	1,67	1,52
Ont.	1,43	1,42	1,56	1,74	1,48	1,51	1,52	1,53	1,45	1,36	1,29
Man.	0,33	0,46	0,39	0,49	0,42	0,40	0,46	0,48	0,42	0,42	0,31
Sask.	0,25	0,25	0,22	0,26	0,33	0,24	0,28	0,35	0,38	0,37	0,20
Alb.	0,58	0,42	0,40	0,47	0,52	0,52	0,60	0,55	0,60	0,56	0,51
CB	0,53	0,59	0,74	0,81	0,79	0,80	0,84	0,83	0,75	0,82	0,78

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

TOTAL DES DÉPENSES INTRA-MUROS DE R-D PAR PROVINCE, PAR INDUSTRIE, 2007 ($)

	ATLANTIQUE	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Total
Agriculture, foresterie, pêche, chasse	13	42	x	x	x	x	x	114
Mines et extraction du pétrole et du gaz	x	35	x	x	38	345	103	547
Services publics	x	119	x	x	x	x	x	256
Construction	x	30	42	x	x	x	x	83
Fabrication	178	2 323	4 666	125	60	332	527	8 211
Produits pharma. et médicaments	17	376	542	x	x	x	36	1 046
Matériel informatique et périphérique	x	10	49	x	0	11	x	104
Matériel de communication	2	73	1 340	0	x	x	16	1 485
Semi-conducteurs et autres composants électroniques	x	86	660	1	x	x	89	847
Instruments de navigation, de mesure et de commande, et appareils médicaux	5	123	205	10	1	8	28	380
Autres produits informatiques et électroniques	x	15	4	x	0	x	4	24
Produits aérospatiaux et leurs pièces	x	x	310	x	0	x	3	942
Services	107	2 165	2 853	63	34	377	1 071	6 670
Information et industries culturelles	42	339	736	3	3	33	415	1 571
Concept. de sys. informatiques et services connexes	18	301	713	9	3	76	120	1 240
Recherche et développement en sciences	13	478	396	19	2	53	300	1 261
TOTAL	310	4 714	7 648	193	136	1 142	1 738	15 882

x indique que des données ont été supprimées. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.
Source : Statistique Canada

INDICATEURS DU SECTEUR DE L'ÉTAT

Indicateur G-1
INDICE D'IMPOSITION DES PARTICULIERS SEULS GAGNANT 80 000 $ PAR ANNÉE ($)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
TN	30 590	29 194	28 991	28 662	28 169	28 281	29 120	28 687	26 449	24 991	24 929
ÎPÉ	28 859	26 986	26 785	26 299	25 855	25 938	26 427	25 956	24 921	24 133	24 448
NÉ	28 491	27 893	27 693	26 685	26 189	26 301	27 479	27 453	25 340	25 690	25 742
NB	28 430	27 378	26 981	25 558	25 010	25 115	25 377	25 482	24 897	23 506	23 177
Qué.	35 510	35 938	34 402	33 147	32 691	32 741	33 779	33 024	30 880	30 951	30 986
Ont.	29 258	27 022	26 533	25 688	25 667	25 667	25 943	25 369	24 742	24 506	24 687
Man.	31 266	30 034	29 607	29 863	28 127	28 127	27 112	26 437	25 787	26 360	26 321
Sask.	29 952	27 480	27 098	25 124	24 711	24 825	26 041	25 952	23 212	23 302	23 472
Alb.	25 626	23 220	22 977	22 895	22 334	22 212	21 710	21 272	20 350	19 885	19 949
CB	27 295	25 452	23 628	22 892	22 261	22 063	21 497	20 731	19 961	19 553	19 952

Source : ministère des Finances de la C.-B.

Indicateur G-2

TAUX D'IMPOSITION DES PETITES ENTREPRISES

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
TN	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0
ÎPÉ	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	5,4	4,3	2,1	1,0
NÉ	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0
NB	6,0	4,5	4,0	3,0	3,0	2,5	2,0	1,0	5,0	5,0	5,0
Qué.	8,9	9,0	9,0	9,0	8,9	8,9	8,9	8,0	8,0	8,0	8,0
Ont.	7,0	7,0	6,0	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5
Man.	7,0	7,0	5,0	5,0	5,0	5,0	4,5	3,0	2,0	1,0	0,0
Sask.	8,0	8,0	6,0	6,0	5,5	5,0	5,0	4,5	4,5	4,5	4,5
Alb.	6,0	6,0	5,0	4,5	4,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
CB	4,8	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	2,5	2,5

Source : ministère des Finances de la C.-B.

Indicateur G-3

TAUX GÉNÉRAL D'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
TN	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0
ÎPÉ	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0
NÉ	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0
NB	17,0	17,0	16,0	13,0	13,0	13,0	13,0	12,0	13,0	12,0	12,0
Qué.	9,0	9,0	9,0	9,0	8,9	8,9	8,9	9,9	11,4	11,4	11,9
Ont.	14,0	14,0	12,5	12,5	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0	14,0
Man.	17,0	17,0	16,5	16,0	15,5	15,0	15,0	14,0	14,0	12,0	12,0
Sask.	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	13,0	13,0	12,0	12,0
Alb.	15,5	15,5	13,5	13,0	12,5	11,5	11,5	10,0	10,0	10,0	10,0
CB	16,5	16,5	13,5	13,5	13,5	13,5	12,0	12,0	12,0	11,0	10,5

Source : ministère des Finances de la C.-B.

Indicateur G-4

DÉPENSES DE R-D DU SECTEUR DE L'ÉTAT EN POURCENTAGE DU PIB*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	0,21	0,21	0,21	0,21	0,21	0,19	0,18	0,20	0,20	0,19	0,19
TN	0,27	0,25	0,25	0,23	0,22	0,15	0,14	0,15	0,12	0,11	0,08
ÎPÉ	0,34	0,38	0,48	0,47	0,22	0,32	0,25	0,68	0,60	0,29	0,30
NÉ	0,39	0,34	0,38	0,29	0,30	0,25	0,29	0,23	0,25	0,23	0,23
NB	0,20	0,19	0,15	0,15	0,24	0,15	0,13	0,12	0,13	0,21	0,18
Qué.	0,16	0,16	0,20	0,21	0,21	0,18	0,17	0,20	0,19	0,17	0,17
Ont.	0,29	0,28	0,27	0,28	0,28	0,27	0,25	0,28	0,28	0,28	0,30
Man.	0,16	0,18	0,21	0,22	0,21	0,18	0,19	0,21	0,19	0,19	0,19
Sask.	0,22	0,23	0,21	0,22	0,19	0,18	0,16	0,19	0,18	0,16	0,12
Alb.	0,14	0,15	0,13	0,14	0,13	0,11	0,12	0,11	0,11	0,10	0,10
CB	0,09	0,11	0,10	0,09	0,09	0,07	0,07	0,06	0,06	0,07	0,06

* 2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

Indicateur G-5
DÉPENSES TOTALES (SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC) DE R-D EN POURCENTAGE DU PIB*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CANADA	1,76	1,80	1,91	2,09	2,04	2,04	2,07	2,04	2,00	1,96	1,87
TN	1,06	1,04	0,99	1,00	0,93	0,95	0,89	1,22	1,01	0,92	0,88
ÎPÉ	0,81	0,82	1,10	1,08	0,84	1,13	1,03	1,61	1,60	1,32	1,38
NÉ	1,45	1,47	1,47	1,45	1,48	1,42	1,50	1,49	1,59	1,53	1,51
NB	0,88	0,86	0,79	0,78	1,00	0,96	0,96	1,04	1,06	1,17	1,10
Qué.	2,22	2,33	2,54	2,77	2,79	2,78	2,76	2,67	2,80	2,72	2,61
Ont.	2,18	2,17	2,36	2,59	2,38	2,43	2,51	2,54	2,46	2,38	2,37
Man.	0,96	1,20	1,15	1,30	1,24	1,21	1,30	1,40	1,24	1,22	1,11
Sask.	0,94	1,05	1,11	1,20	1,27	1,09	1,04	1,03	1,04	0,98	0,81
Alb.	1,10	1,00	0,91	1,05	1,14	1,12	1,19	1,10	1,09	1,05	0,99
CB	0,96	1,07	1,22	1,32	1,41	1,41	1,44	1,42	1,33	1,46	1,42

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

PROFIL DES DÉPENSES TOTALES DE R-D DE LA C.-B. (EN MILLIONS $)*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Entreprises	608	714	973	1 079	1 093	1 171	1 324	1 402	1 364	1 579	1 541
Enseignement sup. et sec. privé sans but luc.	396	444	497	562	736	785	832	904	959	1 083	1 136
Gouvernement fédéral	84	106	111	97	99	80	91	91	91	108	93
Provinces et établissements de recherche	24	26	25	22	20	15	16	18	18	30	33

*2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

INDICATEURS DU SECTEUR EXTÉRIEUR

Indicateur X-1
POURCENTAGE D'IMMIGRANTS DE 25 ANS ET PLUS POSSÉDANT AU MOINS 16 ANNÉES DE SCOLARITÉ

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
CANADA	40,1	42,3	43,4	45,0	44,6	47,1	46,7	44,8	44,8	46,2	44,0
TN	48,0	52,1	41,4	45,0	47,2	45,9	45,7	52,9	47,1	52,5	57,8
ÎPÉ	27,1	29,9	38,1	27,1	38,1	52,8	51,3	40,3	36,3	37,6	33,5
NÉ	41,7	45,6	48,6	51,2	53,6	57,9	57,1	54,1	50,4	57,7	51,5
NB	45,0	42,1	45,3	49,5	45,2	50,2	52,3	55,8	49,4	52,8	50,0
Qué.	38,7	40,5	44,2	49,6	51,9	53,0	52,9	51,8	54,0	55,3	53,2
Ont.	41,7	44,2	44,6	45,8	44,3	46,9	46,4	43,3	42,9	44,7	43,1
Man.	31,3	29,9	28,5	31,2	27,7	29,4	29,2	26,9	25,1	28,2	25,6
Sask.	40,0	39,3	41,2	40,4	43,0	48,0	43,5	41,7	32,9	32,5	28,5
Alb.	38,4	39,4	39,8	41,1	38,5	43,5	43,8	44,2	42,9	44,5	43,3
CB	38,0	39,8	40,9	40,4	42,5	44,6	45,1	44,4	45,3	45,7	42,6

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

Indicateur X-2

NOMBRE MÉDIAN D'ANNÉES DE SCOLARITÉ DES IMMIGRANTS DE 25 ANS ET PLUS

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
CANADA	14,8	15,0	15,1	15,2	15,2	15,4	15,4	15,2	15,2	15,3	15,2
TN	15,4	15,9	14,7	15,3	15,6	15,2	15,1	15,8	15,5	15,9	16,3
ÎPÉ	13,2	13,1	14,1	12,9	14,4	15,7	15,6	14,7	14,3	14,5	14,2
NÉ	14,7	15,1	15,5	15,7	15,8	16,0	15,9	15,8	15,8	16,0	15,8
NB	15,1	14,8	15,0	15,6	15,1	15,6	15,7	15,8	15,5	15,7	15,6
Qué.	14,4	14,6	15,0	15,6	15,7	15,8	15,8	15,7	15,8	15,9	15,9
Ont.	15,0	15,2	15,2	15,3	15,2	15,4	15,3	15,1	15,1	15,2	15,1
Man.	13,9	13,8	13,8	14,0	13,6	13,9	13,9	13,9	13,8	13,8	13,7
Sask.	14,5	14,5	14,8	14,7	15,0	15,5	15,1	14,5	13,9	14,0	13,8
Alb.	14,7	14,8	14,9	15,0	14,8	15,1	15,2	15,2	15,1	15,2	15,1
CB	14,8	15,0	15,0	15,0	15,1	15,2	15,3	15,2	15,3	15,3	15,0

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

Aperçu des données du recensement, tableau 1.

IMMIGRANTS ÂGÉS DE 25 À 64 ANS AYANT FAIT DES ÉTUDES POSTSECONDAIRES, PAR DOMAINE D'ÉTUDE, 2006

	Total/tous les dom.	Enseignement	Arts visuels/ du spectacle, et technologies de comm.	Sc. humaines	Sc. sociales/sc. du comport. et droit	Affaires, gestion et admin. publique	Sc. et technologies physiques et biologiques	Mathématiques, informatique et sciences de l'information	Architecture, génie et technologies connexes	Agriculture, ressources nat. et conservation	Santé, parcs, loisirs, et cond. phys.	Services de protection pers., et de transports	Autres dom. d'étude
CANADA	100%	5,4%	3,3%	6,1%	9,8%	21,8%	4,8%	6,7%	24,4%	1,7%	12,0%	4,0%	0,0%
TN	100%	6,2%	1,8%	6,2%	10,8%	14,0%	8,0%	6,1%	17,6%	1,0%	23,1%	4,8%	0,0%
ÎPÉ	100%	9,5%	5,3%	7,3%	14,8%	13,3%	3,8%	3,0%	13,0%	10,0%	14,8%	3,8%	0,5%
NÉ	100%	7,3%	3,5%	7,6%	9,9%	17,4%	7,2%	5,8%	19,5%	2,6%	14,4%	4,8%	0,0%
NB	100%	6,7%	2,3%	6,2%	8,4%	19,9%	4,5%	5,6%	21,1%	3,1%	16,2%	6,0%	0,0%
Qué.	100%	5,1%	3,7%	6,3%	10,7%	22,2%	5,1%	7,4%	23,1%	1,6%	10,4%	4,4%	0,0%
Ont.	100%	4,9%	3,2%	5,9%	9,9%	22,2%	4,8%	7,4%	25,0%	1,4%	11,5%	3,7%	0,0%
Man.	100%	7,5%	2,6%	4,7%	8,0%	16,6%	4,1%	5,1%	24,7%	3,1%	18,8%	4,8%	0,0%
Sask.	100%	9,2%	2,7%	6,3%	8,2%	15,8%	7,2%	4,9%	19,6%	3,5%	17,9%	4,6%	0,0%
Alb.	100%	6,1%	2,5%	5,1%	8,4%	19,9%	5,5%	5,1%	28,5%	2,1%	13,0%	3,8%	0,0%
CB	100%	5,9%	4,0%	6,7%	10,0%	22,7%	4,4%	5,4%	22,1%	1,9%	12,9%	4,2%	0,0%

Source : Recensement de 2006

Aperçu des données du recensement, tableau 2.
IMMIGRANTS DE 25 À 64 ANS AYANT FAIT DES ÉTUDES POSTSECONDAIRES, PAR LIEU D'ÉTUDE, 2006

À l'ext. du Canada	52,9%
Au Canada	47,1%
Terre-Neuve-et-Labrador	0,3%
Île-du-Prince-Édouard	0,1%
Nouvelle-Écosse	1,2%
Nouveau-Brunswick	0,6%
Québec	16,3%
Ontario	53,9%
Manitoba	3,0%
Saskatchewan	1,2%
Alberta	8,6%
Colombie-Britannique	14,8%

Source : Recensement de 2006

Aperçu des données du recensement, tableau 3.
PARTS DE LA MAIN-D'ŒUVRE IMMIGRÉE TRAVAILLANT DANS CHAQUE CATÉGORIE PROFESSIONNELLE, 2006

	Toutes les professions	Gestion	Affaires, finances et admin.	Sciences naturelles et appliquées	Santé	Sciences sociales, enseign., services gouv. et religion	Art, culture, loisirs et sports	Ventes et service	Métiers, transports et opérateurs d'équipement	Industrie primaire	Transformation, fabrication et services publics
CANADA	100,0%	10,1%	17,5%	9,2%	5,9%	7,2%	2,6%	23,6%	13,1%	1,9%	9,0%
TN	100,0%	14,8%	11,8%	10,0%	16,6%	18,3%	3,6%	15,6%	6,0%	1,9%	1,3%
ÎPÉ	100,0%	10,1%	11,8%	6,2%	7,0%	12,8%	6,0%	19,8%	9,1%	13,2%	4,1%
NÉ	100,0%	13,0%	16,0%	9,6%	9,1%	13,5%	4,8%	19,8%	8,7%	2,9%	2,5%
NB	100,0%	10,7%	17,9%	7,9%	8,7%	10,7%	3,1%	22,6%	11,0%	3,5%	3,8%
Qué.	100,0%	10,2%	16,3%	9,1%	6,1%	9,1%	3,2%	25,1%	10,7%	1,1%	9,3%
Ont.	100,0%	10,0%	18,7%	9,6%	5,4%	6,6%	2,4%	22,1%	13,5%	1,3%	10,4%
Man.	100,0%	6,8%	12,9%	5,8%	9,4%	7,2%	1,8%	23,4%	15,6%	3,4%	13,7%
Sask.	100,0%	9,9%	12,2%	7,6%	10,4%	11,3%	2,3%	25,5%	11,6%	5,6%	3,5%
Alb.	100,0%	9,7%	15,8%	11,0%	6,4%	6,7%	1,9%	25,3%	14,6%	2,6%	5,9%
CB	100,0%	11,1%	16,6%	7,7%	6,1%	7,0%	3,1%	26,5%	12,6%	3,6%	5,9%

Source : Recensement de 2006

Indicateur X-3

MIGRATION INTERPROVINCIALE NETTE (NOMBRE DE PERSONNES)*

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
TN	-4 263	-4 493	-3 352	-1 683	-2 027	-3 710	-4 342	-4 067	-528	1 877	1 309
ÎPÉ	104	165	62	165	144	-139	-639	-849	-291	-536	-876
NÉ	-270	-2 077	-898	510	-772	-3 041	-3 024	-4 126	-1 794	-751	205
NB	-1 183	-1 530	-1 218	-843	-760	-2 074	-3 487	-2 632	-908	-237	722
Qué.	-12 146	-9 442	-4 350	-1 829	-822	-4 963	-9 411	-12 865	-11 682	-7 419	-3 252
Ont.	22 369	18 623	5 354	637	-6 935	-11 172	-17 501	-20 047	-14 750	-15 601	-7 275
Man.	-3 456	-4 323	-4 344	-2 875	-2 565	-7 227	-7 881	-5 500	-3 703	-3 111	-2 182
Sask.	-7 947	-8 410	-8 820	-5 141	-4 521	-9 515	-7 083	1 549	4 171	2 983	3 909
Alb.	22 674	20 457	26 235	11 903	10 606	34 423	45 795	33 809	15 317	13 184	-2 183
CB	-14 610	-8 286	-8 556	-1 037	7 865	8 214	8 800	15 005	14 643	9 995	9 367

*Les dates pour cet indicateur sont exprimées en années de recensement, ce qui signifie que « 2010 » s'entend du 1er juillet 2009 au 31 juin 2010.
Source : Statistique Canada

Indicateur X-4

VALEUR DES IMPORTATIONS DE HAUTE TECHNOLOGIE EN C.-B., PAR TYPE DE MARCHANDISE (EN MILLIONS $)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Biotechnologie	34,6	36,6	56,5	53,3	46,8	34,3	35,3	43,8	59,9	83,1	96,2
Sciences bio.	331,6	404,6	460,9	484,2	464,2	457,6	477,2	498,4	508,2	605,1	581,6
Opto-électronique	94,4	135,7	127,6	117,1	106,3	123,5	205,2	299,6	337,7	420,0	356,4
Ordinateurs et télécommunications	2 128,6	2 305,7	2 051,4	2 148,6	2 255,0	2 394,5	2 425,1	2 359,8	2 747,7	2 837,7	2 518,4
Électronique	834,3	924,8	272,2	194,1	174,0	140,4	245,7	253,0	267,0	273,0	245,2
Production intégrée par ordinateur	150,2	185,8	179,9	191,0	204,9	188,4	181,6	195,6	159,0	145,2	110,6
Conception de matériel	145,8	101,9	62,3	27,8	20,0	26,6	17,1	24,3	18,0	19,7	21,2
Aérospatiale	653,7	572,0	1 030,3	800,2	449,4	361,5	591,0	385,2	537,5	484,8	404,1
Armes et nucléaire	23,4	35,7	40,2	31,9	31,7	39,5	15,3	19,6	16,8	20,3	23,4
Total	4 396,6	4 702,9	4 281,3	4 048,1	3 752,3	3 766,4	4 193,5	4 079,4	4 651,8	4 888,9	4 357,2

Source : BC Stats

INDICATEURS DU TRAVAIL

Indicateur L-1
TAUX DE CHÔMAGE EN SCIENCES NATURELLES ET APPLIQUÉES (%)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
CANADA	3,4	3,0	3,8	4,5	4,5	3,8	2,9	2,6	3,0	2,9	4,6
TN	9,7	8,2	8,2	7,8	9,3	6,7	9,5	5,1	6,4	7,9	5,9
ÎPÉ	9,4	7,1	5,9	5,4	8,3	11,4	5,0	4,4	5,0	5,7	5,7
NÉ	4,2	4,6	4,5	5,9	7,2	4,2	5,0	4,5	3,1	3,3	5,5
NB	5,0	5,6	5,2	4,7	5,5	4,6	5,5	4,3	2,7	4,1	3,4
Qué.	3,4	3,1	4,2	4,4	4,8	4,5	3,5	3,7	3,0	3,6	4,5
Ont.	3,2	2,8	3,5	4,7	3,9	3,3	2,7	2,2	3,5	3,1	4,9
Man.	2,5	3,0	2,8	3,5	3,1	1,9	-	2,5	1,8	1,7	2,4
Sask.	4,3	4,5	2,6	2,7	4,7	-	-	2,2	-	2,2	2,4
Alb.	3,1	2,7	2,6	3,0	3,2	3,4	1,6	1,8	2,0	1,5	4,3
CB	3,4	2,4	4,7	5,1	6,1	5,0	3,0	2,3	2,3	2,0	5,0

- Données non disponibles

Source : Statistique Canada

Indicateur L-2
PERSONNEL DE RECHERCHE (ETP) PAR 100 000 HABITANTS, 2006 ET 2007*

	Fédéral		Provincial		Entreprises		Enseign. sup.		TOTAL	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
CANADA	46,5	47,5	8,7	9,5	456,8	448,2	177,6	184,6	694,5	694,4
TN	41,2	45,4	3,9	9,9	141,1	114,5	196,4	199,9	384,1	371,3
ÎPÉ	72,5	72,4	0,0	0,0	145,0	108,6	123,1	101,5	340,8	282,3
NÉ	62,9	66,3	0,0	0,0	143,9	138,9	195,1	193,0	401,9	398,6
NB	33,5	36,2	13,4	21,5	162,3	152,9	141,7	142,2	351,4	352,8
Qué.	36,3	39,0	11,8	11,6	643,0	638,8	215,8	220,5	905,5	908,4
Ont.	67,0	68,1	4,3	4,8	556,3	543,7	179,4	184,5	805,1	799,3
Man.	47,3	46,1	5,9	5,9	185,8	160,0	136,6	134,3	375,0	345,2
Sask.	53,4	50,0	24,2	26,0	122,0	124,0	151,0	150,2	350,8	348,9
Alb.	24,3	24,5	21,6	23,9	222,4	204,4	181,2	181,5	444,3	429,6
CB	18,9	17,9	4,2	4,6	345,0	351,5	124,6	156,0	491,3	527,7

ETP : équivalent temps plein

* 2007 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

STRUCTURE DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE RECHERCHE PAR SECTEUR EN 2007 (%)*

	Fédéral	Provincial	Entreprises	Enseign. sup.	Total ETP
Qué.	4,3	1,3	70,3	24,1	69 830
Ont.	8,5	0,6	68,0	22,9	102 260
Man.	13,3	1,7	46,4	38,6	4 120
Alb.	5,7	5,6	47,6	41,2	15 090
C.-B.	3,4	0,9	66,6	29,1	22 740

ETP : équivalent temps plein

*2007 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

Indicateur L-3
INDICE DE QUALITÉ DE VIE, 2010 (NEW YORK = 100)

	Résultat	Rang mondial	Rang dans les Amériques
Vancouver	107,4	4	1
Ottawa	105,5	14	2
Toronto	105,3	16	3
Montréal	104,2	21	4
Calgary	103,5	28	5
Honolulu	103,1	31	6
San Francisco	103,0	32	7
Seattle	99,8	50	12

Source : Mercer Human Resource Consulting

Indicateur L-4
INDICE DE PRIX AU DÉTAIL ENTRE LES VILLES, TOUS LES ARTICLES (UNITÉS)*

	Oct-00	Oct-01	Oct-02	Oct-03	Oct-04	Oct-05	Oct-06	Oct-07	Oct-08	Oct-09
Winnipeg	92	92	91	91	92	92	92	94	94	94
Montréal	95	94	95	93	93	93	93	95	95	95
Vancouver	106	106	105	103	102	102	104	103	101	101
Edmonton	93	93	95	97	97	97	97	98	101	102
Ottawa	103	104	105	103	103	103	102	102	103	103
Toronto	109	110	110	110	110	110	109	107	107	107

*2009 est la dernière année pour laquelle il existe des données.

Source : Statistique Canada

TABLEAUX DE RÉFÉRENCE

Tableau de référence 1.
POPULATION TOTALE

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
CA	30 685 730	31 019 020	31 353 656	31 639 670	31 940 676	32 245 209	32 576 074	32 929 733	33 315 976	33 720 184	34 108 752
TN	527 966	522 033	519 531	518 520	517 447	514 363	510 313	506 379	506 193	508 143	509 739
ÎPÉ	136 470	136 663	136 876	137 221	137 674	138 055	137 920	138 161	139 545	141 097	142 266
NÉ	933 821	932 454	935 015	937 491	939 376	937 941	938 010	935 794	936 737	939 124	942 506
NB	750 517	749 801	749 331	749 389	749 369	747 960	745 674	745 515	746 902	749 324	751 755
Qué.	7 356 951	7 396 331	7 441 076	7 485 838	7 535 929	7 581 911	7 631 552	7 687 423	7 751 332	7 828 357	7 907 375
Ont.	11 683 290	11 896 663	12 091 029	12 242 273	12 390 599	12 528 480	12 665 346	12 792 937	12 932 297	13 064 900	13 210 667
Man.	1 147 313	1 151 439	1 156 613	1 163 819	1 173 566	1 178 301	1 184 031	1 193 558	1 205 517	1 219 562	1 235 412
Sask.	1 007 565	1 000 221	996 801	996 483	997 447	993 579	992 122	1 000 257	1 013 792	1 029 124	1 045 622
Alb.	3 004 198	3 058 017	3 128 364	3 183 396	3 239 471	3 322 200	3 421 253	3 512 691	3 591 391	3 670 742	3 720 946
CB	4 039 230	4 076 264	4 098 178	4 122 396	4 155 170	4 196 788	4 243 580	4 309 632	4 383 860	4 460 292	4 530 960

Source : Statistique Canada

Tableau de référence 2.
POPULATION DE 15 ANS ET PLUS

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
CA	24 802 222	25 164 699	25 523 673	25 843 944	26 186 016	26 546 604	26 924 276	27 310 049	27 707 835	28 110 083	28 492 082
TN	435 134	432 732	432 487	433 495	434 383	433 970	432 353	429 837	430 250	432 523	434 393
ÎPÉ	109 149	109 995	110 826	111 647	112 593	113 535	114 053	114 724	116 249	117 862	119 200
NÉ	763 336	765 819	771 818	777 338	782 624	785 685	789 857	790 536	793 779	797 932	802 635
NB	615 959	618 256	620 177	622 374	624 505	625 926	626 778	628 365	631 284	634 932	638 314
Qué.	6 037 086	6 091 032	6 141 913	6 192 837	6 251 510	6 313 925	6 381 499	6 449 526	6 518 826	6 594 325	6 670 658
Ont.	9 390 567	9 588 561	9 779 713	9 939 993	10 100 743	10 257 338	10 410 702	10 556 964	10 708 604	10 851 131	11 004 966
Man.	907 065	913 210	920 172	928 627	939 487	947 240	955 385	965 195	976 336	989 143	1 002 985
Sask.	791 877	790 493	790 991	794 199	798 721	799 867	801 906	809 813	821 522	834 597	847 572
Alb.	2 374 898	2 431 048	2 498 737	2 552 626	2 608 108	2 685 895	2 775 553	2 860 101	2 930 544	3 000 079	3 041 271
CB	3 306 290	3 351 727	3 383 179	3 415 051	3 455 602	3 504 147	3 555 948	3 623 462	3 697 772	3 773 781	3 844 531

Source : Statistique Canada

Tableau de référence 3
NOMBRE DE MÉNAGES*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CA	10 990 880	11 182 540	11 361 810	11 522 400	11 657 730	11 749 230	11 952 550	12 180 090	12 755 570	12 985 140	13 164 370
TN	184 940	185 830	188 830	190 580	189 820	191 880	192 810	195 790	200 200	201 330	204 160
ÎPÉ	48 760	50 020	50 380	50 580	51 750	50 970	52 000	52 620	54 070	54 670	55 590
NÉ	338 960	348 010	350 790	355 160	355 920	360 150	360 630	363 860	379 610	382 900	387 870
NB	273 700	277 200	276 160	281 780	281 350	283 940	287 380	290 000	300 490	303 860	307 570
Qué.	2 843 900	2 869 180	2 930 590	2 953 150	2 998 460	3 019 380	3 084 260	3 136 310	3 267 660	3 307 090	3 351 040
Ont.	4 043 020	4 147 740	4 210 680	4 302 710	4 352 690	4 347 130	4 451 030	4 505 860	4 736 820	4 802 270	4 878 300
Man.	406 860	406 390	407 970	412 250	411 920	423 700	424 310	429 390	450 090	455 580	462 550
Sask.	364 720	366 560	372 500	371 220	370 530	361 220	364 290	360 550	378 190	384 780	393 670
Alb.	1 020 710	1 044 520	1 056 890	1 084 100	1 101 490	1 137 600	1 149 840	1 195 670	1 280 840	1 317 330	1 346 580
CB	1 465 310	1 487 090	1 517 030	1 520 870	1 543 790	1 542 650	1 586 000	1 618 530	1 707 600	1 740 970	1 777 040

*Le Canada représente la somme des 10 provinces. 2008 est la dernière année pour laquelle il existe des données. Source : Statistique Canada

Tableau de référence 4
POPULATION IMMIGRANTE DE 25 ANS ET PLUS

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
CANADA	121 277	145 755	161 341	148 899	144 025	151 622	166 720	162 347	153 411	162 322	167 324
TN	256	257	220	242	231	344	304	329	325	438	410
ÎPÉ	85	107	84	70	97	178	189	335	568	864	1 046
NÉ	961	937	1 030	865	890	1 110	1 175	1 621	1 598	1 753	1 548
NB	418	468	486	430	414	516	642	997	1 018	1 142	1 203
Qué.	18 023	20 566	24 297	25 017	26 427	29 426	28 765	29 572	30 419	30 631	34 138
Ont.	66 504	85 660	95 419	86 376	77 636	79 720	88 549	80 597	71 613	72 729	70 976
Man.	2 160	2 551	2 623	2 603	3 630	4 058	4 390	5 601	6 211	6 493	7 914
Sask.	1 072	1 093	976	952	942	1 142	1 222	1 609	2 085	2 810	4 074
Alb.	7 828	9 129	10 398	9 558	10 226	10 356	12 231	13 412	13 458	15 701	17 655
CB	23 860	24 887	25 681	22 681	23 412	24 673	29 146	28 139	25 945	29 518	28 147

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

Tableau de référence 5
TAUX DE CHÔMAGE DANS TOUTES LES PROFESSIONS (%)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
CANADA	7,6	6,8	7,2	7,7	7,6	7,2	6,8	6,3	6,0	6,1	8,3
TN	16,9	16,7	16,1	16,7	16,5	15,7	15,2	14,8	13,6	13,2	15,5
ÎPÉ	14,3	12,1	11,9	12,0	11,0	11,3	10,8	11,0	10,3	10,8	12,0
NÉ	9,6	9,1	9,7	9,6	9,1	8,8	8,4	7,9	8,0	7,7	9,2
NB	10,2	10,0	11,1	10,2	10,3	9,8	9,7	8,8	7,5	8,6	8,9
Qué.	9,3	8,5	8,8	8,6	9,1	8,5	8,3	8,0	7,2	7,2	8,5
Ont.	6,3	5,8	6,3	7,1	6,9	6,8	6,6	6,3	6,4	6,5	9,0
Man.	5,6	5,0	5,1	5,1	5,0	5,3	4,8	4,3	4,4	4,2	5,2
Sask.	6,1	5,1	5,8	5,7	5,6	5,3	5,1	4,7	4,2	4,1	4,8
Alb.	5,7	5,0	4,6	5,3	5,1	4,6	3,9	3,4	3,5	3,6	6,6
CB	8,3	7,1	7,7	8,5	8,0	7,2	5,9	4,8	4,2	4,6	7,6

Source : Statistique Canada

Tableau de référence 6
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (EN MILLIONS $)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
CANADA	982 441	1 076 577	1 108 048	1 152 905	1 213 175	1 290 906	1 373 845	1 450 405	1 529 589	1 599 608	1 527 258
TN	12 184	13 922	14 179	16 457	18 119	19 407	21 960	26 064	29 249	31 671	24 970
ÎPÉ	3 159	3 366	3 431	3 701	3 798	3 983	4 096	4 315	4 543	4 650	4 750
NÉ	23 059	24 658	25 909	27 082	28 851	29 853	31 199	31 644	33 031	34 041	34 283
NB	19 041	20 085	20 684	21 169	22 366	23 672	24 716	25 847	27 044	27 376	27 497
Qué.	210 809	224 928	231 624	241 448	250 752	262 761	272 049	282 505	295 928	302 748	303 747
Ont.	409 020	440 759	453 701	477 763	493 081	516 106	537 383	560 576	583 946	584 460	578 183
Man.	31 966	34 057	35 157	36 559	37 451	39 748	41 681	45 173	48 920	51 048	50 973
Sask.	30 778	33 828	33 127	34 343	36 653	40 796	43 996	45 604	50 863	65 425	56 553
Alb.	117 080	144 789	151 274	150 594	170 113	189 743	219 810	238 886	255 787	291 577	247 184
CB	120 921	131 333	133 514	138 193	145 642	157 675	169 664	182 251	192 117	197 728	191 006

Source : Statistique Canada

Tableau de référence 7
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (EN MILLIONS DE DOLLARS CHAÎNÉS DE 2002)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
CANADA	1 045 786	1 100 515	1 120 146	1 152 905	1 174 592	1 211 239	1 247 807	1 283 033	1 311 260	1 318 055	1 285 604
TN	13 323	14 013	14 233	16 457	17 419	17 209	17 593	18 129	19 791	20 186	18 119
ÎPÉ	3 502	3 570	3 532	3 701	3 778	3 877	3 921	4 077	4 149	4 167	4 164
NÉ	24 482	25 234	26 036	27 082	27 464	27 710	28 016	28 174	28 611	28 969	28 931
NB	19 508	19 917	20 248	21 169	21 765	22 366	22 638	23 174	23 439	23 392	23 314
Qué.	222 716	232 378	235 832	241 448	244 422	251 028	255 559	260 033	265 585	268 406	267 477
Ont.	429 697	455 234	463 357	477 763	484 341	496 780	510 509	522 998	533 233	528 635	509 421
Man.	34 248	35 708	35 996	36 559	37 059	37 861	38 860	40 181	41 263	42 057	42 077
Sask.	33 936	34 820	34 487	34 343	35 921	37 741	38 904	38 266	39 626	41 434	39 810
Alb.	136 603	144 886	147 394	150 594	155 359	163 564	170 872	180 852	184 008	186 528	178 225
CB	126 708	132 578	133 403	138 193	141 435	146 541	153 489	159 729	164 496	164 869	161 851

Source : Statistique Canada

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Western Economic Diversification Canada

Canada

British Columbia

BCStats